la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Numéro spécial

POUR LES 70 ANS DE PIERRE MONATTE

PAGES CHOISIES

20e année. — N° 347. — Nouvelle série N° 46 JANVIER 1951. — Exceptionnellement : 100 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 280 fr.
Un an .... 500 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 375 fr.
Un an .... 625 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

N° 46 - Janvier 1951

PAGES CHOISIES de Pierre MONATTE

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1951 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T. dépendante du gouvernement ;*

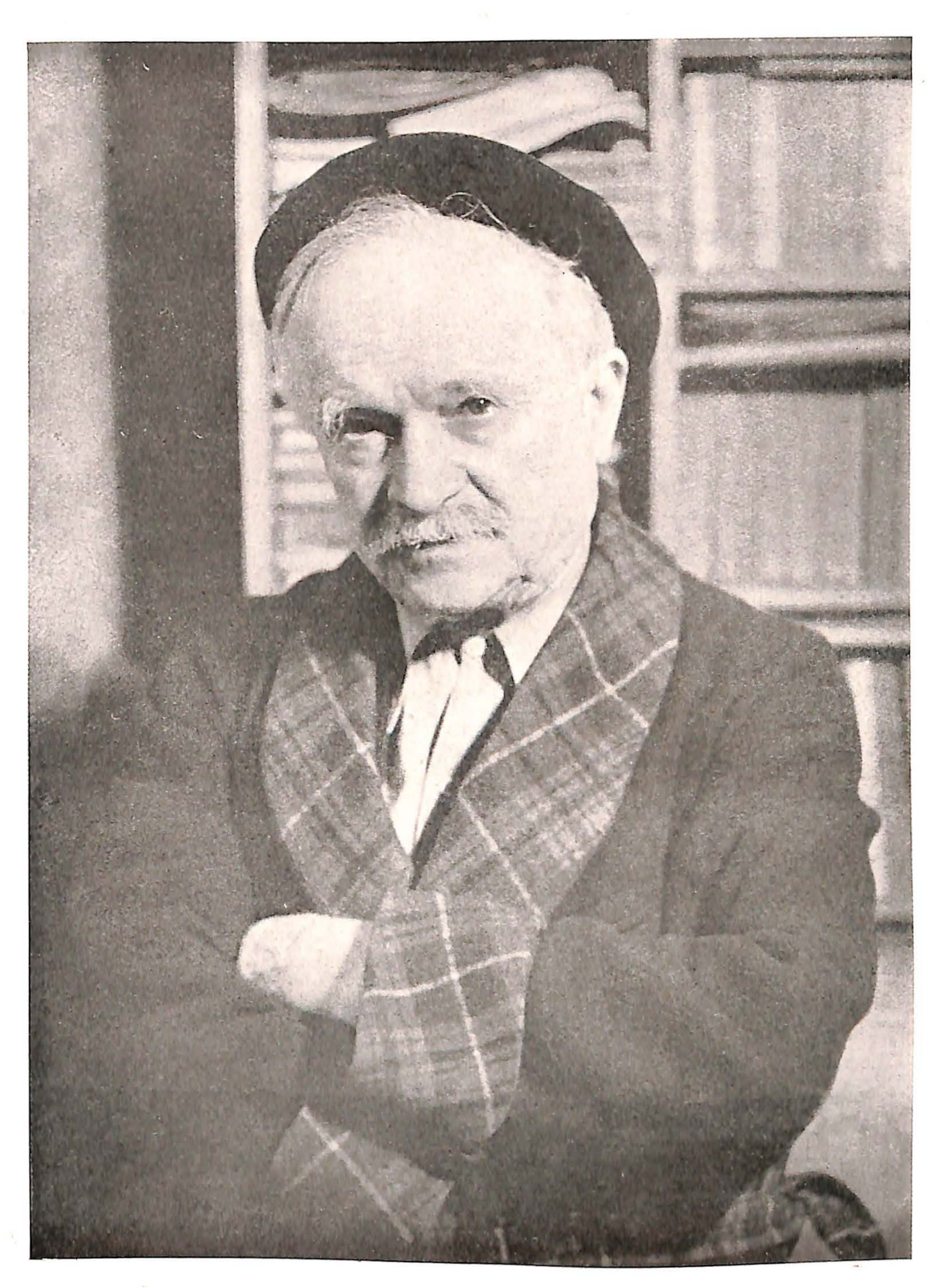
3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*



Pierre MONATTE (29 décembre 1950)

IL Y A QUARANTE ANS...

La « Vie Ouvrière » s'annonçait comme une « revue syndicaliste paraissant le 5 et le 20 ». Les premiers numéros vinrent à leur date, mais cette régularité du début ne dura guère ; elle ne sortit bientôt qu'avec retard, un retard parfois assez long pour nécessiter le recours à un numéro double. Des abonnés se plaignaient, les uns en ronchonnant, d'autres questionnant amicalement : « Pourquoi donc ne paraissez-vous pas au jour dit ? » Ni les uns ni les autres ne pouvaient se représenter la somme d'efforts qu'exigeaient la confection, le maintien même d'une revue qui n'avait pas eu d'analogue jusqu'alors et ne devait pas en avoir après qu'elle eut disparu. Les difficultés qu'il fallait vaincre chaque mois, même chaque quinzaine, je les ai bien connues ; j'en parlerai plus loin mais je pense qu'il faut d'abord tracer brièvement une esquisse de la situation au milieu de laquelle la « Vie Ouvrière » surgit.

A PIERRE MONATTE, pour ses soixante-dix ans, nous offrons ce témoignage d'amitié.

Au lecteur, nous présentons ces souvenirs et ces textes choisis pour faire revivre le mouvement qui a marqué fortement la vie ouvrière du demi-siècle : le Syndicalisme révolutionnaire.

L'Affaire Dreyfus n'a pas encore pris sa place dans l'histoire. Sur l' « Affaire » elle-même, les ouvrages ne manquent pas, mais leurs auteurs ont presque toujours négligé d'étudier ses conséquences qui, cependant, furent sérieuses, dans les domaines les plus variés. Elle finit mal pour les combattants des deux camps qui, pendant plusieurs années, s'étaient violemment opposés. Les juges militaires s'obstinaient à condamner, défiant l'évidence. Dreyfus accepta la grâce : il n'était pas le héros que les circonstances exigeaient pour que la bataille fût livrée à fond. Un malaise général succéda aux mêlées acharnées. L'Affaire avait progressivement englobé toutes les forces vives de la nation, dressant l'une contre l'autre la France de demain et la France d'hier : armée, clergé, l'alliance traditionnelle du sabre et du goupillon assurant le règne de la bourgeoisie. Le gouvernement dreyfusard de Waldeck-Rousseau ne proposait rien de plus que de rogner les griffes du cléricalisme ; il s'en prit aux congrégations religieuses : elles ne l'avaient pas volé ; elles s'étaient engagées à fond et on ne saurait imaginer à distance jusqu'où s'abaissèrent dans la polémique les Assomptionnistes de la « Croix ». Comme conclusion d'une bataille où tant de forces s'étaient dépensées, c'était une dérision, et d'avoir fait Millerand ministre n'ajoutait rien, au contraire ; c'était une provocation que sa politique personnelle de corruption à l'égard des organisations ouvrières souligna.

Parmi les masses mises en mouvement, des résistances se manifestèrent, des tendances très diverses se formèrent. Péguy partit l'un des premiers avec ses « Cahiers de la Quinzaine » ; il était le plus détestable des guides. Parti du socialisme et de la guerre à l'Université, il aboutit à un catholicisme littéraire et à la quête des lauriers académiques ; quand il eut découvert Bergson, il empoisonna de bergsonisme les intellectuels qui subissaient son influence : Sorel, qui pouvait s'égarer sans lui ; surtout Charles Guieysse, homme de bon vouloir qui avait mis sur pied une revue : « Pages Libres », qui méritait bien son titre. L'anarchisme communiste de Reclus et Kropotkine, que l'importance prise par les individualistes tendait à discréditer, perdait le contact avec le mouvement ouvrier ; celui de Malatesta n'était pas ignoré en France mais il n'y avait pas d'équivalent. La « Guerre Sociale » partit en faisant grand tapage : quatre grandes pages, titre immense, ce qui était nouveau comme était nouveau l'amalgame qui avait présidé à sa création. Autour de Gustave Hervé, que son antimilitarisme bruyant avait rendu populaire, s'étaient rassemblés des socialistes, des anarchistes, des syndicalistes : une sorte de front révolutionnaire. La formule était nouvelle ; elle eut, pour un temps du succès.

La « Vie Ouvrière » surgit quand ces divers mouvements s'étaient déjà développés. Le travail de préparation eut lieu au cours de l'été 1909, le premier numéro porte la date du 5 octobre 1909. La C.G.T. avait alors livré ses grandes batailles ; le syndicalisme révolutionnaire s'était puissamment affirmé, la faiblesse relative des effectifs syndicaux ne l'empêchait pas de disputer victorieusement au socialisme parlementaire le rôle de guide de la classe ouvrière. Je ne fus pas des débuts de la revue. De l'anarchisme au syndicalisme, il y avait un pas à faire que certains « théoriciens » du syndicalisme rendaient difficile ; c'étaient ceux qui prétendaient annexer Bergson au syndicalisme, au grand effroi de l'auteur de « L'Evolution créatrice ». Je restai donc plusieurs mois sur le bord, lisant la revue mais n'y entrant pas. Amédée Dunois m'y poussa en me demandant de le remplacer pour parler de la pièce « sociale » que Paul Bourget venait de donner au Vaudeville : « La Barricade ». Pour que je puisse prendre une place décente, la revue était prête à m'allouer cinq francs. Je ne profitai pas de ses largesses, grimpant au poulailler d'où l'on pouvait très bien suivre la pièce. C'était une grossière image d'Epinal : le bon patron, le bon ouvrier (c'était le « jaune »), le « meneur » étant le vilain de l'histoire.

Les « bureaux » de la revue, c'était alors une pièce à l'étage d'une vieille maison de la bruyante rue Dauphine. J'y vins pour la première fois, appelé d'autorité par Monatte, pour faciliter la conversation avec William Z. Foster. L'actuel gauleiter du stalinisme en Amérique venait de débarquer à Paris après avoir participé aux batailles que les I.W.W. avaient livrées à Spokane, sur la côte du Pacifique. Et à partir de ce jour, je participai régulièrement aux réunions du « noyau ». J'y rencontrai Griffuelhes et Jouhaux ; ils n'y venaient qu'irrégulièrement, et bientôt plus du tout. La discussion portait ce soir-là sur les contrats collectifs ; les anarchistes les dénonçaient comme une abdication, une trahison des ouvriers ; les militants syndicalistes, aux prises avec les difficultés et les particularités de la lutte expliquaient qu'en certaines circonstances

c'était la juste et la meilleure tactique. On peut trouver des échos de la discussion dans les pages de la revue où les tenants des divers points de vue avaient, bien entendu, toute liberté de s'exprimer.

Préoccupé de créer un service de librairie pour fournir les bibliothèques des organisations ouvrières : syndicats, bourses, unions, fédérations, groupes d'études, et de garnir « la planchette du militant », Monatte avait pensé que la rue Dauphine serait commode pour le ravitaillement chez les éditeurs ; mais elle était tout de même trop loin de la Bourse du Travail et de la C.G.T. Le nouveau local où la revue émigra bientôt, la « boutique grise » du quai Jemmapes, convenait exactement ; les militants de province venant à Paris pour leur travail syndical trouvaient la revue sur leur chemin.

Dès le premier numéro, Monatte avait créé une rubrique qu'il considérait importante : un « Entre nous », conversation avec les abonnés racontant l'activité de la quinzaine, exposant les projets, répondant à leurs questions, les faisant pénétrer dans la maison. L'optimisme de Monatte y éclatait en chants de triomphe : 150 abonnés, 300, 500, 800. « Voilà où nous en sommes », disait-il à ceux qui avaient douté. Ce n'était pas encore assez pour boucler le budget, mais comparé aux chiffres d'autres revues, syndicales ou socialistes, c'était un succès encourageant. La revue nourrissait un mouvement auquel la « Guerre Sociale » d'Hervé n'apportait, par ses coups de gueule, qu'une excitation passagère souvent néfaste, qui ne pouvait mener loin.

Les récriminations d'abonnés à propos des retards donnèrent à Monatte l'occasion de préciser le caractère de la revue et son but. Elle devait fournir aux militants l'information, générale et particulière, dont ils avaient besoin pour accomplir leur tâche, mais ce n'était pas tout ; elle devait être également une revue d'action. Pour cela, le grand fait de la quinzaine devait ouvrir le numéro. Monatte était exigeant : il voulait une revue complète. Il avait, m'expliquait-il, toujours assez de copie pour faire un numéro et même plusieurs, mais une revue ne doit pas se composer uniquement d'articles insérés l'un après l'autre, il y fallait des rubriques régulièrement tenues : revue de quinzaine, les livres, les revues, la presse patronale, les correspondances de l'étranger, et celle composée par les lettres des abonnés, non la moins importante. Il fallait tout cela et encore l'étude indispensable sur l'événement de quinzaine : grève, congrès, conflits internationaux, menaces de guerre. Mais qui pouvait faire cette étude ? Un militant qualifié, souvent au cœur du mouvement, pris par l'action et qui trouvait difficilement le temps d'écrire. Les retards étaient inévitables.

Disant cela, Monatte ne disait pas tout. Il y avait aux retards des raisons d'autre sorte, toutes différentes et plus préoccupantes. La préparation du numéro représentait par elle-même un gros travail : la copie devait être revue, les correspondances de l'étranger traduites, les épreuves corrigées, et quand tout cela était fait, quand le numéro du 5 était prêt, se présentait l'échéance de fin de mois. Les débuts avaient été encourageants. Cependant la « trésorerie » connut assez vite les difficultés. L'une d'elles, vraiment imprévisible, fut causée par la crue de la Seine de l'hiver 1910 ; les quartiers riverains furent inondés, l'imprimerie de Villeneuve-Saint-Georges où la revue était composée et tirée dut interrompre tout travail pendant plusieurs semaines. Le numéro, justement préparé en vue d'un lancement, resta en panne : tout l'effort fut perdu. Plusieurs militants qui avaient participé au départ boudèrent la revue, puis la dénigrèrent ; des promesses faites ne furent pas tenues. Toutes ces causes cumulées contribuèrent à créer une dette qui allait désormais peser sur la vie de la revue.

L'imprimerie de Villeneuve était une coopérative ouvrière. Les rapports, excellents d'abord, devinrent tendus à mesure que la dette au lieu de s'éteindre grossissait. Ces coopérateurs n'étaient pas tous syndicalistes, certains — parmi eux l'administrateur — étaient socialistes et n'avaient pas assez de sympathie pour le syndicalisme et pour une revue dont l'utilité était cependant indéniable pour faire longtemps crédit. Ils n'étaient pas disposés à faire, et on ne pouvait leur demander les sacrifices que consentirent, par exemple, les typos russes pendant la guerre pour assurer l'existence de leur quotidien parisien. Ils exigeaient de Monatte, pour tirer le numéro, des traites et c'est ce qui rendait les fins de mois si critiques ; il fallait alors courir chez les amis dont le dévouement ne se lassait pas. J'avais demandé plusieurs fois à Monatte de l'accompagner à Villeneuve pour assister à la mise en pages, à la confection du numéro ; il faisait la sourde oreille. Cependant, un jour, il me laissa aller avec lui. A peine étions-nous entrés dans le bureau que l'administrateur éclata : impossible de continuer si des engagements fermes n'étaient pas pris pour régler l'arriéré, et comme dans un numéro précédent j'avais critiqué des écrits de Jaurès, il s'en prit à moi : c'était bien facile d'attaquer Jaurès, mais il vaudrait mieux payer ceux à qui on demande d'imprimer ces attaques !... Au moins avais-je cette fois détourné l'orage et servi de paratonnerre, et je savais désormais ce que représentait le voyage de quinzaine à Villeneuve.

Comment, au milieu de tous ces soucis, Monatte pouvait-il tenir ? garder son entrain, sa bonne humeur, assez de liberté d'esprit pour poursuivre sa tâche telle qu'il se l'était tracée ? C'est son secret. Mais je ne crois pas que jamais l'idée d'abandonner l'effleura. Bien au contraire, il faisait sans cesse de nouveaux projets, allongeait le nombre des pages de la revue, l'illustrait... Quand les rapports devinrent impossibles avec les coopérateurs de Villeneuve, il fallut chercher une autre imprimerie. Monatte se tourna alors vers la province où la revue pourrait être confectionnée à moindres frais. Pendant un temps, la revue fut imprimée à Auxerre. Mais l'expérience montra que les dépenses du voyage, le temps perdu absorbaient le bénéfice réalisé. On revint à Paris mais sous une forme particulière qui, celle-là, se révéla pratique et avantageuse : la composition était confiée à une association de linotypistes et le numéro était tiré à l'imprimerie russe de la rue Méchain ; la mise en pages s'y faisait dans une atmosphère cordiale, l'économie était appréciable et on paraissait au jour fixé.

Si les soucis étaient nombreux et préoccupants, les motifs de réconfort et d'encouragement ne manquaient pas. Les hommes que Monatte avait rassemblés dans son « noyau » étaient tous profondément attachés à la revue, lui donnaient toute l'aide possible. Après cinq ans d'efforts, il pouvait mesurer l'œuvre accomplie : la « Vie Ouvrière » avait pris sa place dans le mouvement ouvrier français, et au dehors son rayonnement était exceptionnel. En juillet 1921, quand le Bulgare Andreytchine arriva à Moscou, il me dit : « Je vous connais depuis longtemps ; quand j'étais encore à Sofia je lisais régulièrement la « Vie Ouvrière ». Il venait d'Amérique où le gouvernement avait monté un grand procès contre les I.W.W. pour leur opposition à la guerre ; il avait été condamné avec ses camarades et venait d'être libéré. Zinoviev, alors en Suisse et proche collaborateur de Lénine, était un abonné fidèle. Parmi les hommes venus de tous les pays, et de toutes les tendances du mouvement ouvrier, que je rencontrai à Moscou en 1920, rares étaient ceux qui ne connaissaient pas la « Vie Ouvrière » ; plusieurs y avaient collaboré. La boutique du quai Jemmapes recevait fréquemment la visite d'amis étrangers ; le dernier visiteur fut Malatesta. Echappé

d'Italie après la « semaine rouge » pendant laquelle ses amis et lui avaient été maîtres de la région d'Ancône, il faisait un bref séjour à Paris avant de regagner le refuge londonien où il allait vivre quand il lui fallait quitter l'Italie.

Au cours du premier semestre de 1914 — le dernier de la revue — Monatte se consacra surtout à l'administration. La « Vie Ouvrière » comptait maintenant 1.800-1.900 abonnés — un assez beau chiffre ; mais elle n'avançait plus, elle s'essoufflait avant de parvenir aux deux mille, premier but fixé, que Monatte voulait à présent dépasser ; il était convaincu qu'une revue comme la « Vie Ouvrière » pouvait en trouver beaucoup plus à condition d'un effort systématique et persévérant. Il manipulait le fichier des abonnés avec amour, classait les fiches par départements, par régions, par professions, voyait où il fallait faire porter l'effort, encourageait ceux qui faisaient autour d'eux une chasse fructueuse, ranimait l'entrain de ceux dont le zèle s'était ralenti, ne laissait aucune lettre sans réponse. Au début de juillet, il nous annonça son intention d'aller prendre quelque repos dans son Auvergne natale ; il en avait certes bien besoin. Durant ces cinq années, chaque journée avait été pour lui une journée de travail, et en ce début de 1914, les polémiques avaient pris un caractère souvent pénible. Guy Tourette, revenu récemment à Paris, ne demandait qu'à aider ; nous pouvions très bien lui accorder un congé. Les événements qui se précipitèrent à peine était-il parti ne lui permirent guère d'en profiter. Nous hésitions cependant à lui demander de l'écourter ; il y avait eu d'autres alertes et les gouvernements avaient toujours reculé devant le déclenchement du massacre ; peut-être cette fois encore... Nous avions passé une partie de la journée du dimanche avec Dumoulin pour qui le premier jour de la mobilisation marquait le départ aux armées. Monatte nous arriva le lendemain. La grande épreuve commençait.

A. ROSMER.

Ce soir...

(Extrait)

A PIERRE MONATTE.

Mon ami, tu m'écris que c'est ce soir
(Tu viens seulement maintenant d'être jeté là-bas,
Dans les champs du crime et de la mort)
Que c'est pour la première fois ce soir
Que tu descendras dans les tranchées
Au plein du crime et de la mort.

Il est venu, ce soir.
Dans le silence de ma solitude
J'écoute le vent de la nuit
S'enfler sombrement dans les arbres
Où déjà s'éveillait la vie
Immense et tendre des bourgeons.
Il est venu, ce soir.

O mon ami...

Je te connais, ami, et je suis sûr de toi.
Je sais qu'en ce pays, quand égarés ou lâches
Tous se taisaient, toi seul, mon ami, tu parlas
Et qu'en ton cœur fidèle et ton esprit lucide
Tu te dressas, honneur du peuple qu'on trompait,
Toi le premier de tous, et je suis fier de toi.

Je te connais. Je sais que tes mains seront pures.

Au milieu du troupeau des victimes,
En face de l'autre troupeau,
Ton âme brûlant de fidélité et de colère
Et tes yeux d'homme grands ouverts
Sur la honte des hommes,
Tu tomberas peut-être ;
O mon ami, je sais que tu ne tueras point.

Marcel MARTINET
« Les Temps Maudits »
(1914-1918.)

DU « MOUVEMENT SOCIALISTE » A LA « VIE OUVRIÈRE »

Lors de son apogée, c'est-à-dire au cours de la première décade de ce siècle, le syndicalisme révolutionnaire eut successivement deux revues. La première, dirigée par Lagardelle, s'appelait le « Mouvement socialiste » ; la seconde fondée par Monatte fut la « Vie Ouvrière ». Ces deux organes sont la suite l'un de l'autre, tout en s'opposant, car ils ne se sont pas seulement succédé dans le temps, ils se succédèrent logiquement ; si l'on veut bien me pardonner des expressions un peu pompeuses, je dirai que le remplacement du « Mouvement Socialiste » par la « Vie Ouvrière » marque, pour la pensée syndicaliste révolutionnaire, le passage de la philosophie à la science.

Le « Mouvement socialiste » n'avait pas été fondé comme une revue syndicaliste, mais, ainsi que l'indique son titre, comme une revue socialiste. Sa création, qui datait d'un peu avant 1900, en pleine Affaire Dreyfus, avait été l'œuvre d'un petit groupe d'étudiants rassemblés autour de la librairie Bellais, librairie dreyfusarde et socialiste fondée presque en même temps, au quartier Latin. Mais la brouille se mit rapidement entre, d'une part, ceux de ce groupe qui représentaient plus particulièrement le socialisme de « la chaire », ce socialisme d'intellectuels livresques qui ne voient de salut pour la société que si elle se plie à leurs directives et à leurs préjugés et, d'autre part, ceux qui, plus pragmatiques, considéraient que le socialisme devait, avant tout, sortir de la pratique ouvrière.

Ce furent ces derniers qui l'emportèrent. Aussi, lorsque, quelques années plus tard, le syndicalisme révolutionnaire eut pris tout son essor à la suite de la fusion de la Fédération des Bourses avec la Confédération générale du Travail, et que les partis socialistes commencèrent à s'enliser dans le parlementarisme et la collaboration ministérielle, le « Mouvement socialiste » se rallia tout naturellement au syndicalisme, devenu la seule forme vivante du mouvement ouvrier. Les seules organisations qui menaient la lutte de classes étaient la C.G.T. et les syndicats, c'étaient donc eux, et eux seulement, qui représentaient le « marxisme ». Ou, plus précisément : les vues de Marx, qui n'étaient guère encore lorsqu'il les exprimait, que des anticipations passaient, pour la première fois, dans le domaine des réalisations, par la voie de l'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire au sein des organismes de la C.G.T. C'était là, entre autres, ce que les rédacteurs du « Mouvement socialiste » pour la plupart marxistes convaincus, s'efforçaient de démontrer.

Bien que le « Mouvement socialiste » fit, ainsi qu'il va de soi, une large part, une très large part, aux monographies des grèves et autres luttes ouvrières que rédigeaient pour lui les militants qui les avaient vécues, c'était tout de même, principalement, une revue doctrinale s'efforçant d'analyser les principes qui inspiraient la pratique du syndicalisme révolutionnaire et d'en fournir la justification morale et historique. C'est dans le « Mouvement socialiste » que Lagardelle présenta en des formules qui furent souvent particulièrement heureuses et claires, les fondements du syndicalisme, et c'est également dans le « Mouvement socialiste » que Sorel publia, dans une série d'articles, son œuvre maîtresse : les « Réflexions sur la violence ».

Tout cela se passait aux environs du milieu de la décade. Les années 1905, 1906 furent, à la fois, le point culminant de l'action révolutionnaire de la C.G.T. et la plus belle époque du « Mouvement socialiste ».

Peu après apparut Monatte.

Durant tout ce milieu de la décade, il avait été fortement pris par l'action syndicale dans le Nord, chez les mineurs. Les mineurs, et tout particulièrement les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, constituaient alors une corporation extrêmement réformiste, solidement dominée par la personnalité de Basly, le député-maire de Lens. Cependant, un jeune mouvement révolutionnaire, très minoritaire en temps ordinaire, mais très suivi en temps de lutte et de crise, était parvenu à se constituer, sous l'impulsion énergique et résolue de Broutchoux. C'était, ce qu'on appelait, par opposition aux syndicats « baslycots », le « jeune syndicat ». Celui-ci avait un petit organe hebdomadaire, l' « Action syndicale », que rédigeait Broutchoux. Mais il arriva naturellement que Broutchoux fût arrêté et emprisonné et Monatte alors le remplaça.

C'est à ce petit canard de « gueules noires », dans un milieu très difficile et en des circonstances particulièrement critiques (c'était l'année de la plus grande catastrophe minière, Courrières, et de la plus grande grève que le bassin ait connues) que Monatte fit son apprentissage de « cuisinier » de presse syndicale.

Pour torpiller le mouvement des mineurs, Clemenceau, alors ministre pour la première fois, n'imagina rien de mieux que de lancer à grand fracas la nouvelle que celui-ci était payé par les bonapartistes pour renverser la république ! Et comme il fallait étayer cette accusation par quelque geste spectaculaire... on arrêta Monatte.

Ce fut l'un des plus beaux coups d'audace de ce cynique extraordinaire qu'était Clemenceau. Il est fréquent que pour se tirer d'un mauvais pas, les gouvernements lancent des accusations fausses, mais encore celles-ci ont-elles généralement un petit fait, un semblant de quelque chose pour les étayer. Cette fois-là, pas même cela ! On accusait Monatte d'avoir reçu de l'argent de je ne sais plus quel nobliau qu'il n'avait naturellement jamais vu et dont il avait sans doute jusque-là ignoré même le nom, tout comme on l'aurait accusé aussi bien d'avoir volé la tour Eiffel, bien que celle-ci fût toujours en place.

Naturellement, il n'y eut même pas, à proprement parler d'instruction, et, au bout de quelques semaines, lorsqu'on jugea l'effervescence des mineurs suffisamment apaisée, on libéra tout simplement Monatte sans explications et... sans excuses.

Deux ans plus tard, afin d'éviter une nouvelle arrestation tout aussi arbitraire, après que les fusillades de Villeneuve-Saint-Georges eurent fourni à Clemenceau le prétexte qu'il cherchait pour l'arrestation des principaux militants de la C.G.T., Monatte fila en Suisse où il demeura jusqu'à ce que ses coinculpés aient été remis en liberté.

C'est à son retour en France qu'il résolut de fonder la « Vie Ouvrière ».

Le « Mouvement socialiste » existait toujours, mais Monatte estimait que le temps des exposés théoriques était passé. On savait maintenant fort exactement ce qu'était et ce que signifiait le syndicalisme révolutionnaire, quelles étaient ses fins et quels étaient ses moyens ; ce qu'il fallait maintenant, c'était suivre l'action ouvrière patiemment, au jour

le jour, et fournir aux militants ouvriers, non plus tant les idées que les renseignements qui leur etaient nécessaires pour leur combat quotidien. Monatte, en un mot, désirait reprendre, sous une forme élargie, l'œuvre ébauchée par Pelloutier dans l' « Ouvrier des Deux-Mondes », lorsqu'il était secrétaire de la Fédération des Bourses.

A la différence, en effet, de ce que l'on pouvait peut-être penser quelques années plus tôt, le syndicalisme révolutionnaire, malgré ses progrès rapides, n'était point un coup de foudre qui, d'un coup, bouleverserait le monde, mais apparaissait comme une entreprise de longue haleine, progressant pas à pas. Dès lors, les méthodes de la science qui, par l'observation et la mesure patiente des phénomènes, fait découvrir progressivement les mécanismes de la nature, devaient remplacer les « a priori » logiques des philosophes qui se proposent d'élaborer du premier coup un système général du monde. Aux enseignements d'Aristote devait se substituer l'empirisme de Bacon.

Non pas, d'ailleurs, qu'il se soit agi d'une substitution totale, mais plutôt seulement d'une inversion dans l'importance relative attribuée à chacun des deux facteurs qui sont à la base de la connaissance humaine : l'analyse des faits, et, leur mise en ordre dans un emsemble cohérent et satisfaisant pour l'esprit.

Ce changement de valeur devait entraîner un changement correspondant dans le caractère des études qu'allait publier la « Vie Ouvrière » par rapport à celles publiées dans le «Mouvement socialiste», et du même coup, un changement dans la collaboration. Pour la rédaction du « Mouvement socialiste », théoriciens intellectuels et militants ouvriers n'avaient pas cessé de collaborer, mais les intellectuels mettaient l'accent principal ; dans la rédaction de la « Vie Ouvrière », intellectuels et ouvriers devaient également collaborer, mais cette fois, ce serait la collaboration ouvrière qui mettrait l'accent.

C'est ce déplacement de l'accent, cette mise à la première place de la pratique, au lieu de la théorie, qui constitue alors, à mon sens, la grande contribution de Monatte à l'évolution du syndicalisme révolutionnaire.

La preuve que les temps étaient mûrs pour ce changement se trouve en ce que, presque aussitôt la « Vie ouvrière » créée, le « Mouvement socialiste », en tant que revue syndicaliste, disparut, et ne fut point remplacé.

* * *

J'aurais peur de donner à nos lecteurs une impression fausse, parce que trop partielle, du rôle joué par ces deux revues, si je m'en tenais à ce que je viens de dire.

« Mouvement socialiste » et « Vie ouvrière » ne furent pas en effet, seulement des publications; ce furent aussi des centres d'action. On ne s'y contentait point d'enregistrer et d'analyser les grands mouvements qui secouaient alors le prolétariat français, on y participait directement, en prenant des initiatives dans certains domaines annexes de l'activité syndicale proprement dite.

Cette époque de grèves, de manifestations, de défis sans cesse répétés à l'autorité de l'Etat, se trouva être aussi, nécessairement, une époque de grands procès. Le prétoire qui, dans la décade précédente, était déjà devenu une tribune pour les anarchistes de la « propagande par le fait », était maintenant une tribune pour tout le mouvement ouvrier ; c'était là que s'affrontaient dans une véritable épreuve de force, les rigueurs de la répression et la résolution de la défense.

C'est notamment, dans ce domaine judiciaire que chacune des deux revues syndicalistes eut l'occasion d'agir directement. Elles intervinrent d'une façon décisive, dans deux des plus importants procès de l'époque.

L'un des éléments principaux de la propagande révolutionnaire était alors l'antimilitarisme. C'était l'armée que les ouvriers rencontraient à chaque instant devant eux dès qu'ils faisaient grève. C'était elle qui protégeait les « jaunes », c'était elle qui tirait dès que les travailleurs s'avisaient de vouloir démontrer leur résolution et leur cohésion par une manifestation. Aussi était-ce contre l'armée qu'étaient dirigés les principaux coups de tous ceux qui se réclamaient, directement ou indirectement, du mouvement ouvrier.

C'est ainsi qu'il s'était fondé, au début de 1905, sous l'impulsion d'Almereyda, une « Association internationale antimilitariste », dans le comité directeur de laquelle figuraient des militants ouvriers comme Yvetot, Bousquet, etc... et des publicistes révolutionnaires connus pour leurs idées violemment antimilitaristes, comme Hervé, Gohier, Tailhade, etc.

Aussitôt créée, cette association résolut de faire un coup d'éclat. En une réunion du comité directeur, à laquelle n'assistaient guère, je crois, qu'Almereyda et ses amis personnels, il fut décidé de publier, à l'occasion du départ de la classe, une grande affiche incitant nettement les nouveaux conscrits à la désobéissance et portant les signatures de tous les membres du comité directeur. Victor Méric rédigea l'affiche, on en adopta le texte et on la publia. Ce fut ce qu'on appela plus tard « l'affiche rouge ».

Bien entendu, des poursuites furent aussitôt ordonnées contre les signataires. Et comme l'on avait encore alors à cette époque un respect certain des principes républicains (tout délit politique doit relever de la cour d'assises), et comme la cour de cassation n'avait pas encore décrété, par un abus de pouvoir sans nom, que tout appel à la désobéissance était, de par son fait seul, un acte de « propagande anarchiste », le procès ne pouvait être étouffé dans la sentine des tribunaux correctionnels, il fallait qu'il vienne au grand jour de la cour d'assises.

« L'intelligentsia » française de « gauche » n'était point encore tombée au point où elle en est maintenant, au point où elle en était déjà il y a dix ans, lorsque la plupart des signataires du manifeste « Paix immédiate », avec en tête le grand « moraliste » du temps, renièrent sans vergogne leur signature et de la façon la plus dégoûtante. Un seul des accusés, et qui avait, peut-être, la double excuse de sortir de prison et d'être poète, se déroba. Tous les autres, bien que, pour la plupart, ils eussent à peu près complètement ignoré jusqu'au jour des poursuites l'usage qui avait été fait de leurs noms, acceptèrent la responsabilité de l'affiche.

Les condamnations furent lourdes. Selon l'importance que la Cour attribuait à chacun des accusés, et selon la plus ou moins grande violence qu'il avait montrée à l'audience, les condamnations allèrent de six mois à cinq ans de prison.

Ce jugement fut rendu le dernier jour de l'année 1905. Le lendemain, la plupart des collaborateurs habituels du « Mouvement socialiste » se trouvaient réunis chez Lagardelle. Chacun étant sous l'impression du verdict de la veille, l'atmosphère était lourde, et l'on se demandait assez tristement ce que l'on pourrait bien faire, lorsque entra Charles Albert, des « Temps Nouveaux ». Celui-ci venait proposer la riposte suivante : on rééditerait, telle quelle, l'affiche condamnée, mais en la faisant signer non plus par une vingtaine de personnes, mais par tous ceux qui accepteraient de la signer. La proposition fut acceptée d'emblée, et l'équipe du « Mouvement socialiste » se mit aussitôt à l'ouvrage. Assez rapidement, plus de deux mille signatures furent recueillies, ce qui permit de ressortir l'affiche rouge... avec ses deux mille signataires, le jour même où les condamnés avaient

reçu l'ordre de se présenter à la Santé pour purger leur peine.

Le résultat ne se fit guère attendre. Devant l'impossibilité de faire passer deux mille personnes devant la cour d'assises et malgré une tentative faite par la police d'obtenir des signataires une déclaration selon laquelle ils n'auraient voulu signer qu'une « protestation » contre les condamnations, le gouvernement dut capituler. Une amnistie fut votée, et les condamnés de la première affiche rouge libérés.

L'affaire judiciaire à laquelle la « Vie ouvrière », elle, se trouva mêlée, fut, comme il se devait, d'ordre plus strictement syndical.

Il y eut au Havre, en septembre 1910, une grève de dockers. Grève vigoureuse, violente, comme la plupart des grèves de l'époque. Et, un certain soir, des « jaunes » furent balancés dans les bassins par quelques grévistes, un peu éméchés.

Les coupables furent arrêtés et poursuivis, ce qui était dans l'ordre. Mais ce qui ne l'était pas, c'est que fut également arrêté et poursuivi le secrétaire du syndicat des dockers du Havre, Durand, sous le prétexte qu'il aurait ordonné cette bagarre et qu'il aurait même fait voter à main levée, dans une réunion de grève, la mort des jaunes ! Et l'on trouva des « témoins » qui vinrent affirmer devant la cour d'assises de Rouen que les choses s'étaient bien passées ainsi — ce qui n'est point étonnant car toute l'affaire avait été savamment manigancée par le directeur local de la Compagnie Transatlantique qui avait vu là l'occasion de mettre fin à la grève, de se débarrasser d'un militant gênant et de semer la terreur dans le port.

Tout puait le mensonge ! Les déclarations des témoins étaient si évidemment fausses que l'un des principaux journaux catholiques de la région, l' « Ouest-Eclair » ne put lui-même s'empêcher de protester. Rien n'y fit. Durand fut condamné. Il fut condamné « à mort ».

Aussitôt que la nouvelle parvint à Paris, Monatte, sentant la machination patronalo-judiciaire, envoya quelqu'un au Havre qui en revint avec un article de Geeroms, le secrétaire de l'Union locale des syndicats, qui fournissait un historique de la grève et établissait, clair comme le jour, que Durand était innocent. Cet article fut aussitôt publié dans la « Vie ouvrière », puis, presque immédiatement, édité en brochure : « l'Affaire Durand » et c'est lui qui constitua la base sur laquelle s'établit la campagne pour la libération de Durand.

Bien que personne n'osât plus soutenir la culpabilité du secrétaire des dockers, Briand, alors garde des sceaux, commit la saloperie de faire traîner des mois la décision qui s'imposait, de telle sorte que lorsque sa grâce fut enfin signée, Durand, sous la terreur quotidienne d'être guillotiné, était devenu fou. Il ne quitta la prison que pour l'asile d'aliénés.

L'affaire eut un épilogue, aussi déshonorant pour la magistrature que ce qui l'avait précédé.

La grâce n'était pas, par elle seule, une solution. Une procédure en révision du procès fut donc introduite devant la cour de cassation. Celle-ci rendit alors un jugement établissant formellement l'innocence de Durand et déclarant explicitement que c'était le directeur de la Transatlantique qui, par ses manœuvres et ses faux témoins, était coupable du crime judiciaire qui avait été commis, mais le jugement ajoutait que la révision du procès était impossible du fait de l'état de folie de l'accusé.

Ainsi Durand restait légalement coupable, juridiquement coupable, ce qui, après tout, n'avait pas beaucoup d'importance, mais ce qui en avait davantage, et ce pour quoi la folie de Durand n'était pas une excuse, c'est que le directeur de la Transat, suborneur de témoins ne fut aucunement poursuivi ni même inquiété. Quand on est patron, ou représentant d'un puissant patron, on peut impunément faire condamner à mort, sciemment, un secrétaire de syndicat innocent, qui vous gêne. Telle se trouva être la jurisprudence de la plus haute juridiction de la république française.

Voilà l'atmosphère de combat dans laquelle se faisait la « Vie ouvrière » d'alors. Revue d'éducation, certainement, mais aussi centre d'action et de lutte, un centre de « Vie ».

R. LOUZON

« C'était à l'heure d'exception... »

C'était à l'heure d'exception, où les frères ennemis : anarchistes, socialistes, syndicalistes, révoltés contre la guerre, oubliaient leurs querelles pour s'unir sur ce terrain. On était si peu nombreux ! A peine une poignée ! Tous les autres avaient déserté — par faiblesse devant l'opinion, par peur des sanctions, par vieux instincts réveillés d'orgueil national, ou de sang à laper, surtout par confusion — l'épouvantable confusion d'idées oratoires, dont sont gavées les démocraties, comme dindons. Jamais jésuites, aux temps florissants de la casuitique, ne firent un aussi affolant usage du « distinguo », qui, appliqué à tout, réussit à tout embrouiller : la guerre et la paix, le droit et l'iniquité, la liberté et l'abdication de toutes les libertés. Le résultat le plus certain était que la minorité d'esprits qui avaient jusqu'alors tenacement tenté de se libérer, revenaient au banc de chiourme et ramaient, le dos courbé, sous le bâton. Ils n'étaient pas une douzaine, à Paris, vers la fin de 1914, les irréductibles qui se maintenaient hors des fers. Leur nombre avait grossi depuis, peu à peu, ralliés en deux ou trois petits groupes, dont le plus tenace était celui de la « Vie Ouvrière ».

. . . .

Des idées nettes, Marc en trouva, à poignée, chez les logiciens de la pensée ouvrière. Toutes leurs révoltes étaient rigoureusement déduites et construites sur des échafaudages de chiffres et de faits. — La parole sans apprêt, lente, tâtonnante, monotone, de Merrheim, qui cherche le mot juste, ne dépassant point la pensée, cette honnêteté grandiose, qui était, comme Phocion, la hache de l'éloquence — la tranquille bonhomie de Monatte, qui se désintéresse de soi et de vous, pour suivre exactement la succession des faits observés — la précision d'acier, la passion comprimée de Rosmer, qui a peur, en se livrant, de trahir l'idée — cette chaleur glacée eut sur l'adolescent sceptique, violent, fiévreux, un effet bouleversant. Le caractère clandestin auquel ces réunions étaient contraintes, le danger incessant qui pesait sur ces petites catacombes, l'oppression de sentir la masse énorme des nations, qui tenait sous son poing ces « vouleurs » de justice, ces chercheurs de vérité, et leur lumière voilée — soufflaient à la révolte, malgré la froideur des chefs, un esprit religieux. Il transfigurait, par feux de phare à éclipses, ces visages ternes, ces yeux las.

Et l'orgueilleux petit bourgeois se sentit humilié par tel de ces artisans, qui le dépassaient, du cœur.

Romain ROLLAND

« L'Ame enchantée »
III « Mère et fils »
I, pages 123-125.

CE REPROCHE VIVANT...

Il ne faut pas médire des réunions publiques. C'est une réunion publique qui me permit, à l'été de 1919, de faire la connaissance à la fois de Monatte et de la « Vie Ouvrière ». Marie Guillot vendait le journal à l'entrée. Très attentive aux jeunes, elle ne manquait jamais de nous entreprendre, sur un sujet ou sur un autre. Monatte occupait la tribune, petit, trapu, tout en front. Il portait une chemise kaki et suait à grosses gouttes. Il nous parla du « fil de fer barbelé » dont Clemenceau avait entouré la Russie. C'était le « rideau de fer » de l'époque, mais dans le sens opposé.

La graine déposée ce soir-là dans le cerveau d'un garçon de 18 ans qui cherchait sa voie entre l'anarchisme et la Troisième Internationale, ne germa que plus tard, à l'été 1921, alors que les circonstances m'avaient transporté de Saône-et-Loire dans les Vosges et que, là, j'eus à rompre avec une administration où l'on voulait m'empêcher de dire du mal du préfet. Cette rupture était fatale. Je n'avais pas, mais pas du tout, l'esprit rat-de-cave. Presque tout de suite, je fus embauché comme trésorier adjoint de l'Union Départementale des Syndicats, et c'est d'une sombre boutique de la rue de la Louvière, à Epinal, que j'envoyai mon premier article à Monatte, avec un certain nombre de critiques contre les C.S.R.

Celui qui m'annonça la publication de cet article dans la « Vie Ouvrière » (en première page, s'il vous plaît) fut le réformiste du coin, qui était, d'ailleurs, mon secrétaire général, mon supérieur hiérarchique. Il en fut jaloux, le pauvre, et eut une raison de plus de se méfier de moi. Mais je fus surtout étonné de recevoir de Monatte une longue lettre manuscrite (« la grande lettre » selon son expression favorite) qui commençait par ces mots : « Vous aussi vous vous méprenez sur les C.S.R. » et qui présentait une défense serrée de l'organisation minoritaire. Quoique jeune, je savais déjà que les militants de Paris ne répondaient pas souvent aux provinciaux inconnus et que, lorsqu'ils leur répondaient, ils ne prenaient guère la peine de leur « expliquer le coup ».

Cinquième roue du carrosse syndical vosgien, assez dépaysé dans ce mouvement mystérieux et compliqué (c'est ainsi qu'il m'apparaissait), je n'assistai pas au Congrès de Lille, mais je fus frappé des « coups de revolver » et surtout désarçonné, le mot n'est pas trop fort, par les divergences internes de la minorité révélées par un compte rendu des réunions minoritaires de Lille publié par le « Libertaire ». Tout n'allait donc pas pour le mieux dans les meilleurs des C.S.R. et je pressentis que le redressement espéré de la C.G.T. était sérieusement compromis. J'eus même bientôt la conviction que c'était fichu, lorsque, venu à Paris en novembre pour une conférence de la minorité, — c'est à cette occasion que je connus réellement Monatte — je trouvai sur les tables de cette arrière-salle de la Grange-aux-Belles un projet de constitution de la C.G.T. révolutionnaire présenté par la direction des C.S.R. On savait avant Lille, et on ne pouvait ignorer depuis Lille, que la direction confédérale était décidée à tout pour que la minorité ne devienne pas majorité. La naissance d'un scissionnisme de gauche, l'éventualité d'un départ volontaire de la minorité ne pouvaient que sourire à ceux que nous appelions les hommes de la rue Lafayette.

Le projet fut combattu par Monatte et par Charbit dont la spécialité me frappa. (Il a le chic pour se faire engueuler). Il n'y manqua pas en la circonstance et je vois encore Monatte le tirer par son paletot pour empêcher des incidents qui eussent pu devenir violents. Ce qui tempéra un peu ma déconvenue fut d'avoir ainsi noué des relations avec quelques hommes aimant l'unité syndicale pour elle-même, gardant la tête froide, dressés contre ce courant scissionniste de gauche que je venais de découvrir, et qui devait, d'ailleurs, l'emporter au Congrès extraordinaire de la fin décembre d'où sortit la C.G.T. Unitaire. Ces résistants à la scission n'étaient qu'une poignée. Puisque aucun compte rendu officiel de ce Congrès extraordinaire n'a été et ne sera certainement jamais publié, il faut consigner ici que Monatte, Herclet, Bouët, Charbit, ainsi que Marie Guillot y votèrent contre la mise en route d'une nouvelle Confédération.

Les choses allaient encore plus mal que je ne le croyais. Dans « mes » Vosges, le pouvoir syndical était passé à la majorité. Avant de nous retirer, Cousin et moi, nous avions essayé de maintenir l'unité départementale, demandant que les syndicats pussent cotiser à la C.G.T. de leur choix. Notre proposition, d'abord acceptée, fut torpillée par la Fédération du Textile. Il y avait à peine six mois que j'étais dans la bureaucratie syndicale, et je me retrouvai sur le sable. Il n'y avait pas grande possibilité de trouver du travail dans une région dont la principale industrie venait de faire une grève où j'avais été repéré. J'étais en train d'essayer de me débrouiller, espérant m'en sortir avec les moyens du bord, quand, un beau matin — c'était un mardi, le mardi 3 janvier 1922 si mes repères sont exacts — je trouve dans ma boîte un mot de Monatte me demandant d'être à Paris pour le soir même, ayant, écrivait-il, une proposition à me faire. Tant bien que mal je parviens à la gare de l'Est vers 9 heures du soir et me rends au lieu de la convocation, restaurant du « Faisan Doré », boulevard de Ménilmontant. Grimpé dans la salle du haut, je tombe sur la fin du repas et, stupéfaction, j'entends Monatte déclarer qu'il quitte la « Vie Ouvrière » !

Ça n'allait pas mieux, en effet !

Il y avait là Jules Humbert-Droz et sa belle barbe, Monmousseau, Rambaud, Semard, le « grand César », de nombreux militants que jusqu'alors je connaissais seulement de nom. Et Monatte de poursuivre en disant que sa situation syndicale (son syndicat restant confédéré) ne lui permettait plus de diriger l'hebdomadaire qui devait être précisément l'outil de propagande de la nouvelle maison ; que, d'ailleurs, il était fatigué ; qu'au surplus, mais ce fut dit très discrètement, il n'approuvait guère la création de la C.G.T.U. Sa ténacité sut avoir raison ce soir-là, des sollicitations qu'on imagine. Il tint bon, résista à toutes les propositions d'arrangements. Il avait décidé de partir. Il partait. Et d'ajouter : « Pour le successeur, » j'ai le choix entre deux amis. Un de vieille date, » Rosmer, mais qui s'est prononcé pour la liaison » organique entre l'Internationale Syndicale Rouge et » l'Internationale Communiste, formule repoussée par » la minorité. Un ami plus récent, Monmousseau, » mais qui présente plus de garantie que Rosmer pour » le maintien de l'indépendance syndicale à la « Vie » Ouvrière ». Je propose donc Monmousseau. Et (me » désignant), j'ai fait venir un jeune camarade de » province qui pourra lui donner la main à la cui- » sine du journal. »

Monmousseau est un gaillard de peu de cervelle, à qui ses intérêts servent de boussole. Justement, j'appris le soir même de Monatte qu'il lui reprochait une certaine politique du « chien crevé », se laissant aller au fil du courant scissionniste, ne réagissant que mollement contre les hommes du « Pacte » et du bureau provisoire. Cette tactique prétendûment habile devait provoquer bientôt la rupture définitive entre les deux hommes.

Monatte avait trop fait pour lui. Lorsqu'en 1921, au moment de la scission des cheminots, les réformistes sortirent contre Monmousseau sa faute de 1910, la « Vie Ouvrière » prit sa défense, publia ses explications :

« Venu d'une cambrouse de 1.200 habi- » tants, je débarquai à Paris le 5 octobre » 1910, en qualité de cheminot à l'essai. J'é- » tais employé depuis trois jours à la rédac- » tion des permis de circulation aux bureaux » de la gare Montparnasse lorsque le 8 octo- » bre éclata la grève. Cheminot depuis trois » jours, inconnu de tous, ne connaissant per- » sonne, sans logement, sans meubles, sans » argent, sans relations, embauché dans un » milieu non gréviste en totalité, je n'ai pas » fait grève et je n'ai jamais revendiqué cette » période de ma vie comme une action » d'éclat... Je pourrais demander des preuves » à la meute. Moi seul possédais les preuves de » ma trahison ; elles étaient dans ma mémoire. » Elles sont depuis 1916 ou 17 dans le procès- » verbal d'une assemblée générale de la section » du matériel (Syndicat Paris-Etat-Rive-Droite) » où publiquement j'ai fait ma confession sur » une question posée par un adversaire de » tendance et dès ma première escarmou- » che... (1) »

Cette dernière phrase gâte le reste, car il avait donc fallu que la question fût posée... Ce qui frappe surtout, c'est la peur du risque, la crainte de l'inconnu, la hantise du lendemain. Depuis, on a su de reste que Monmousseau possède le goût des situations stables et de la sécurité de l'emploi. Il a su faire, du journal qu'il reçut de Pierre Monatte le 3 janvier 1922, l'instrument d'une longue carrière de fonctionnaire syndical.

La rupture survint à quelques semaines de la réunion du « Faisan Doré ». La décision avait été prise de fixer la cotisation de la C.G.T.U. au même prix que celle de la C.G.T. afin de ne pas créer d'obstacle matériel à la reconstitution de l'unité. Mais cette décision ne fut pas respectée, mais le prix de la carte fut de 1 franc au lieu de 50 centimes, mais Monmousseau laissa faire le bureau provisoire, ou même proposa lui-même le nouveau tarif. Ne pas faire ce qu'on a décidé, voilà de quoi rebrousser le poil à Monatte. Je descends rue Grange-aux-Belles, je dis à Monmousseau que, décidément, ça ne va plus avec Monatte, et, à trois ou quatre, (il y avait Dudilieux, et, peut-être, Semard) nous nous rendons rue des Mignottes pour tenter de résoudre le conflit. Echec absolument complet. Je vois encore, dans le bureau qui donnait sur le jardinet, Monatte qui se lève, qui tape sur la table, qui crie : « Non, Monmousseau, nous ne pourrons jamais nous entendre ! », Monmousseau qui demande bêtement pourquoi, et Monatte qui réplique d'un trait décisif : « Mais parce que tu n'es qu'un lâche ! »

Monmousseau resta sans voix. Nous partîmes en silence. Tout ceci annonçait de grosses difficultés à la C.G.T.U. J'en étais consterné. J'avais compris aussi que mon séjour à la « V. O. » serait bref. (Il prit fin en octobre 1922). Mais de cela, je me foutais complètement. En venant à Paris, j'avais fait fortune. J'avais acquis l'amitié de Pierre Monatte.

Le 15 janvier 1951, Pierre Monatte a eu 70 ans. Sa vie militante se confond avec le demi-siècle. A quinze ans, élève au collège de Brioude, il est membre de la Jeunesse socialiste de Clermont, collabore au « Tocsin populaire », qui s'édite à Bourges, se nourrit des premières publications dreyfusardes, lit et fait lire « Lettre à la Jeunesse », d'Emile Zola. Son bachot passé, il devient répétiteur de collège dans l'Académie du Nord, se lie avec le poète Léon Deubel avec qui il passe les vacances à Paris, fait la connaissance de Delzant, le militant des verriers de Fresnes-sur-Escaut, noue avec lui une amitié que seule devait rompre la scission syndicale. (On disait là-bas : « Le petit Monatte et le grand Delzant ») et, finalement, après s'être compromis dans des manifestations un peu tapageuses, envoie promener le collège et son principal, qui s'était permis — crime des crimes ! — de lui fermer la porte, de l'obliger à faire le mur un soir que Dubois-Dessaule, l'auteur de « Sous la Casaque » avait fait une conférence antimilitariste.

Monatte arrive à Paris au début de 1902, va faire son changement d'adresse à la revue de Charles Guiyesse « Pages Libres » ; on avait été intrigué, à « Pages Libres », par le choix des livres commandés par cet abonné du Nord pour une bibliothèque, on le fait bavarder, et Georges Moreau lui offre quelque travail. Monatte devient employé de librairie. « Pour » ma part, devait-il écrire le 31 décembre 1920, » à l'occasion de la mort de Charles Guiyesse, je ne » puis séparer ma venue au syndicalisme de l'influ- » ence exercée sur ma génération par la petite revue » « Pages Libres ». C'est par elle, c'est par Guiyesse » que nous avons connu Pelloutier et Sorel... » En 1904, Guiyesse présente Merrheim à Monatte. Monatte fait aussi la connaissance de Pouget. Celui-ci était un fameux recruteur de jeunes. Il fait entrer Monatte au Comité confédéral comme représentant de la Bourse du Travail de Bourg-en-Bresse, ce qui défrise Liochon, originaire de Bourg. Et c'est le début d'une activité syndicale qui dure encore...

Aux obsèques de Louise Michel, Benoît Broutchoux qui rédige à Lens « l'Action syndicale », organe du jeune syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, demande à Monatte de le remplacer pour quelques mois. C'est en 1905. Monatte est devenu correcteur. Ce métier donne beaucoup de liberté. Content de retrouver cette région du Nord où il a fait ses premières armes, Monatte se rend à Lens, remplace Broutchoux. Un jour, celui-ci est arrêté, passe en correctionnelle. On croyait généralement qu'il serait acquitté. Il est condamné. Monatte, présent à l'audience, ne peut retenir une protestation : « A bas le tribunal ! » Immédiatement arrêté, il est pour ce cri condamné à six mois de prison. Il fait quinze jours à Béthune, est transféré à Douai car il a fait appel, et obtient le sursis avec l'assistance d'Ernest Lafont.

Lors de la catastrophe de Courrières, il se rend encore dans le Pas-de-Calais, rédige des articles pour les « Temps Nouveaux » de Jean Grave, est, comme tous les militants, surpris par la grande grève des mineurs qui se déclenche toute seule, devient le responsable du Comité de grève et reçoit Clemenceau, ministre de l'Intérieur, qui voulait, geste inattendu, parler directement aux grévistes. C'est Monatte qui le présente au Comité de grève. Clemenceau ne réussit pas. La répression s'abat sur les grévistes. La grève dure. Et c'est une nouvelle arrestation, avec la sale tentative de compromettre Monatte et avec lui toute la C.G.T. dans un « amalgame » avec les bonapartistes, inventé de toutes pièces et qui s'effondre tout seul.

Libéré, Monatte reprend son travail de correcteur. Il prépare le Congrès d'Amiens par une série d'articles des « Temps Nouveaux ». En 1907, il participe au Congrès anarchiste international d'Amsterdam. Aux événements de Villeneuve-Saint-Georges, en 1908, un mandat d'arrêt est lancé contre lui, en même temps que contre tous les dirigeants de la C.G.T. Mais il peut prendre le large et gagner la Suisse où il réside plusieurs mois. (« C'est, dit Rosmer avec malice, le seul pays étranger que connaisse cet internationaliste impénitent ! »).

L'année 1909 le voit à la « Révolution », quotidien éphémère lancé par Pouget, avec de l'argent

(1) La « Vie Ouvrière » du 17 juin 1921.

donné par Malato, et par Louzon, et surtout par Ferrer. J'ai déjà signalé l'importance de 1909 dans l'évolution du syndicalisme français. Pour Monatte, l'année fut également importante. C'est l'année de son mariage, et aussi celle de la naissance de la « Vie Ouvrière ».

Nous voici ramenés à ce titre, en vérité inséparable du nom de Pierre Monatte. Il faudra reprendre cette esquisse trop sommaire, la continuer par l'étude minutieuse des années précédant la guerre, le Congrès du Havre, la « Bataille Syndicaliste », les premiers dissentiments sérieux, la préparation du Congrès de Grenoble, qui ne put se tenir.

La période de guerre elle-même a heureusement son historien. Souhaitons que Rosmer nous donne bientôt le deuxième volume de son livre « Le Mouvement Ouvrier pendant la Guerre ». Mais qui prendra la suite, qui nous écrira l'histoire vraie de la scission syndicale de 1921 ? Celle de la C.G.T. Unitaire ? Celle du Parti communiste, de notre expérience du Parti et de « l'Humanité » ? Celle du mouvement ouvrier pendant la guerre de1939-1940, de l'unité syndicale brisée en 1939, refaite sous l'occupation nazie, et encore brisée à la fin de 1947 ?

L'occupation nazie ! Les temps noirs ! Je fus un jour appelé par Milan, le vieux militant de la Chapellerie. Il s'occupait de la maison de la rue Lafayette. Il voulait que j'en prenne la comptabilité. Mais il avait déjà un comptable, que je refusai de supplanter. Nous profitâmes cependant de l'occasion pour bavarder, et, si je fus littéralement effrayé par ses propos sur les événements en cours, je ne manquai pas de noter dans ma mémoire les souvenirs qu'il lui arriva de me raconter. Mais ce n'est pas à moi qu'il dit la chose la plus intéressante. C'est à Louise, avant qu'il soit monté rue Lafayette.

« Ah ! Monatte... lui dit-il un jour, à l'annexe de la rue de Turbigo. Ce qu'on a pu s'engueuler ! Eh bien! voyez-vous, Louise, il y a une chose que nous ne lui avons pas pardonnée. C'est d'être resté lui-même. Il est resté ce que nous étions tous avant 1914. Nous avons tous quelque chose à nous reprocher. Lui est resté pur. Pour nous, Monatte est un reproche vivant. »

Pierre Monatte est un reproche vivant pour la plupart des militants de sa génération, c'est vrai. Mais ce reproche vivant, il l'est aussi pour ceux qui sabotent le syndicalisme et la révolution prolétarienne, pour les Monmousseau et pour les Thorez.

Pour notre petite équipe, il est, il reste, et nous souhaitons qu'il demeure pour de nombreuses années, une source de courage et de lucidité. Depuis longtemps, nous sommes « marqués » ici et là en raison directe de notre fidélité à Monatte. Cela dure encore, même à la C.G.T. Force Ouvrière. Nous nous moquons éperdument de tous ces ostracismes. Nous en serions plutôt fiers. Car, dans le partage des « anciens », si nous regardons ce qu'ont les autres, nous voyons bien que nous avons la plus belle part.

Maurice CHAMBELLAND.

"Oui..., ce sont là des souvenirs d'orgueil..."

Presque au coin de la rue de la Grange-aux-Belles et du quai Jemmapes, à Paris, s'ouvrait encore en 1914 une petite boutique grise, une « Librairie du Travail ». Là vivait Pierre Monatte, le rédacteur en chef de la « Vie Ouvrière », qui partagea avec Merrheim la gloire d'avoir formulé l'initiale protestation du monde prolétaire français contre la guerre.

Cette boutique ferma le 2 août. Et pourtant certains soirs d'automne, vers neuf heures, les policiers pouvaient constater qu'une vie furtive y brillait, que des conspirateurs, l'un après l'autre s'y glissaient, et que dès onze heures les colloques s'éteignaient.

J'y ai plus d'une fois participé.

On se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale ; à dresser, d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli ; à entrevoir, avec une clairvoyance inutile, la longueur d'une lutte d'usure où seule serait vaincue la civilisation.

Un orgueil sombre nous restait. L'orgueil de la fidélité à la foi, l'orgueil de résister au déferlement de la sottise, sous laquelle, Romain Rolland seul excepté, les fronts les plus puissants s'étaient vautrés.

Rosmer, le poète Martinet, Trotsky, Guilbeaux, Merrheim, et deux ou trois autres dont j'ignore les noms, nous avons su, en plein Paris, être à la fois parmi les derniers Européens de la belle Europe intelligente que le monde venait de perdre à jamais, et les premiers hommes d'une Internationale future dont nous gardions la certitude. Nous formions la chaîne entre les deux siècles... Oui... ce sont là des souvenirs d'orgueil.

Raymond LEFEBVRE
« L'Eponge de Vinaigre »

DE JACQUOU LE CROQUANT A FERNAND PELLOUTIER

J'ai déjà rapporté ici-même un propos d'Alfred Rosmer entendu lors de la fondation de la « R. P. » : « Evidemment, nous ne sommes pas d'accord. Mais Monatte a raison avec son empirisme. Faisons d'abord vivre la revue... On verra bien après. » Je me garderai bien d'engager une discussion philosophique sur l'empirisme. Pour moi, c'est tout simplement suivre l'évolution des faits sans autre boussole que la conscience de classe, se méfier des orientations doctrinales, s'arracher à la séduisante « soûlerie de l'abstraction ». Or si la « R. P. » a vécu depuis vingt-six ans, c'est bien grâce è cet empirisme, qui lui a permis aussi de conserver son équipe du début, presque intacte.

Seulement, c'est un moteur pas facile à manœuvrer. Il faut au mécanicien une qualité essentielle : l'intuition, si dédaignée par tous les « scientistes ». Monatte la possède au plus haut degré. Un jeune « communiste », un qui fut de l'appareil depuis sa majorité civile, et qui a fini en perdant sa jeunesse et en gagnant du ventre comme ministre de Pétain, disait avec enthousiasme, en 1924 : « Monatte, c'est notre Lénine français » (1). Rapporté au bénéficiaire, le propos ne provoqua qu'un grognement et un haussement d'épaules. Le même « jeune », en gagnant ses galons dans l'appareil, « bolchevisa » son jugement et son vocabulaire. Du rang d'un Lénine, Monatte tomba à celui de « trotskyste », d' « anarchiste petit-bourgeois », « d'objectivement (! ?) contre-révolutionnaire », d'agent de la bourgeoisie, de soutien du fascisme... ! Peut-être, lors de la Révolution nationale », ne fut-il plus pour le ministre du « nouveau régime »... qu'un « syndicaliste fossilisé »... La réaction de Monatte passa du grognement au sourire, et au rire silencieux, avec même haussement d'épaules. Mais le « bolchevisateur » avait raison au moins sur un point... en son premier et juvénile jugement. Monatte possède ce sixième sens qui a marqué le génie propre de Lénine : l'intuition... ce « je ne sais quoi » fort difficile à définir, qui permet de saisir le fait essentiel, au moment opportun, sans attendre le déclenchement automatique de la conclusion d'un raisonnement.

On prend alors parti brusquement, spontanément, sans s'engager dans des discussions autour de « thèses ». C'est ainsi que l'on se décida au congrès de la C.G.T. de 1904 pour l'organisation de la fameuse journée du 1er mai 1906.

C'est ainsi que l'on brisa avec la politique d'Union Sacrée, dès octobre 1914.

C'est ainsi que l'on se prononça sans réserves pour la Révolution russe : la vraie, celle de 1917.

C'est ainsi que l'on se prononça contre la scission confédérale et pour le « Front unique » en 1921.

C'est ainsi que l'on rompit (sans attendre aucun débat), fin 1922, avec les politiciens qui voulaient prolonger la vieille social-démocratie, sous le drapeau du communisme et, en 1924, avec les « bolchevisateurs » qui voulaient utiliser le communisme pour aligner le prolétariat révolutionnaire français dans les troupes du gouvernement de Moscou !

Nous étions en prison militaire à Mayence, avec pas mal de jeunes communistes dont mon vieil ami Albert Lemire était de beaucoup le plus représentatif, en 1924, lorsque notre avocat et ami Maurice Paz, nous apporta — alors que nous ne lisions plus de journaux — des renseignements objectifs sur la grande crise du parti communiste qui devait orienter définitivement notre vie politique. Le hasard... et le machiavélisme enfantin du juge militaire... me permirent de sortir en liberté « surveillée » avant les autres.

« Si tu as une « perm », et si tu vas à Paris, me dit Albert, va voir tous les copains, et recueille pour nous une information sûre... N'oublie pas surtout de voir Monatte. » J'en avais bien l'intention. Mais lorsqu'à Paris, je parlai aux amis « dans la ligne » de notre désir commun, le seul nom de Monatte figea tous les sourires de cordiale bienvenue. « C'est absolument inutile d'aller voir Monatte... et cela ne vous fera pas de bien. » Hélas ! Lemire et moi sommes ainsi faits que nous résistons mal à l'attrait du fruit défendu, que nous aimons entendre une parole qui ne résonne pas comme une consigne. La camarade orthodoxe qui, entre la poire et le fromage, me déconseillait affectueusement d'entendre Monatte (que je n'avais jamais rencontré seul, jusque-là) ne sut jamais qu'elle avait fixé mon destin. Car justement, cette « âme damnée » (comme dira plus tard un des lieutenants de Jouhaux) ne chercha pas à « acheter mon âme ». Dans la petite maison de la rue des Mignottes, — là où Belleville s'accroche aux Buttes-Chaumont — pour la première fois, depuis le début de ma permission, on ne tenta pas de m'annexer à une tendance. Bien au contraire, c'est moi qui fus interrogé. Et brusquement le mot d'ordre de « fraternisation » des ouvriers allemands et des soldats français, qu'on avait lancé dans la Ruhr, simplement pour justifier une agitation spectaculaire, prit, par la bouche rocailleuse de Monatte, un sens précis et humain, provoqua l'évocation de ces rencontres dans le « no man's land » des combattants de la guerre, dont la couleur de l'uniforme ne se distinguait plus sous la boue des tranchées. Evocation qui devait paraître dans « l'Humanité », lors de notre procès. Mais la signature de Monatte était déjà proscrite. L'article ne parut pas. Tant pis pour « l'Huma »... le parti... la ligne... J'avais choisi. D'un côté, j'avais rencontré la « tendance », la fraction, les consignes. De l'autre, la réalité, la vie, l'humain...

Seulement le choix impliquait des devoirs. A ma démobilisation, qui suivit de six mois la libération d'Albert Lemire, celui-ci avait déjà subi les coups de Jacques Doriot, retour de Moscou avec des consignes épuratoires. Je fus jeté dans le congrès de bolchevisation des Jeunesses communistes. Dans la petite salle du quai Jemmapes, je m'excitais à raconter la séance en tentant d'amuser les amis présents. La voix de Monatte s'éleva, presque blanche, froide, impitoyable : « Pourquoi n'as-tu pas voté contre l'ex-

---

(1) J'hésite à rapporter ce propos. Monatte protestera sans doute violemment. Mais le terme a été employé et pas seulement par le jeune communiste en question. Au lendemain de la crise de 1922 et du départ de Frossard, tous ceux qui voulaient un parti nouveau, se distinguant essentiellement des vieux partis, tournaient leurs regards vers Monatte et Rosmer. Sans aller jusqu'à comparer deux hommes aussi différents que Lénine et Monatte, nous pensions à cette époque que seuls les syndicalistes révolutionnaires pouvaient jouer en France un rôle analogue à celui des bolcheviks en Russie. Nous nous trompions sur le véritable caractère du bolchevisme. Mais je continue à ne pas confondre celui-ci avec sa sinistre caricature d'aujourd'hui.

clusion de Lemire ? — Mais j'ai été le seul à intervenir, et je me suis abstenu. — Il fallait voter contre et dire pourquoi... » Chez Monatte, le choix n'est jamais gratuit. Quelques mois plus tard, encore membre du Parti, avec mon pauvre Henri Fulconis, nous lançâmes le mot de Cambronne à la larve verdâtre qui, dans un congrès syndical, nous transmettait des ordres. La rupture était consommée. Cette fois, Monatte était content.

Quinze ans après, je rencontrai Monatte, un soir de novembre 1940, alors qu'une brume lourde pesait sur nous et que nous enjambions des ruines. Brancardier des vieilles classes, bénéficiant de la convention internationale de Genève — que les Allemands appliquèrent scrupuleusement — je venais d'un camp de prisonniers. Je n'étais certes pas collaborationniste et l'empressement avec lequel certains — que je n'aurai pas la cruauté de nommer — s'adaptaient au nouveau régime, me soulevait le cœur. Mais tout de même... on avait vécu la débâcle, on avait salué l'armistice de juin 1940 avec le soulagement du malade qu'une piqûre remonte « in extremis ». Et les camarades que je venais de quitter — qui devaient, pour la plupart, vivre cinq ans de captivité — n'avaient pas entendu de Gaulle et avaient l'impression d'avoir été dupés par les Anglais. Je rapportais cela à Monatte, avec quelque fièvre : « Et il faudrait encore espérer la victoire anglaise ? — Vois-tu une autre carte à jouer pour la liberté de la classe ouvrière ?... »

Ce n'était pas une analyse de la situation, pas une proclamation « héroïque »... ! Une de ces phrases simples, banales comme une lapalissade, de celles auxquelles on ne peut rien répondre. Je l'ai ruminée souvent pendant quatre ans. Je la rumine encore aujourd'hui, en lisant les propos des « neutralistes », des illusionnistes de « l'entre-deux-blocs ». La seule carte à jouer. Monatte l'avait indiquée en 1940. Il l'indique encore, dix ans après, à ceux qui s'interrogent sur l'agresseur en Corée — à ceux qui s'imaginent que leurs motions suffiront pour protéger la Yougoslavie, nouvelle patrie de « leur » socialisme !

Intuition qui n'a pas vieilli, qui n'a rien perdu de sa vigilante clarté, qui a parlé, avant, pendant et après la scission confédérale. Sans doute n'a-t-elle rien ébranlé. Mais il faut parler quand même. Comme il l'a dit lui-même, quelque jour « Ils ont des oreilles, ces murs de fronts fermés ! »...

A quoi tient cette supériorité, qui ne brille pas, que l'on ne peut ni définir ni expliquer, « ce sens du concret » qui permet à Monatte de déceler immédiatement le grain des choses sous la paille des mots, d'exprimer l'observation essentielle sur des faits du mouvement ouvrier, dont il peut être éloigné dans le temps et dans l'espace ? Louzon écrivait ici-même qu'Emile Pouget avait représenté l'esprit classique, son équilibre et sa clarté... en face de Griffuelhes, qui n'éclairait une pensée souvent confuse qu'au « feu de l'action ».

Il est en effet, dans notre mouvement, des militants qui peuvent se réclamer de la grande tradition des moralistes classiques, de leur pessimisme, du « naturel » qui respire la sève populaire, chez Molière, La Bruyère, La Fontaine, Voltaire — mais aussi par « l'évidence de leurs conclusions », qui fait dire à ceux qui les écoutent ou les lisent : « Mais bien sûr, tout le monde pense cela !... » Seulement cela, ils ont été les premiers et quelquefois les seuls à le découvrir. J'avais rangé dans cette classe un homme comme Louis Roussel, le vieux fondateur du Syndicat National. On pourrait fort bien y joindre Louzon lui-même et Monatte. « L'évidence »... qui n'est pas au point de départ, mais à l'arrivée, à la conclusion. Et cependant il y a quelque chose d'autre, de plus, chez l'un comme chez l'autre. De Louzon, la pointe paradoxale qui bouscule et force l'attention. De Monatte, l'intuition qui, quelquefois, renverse ce que l'on croit évident.

Je me demande aujourd'hui si notre vieux guide ne tient pas cela tout simplement de son terroir originel. Ce n'est pas par simple jugement littéraire qu'il place très haut le « Jacquou le Croquant » d'Eugène Le Roy. C'est parce qu'il s'y retrouve. Le paysan du Centre, qui a conquis l'indépendance, sans quitter sa terre, qui accomplit son geste révolutionnaire avec la tranquille volonté du bûcheron dans sa forêt, c'est naturellement le père du syndicalisme révolutionnaire qui croit que la révolution ne sera pas foncièrement différente de son labeur quotidien, qui, les pieds sur la terre, conçoit et énonce clairement, ne médite que sur ce qu'il voit et touche, mais qui sent aussi, par une sorte de prescience, l'approche des changements encore invisibles...

Si j'avais à écrire la biographie de Monatte, je lui donnerais peut-être ce titre : De Jacquou le Croquant à Fernand Pelloutier. Je vois le sourire de quelques « marxistes », qui retrouveront là l'opposition entre Marx et Proudhon, entre celui qui a — d'après eux ! — conçu le prolétariat, masse anonyme que mène une fatalité mécanique, et celui qui demeure, dans le grouillement de la ville, le rude artisan des vieilles campagnes françaises. Mais le syndicalisme révolutionnaire, c'était justement — c'est encore — la résistance de l'ouvrier à la machine technique, économique, politique, la volonté de créer une œuvre « avec ses mains, son cerveau et son cœur »... comme le « croquant » qui résiste à la nature et n'aime sa terre que s'il la travaille librement.

Homme du terroir, Monatte tient sans doute de ses origines ses qualités et ses défauts. Ceux-ci ne facilitent pas toujours le commerce des autres hommes. Des classiques peut-être et aussi du paysan, une sorte de répugnance pour les exhibitions personnelles et sentimentales. L'émotion ne s'exprime guère que par un silence lourd, en certaines heures douloureuses. C'est un domaine où personne n'a le droit de pénétrer. Rien non plus de l'indulgence facile des dilettantes ou de la souplesse des « orateurs » qui disent à la foule les mots attendus. On est imperméable à ce que l'on ne comprend pas ou ne sent pas. On ne parle que par nécessité, pour dire ce qui dérangera la tranquillité et la satisfaction des auditeurs. On est injuste, parce que l'on exige des autres autant que de soi-même...

Mais on ignore aussi la rancune mesquine, la haine intéressée.

En 1930, Monatte répondit dans la « R.P. » à une attaque fielleuse d'un secrétaire confédéral. Il dit ce qu'il fallait dire, sans plus. Mais c'est par lui que j'appris la tragédie familiale qui pesait encore sur la vie de son insulteur. La polémique, ici, n'est pas un jeu. Elle se limite à l'intérêt du mouvement. Si je rappelle cela, c'est que j'ai souvent entendu des responsables de la vieille C.G.T., reprocher à Monatte « d'envenimer les plaies ». Or j'ai eu l'occasion d'en approcher quelques-uns, lorsque les « clans » s'opposaient, avant, pendant et après la guerre. La haine déshabillait et écorchait l'adversaire de tendance. Les uns et les autres auraient pu envier à Monatte cette sévérité qui fouaille le militant, sans torturer l'homme.

C'est peut-être vrai, après tout, que Monatte demeure un cas individuel, une exception, que ne viendront plus du terroir des hommes capables d'adapter leur robuste personnalité à la solidarité ouvrière. C'est peut-être vrai qu'il reste l'homme du « syndicalisme de 1906 ». Mais quand on voit les autres, les anciens « en qui l'administrateur a tué l'apôtre »... les nouveaux qui « repensent » le syndicalisme, avant de l'avoir compris et servi et qui, s'ils n'ont jamais été des apôtres, se sont révélés de piètres administrateurs, on estime à sa juste valeur, la chance de la « R. P. » de bénéficier de cette exception, dont la classe ouvrière a profité et profitera encore... à plus ou moins longue échéance !

Roger HAGNAUER.

PAGES CHOISIES DE PIERRE MONATTE

1906

Un crime capitaliste : COURRIÈRES

Je viens de passer deux jours sur les lieux de la formidable catastrophe de Courrières (1). Ce n'est pas ici la place — notre format ne nous le permet pas — de raconter, même dans ses détails importants, le drame farouche que viennent de vivre les populations ouvrières de Méricourt, Sallaumines et Billly-Montigny. Tant bien que mal, les quotidiens l'ont fait. Leur souci de voiler la responsabilité complète de la Compagnie minière et du Service de Contrôle des Mines les a généralement amenés à dénaturer les faits et à ne guère tenir compte des déclarations des ouvriers mineurs. Il est nécessaire pour nous de rétablir les faits essentiels, de déchirer les couronnes de louanges posées par la presse bourgeoise sur les têtes des responsables de ce massacre affreux, et de montrer, en signalant les causes de ces morts, les mesures immédiates à prendre pour que de telles hécatombes ne soient plus possibles désormais.

Des journaux ont prétendu que nous avions une Compagnie modèle et des mines modèles, celles de Courrières, et ont voulu, tout en pleurant avec nous, n'inculper de la responsabilité de ces morts entassés que le destin et la fatalité. En cette occasion, comme en bien d'autres, mais avec une force plus considérable, le destin a été aidé par la rapacité et l'imprévoyance de la classe capitaliste.

La fosse n° 3, située sur le territoire de la commune de Méricourt, n'était pas mieux partagée que les autres fosses de nos bassins houillers. Elle n'était pas grisouteuse, c'est vrai. Mais on s'est trop complu à ne voir que le grisou parmi les dangers menaçant violemment la vie de l'ouvrier mineur. Seul le grisou avait jusqu'à ce jour fauché par grand nombre les malheureux exploités de la mine. Aujourd'hui, douze cents travailleurs dorment du grand sommeil où les a couchés l'insouciance pour les vies ouvrières d'une compagnie à qui il fallait, sans arrêt et par tous les moyens, extraire du charbon pour servir de fabuleux dividendes.

La fosse de Méricourt, le n° 3 de la concession de Courrières, se signalait par son manque d'aérage. Les ouvriers de cette fosse se plaignaient depuis toujours d'être dans un air insuffisamment renouvelé et d'étouffer à la besogne. Le délégué mineur, Simon Pierre, dit Ricq, dans chacun de ses rapports de visites, a constaté ce pernicieux état de choses et réclamé qu'on y remédie. Nous avons eu la curiosité de parcourir les rapports de ces trois derniers mois établis par Ricq et régulièrement envoyés au préfet et au service de contrôle ; il n'en est pas un où ce camarade ne se soit fait l'interprète de la souffrance des travailleurs qui l'avaient choisi pour délégué commis à leur sécurité. Dans son rapport du 3 mars, il disait encore :

> « Il serait urgent de faire une trouée dans les vieux remblais de trois mètres pour donner de l'air à Capon et à Fraquet.
>
> » De plus, je n'ai jamais rien vu de si défectueux que la voie de peloton et la voie Fraquet.
>
> » Monté la « thermisse », la voie Lenel a plus de 40 mètres sans air et on y suffoque. »

Ces rapports n'ont amené aucun résultat. Le service de contrôle de l'Etat s'est bien gardé, s'il les a lus, de réclamer auprès des compagnies que les mesures signalées soient prises. Il en est d'ailleurs ainsi de tous les rapports de tous les délégués mineurs.

Les mineurs du n° 3 n'avaient pas seulement à souffrir du manque d'air et de la suffocation. La Compagnie n'était pas astreinte dans cette fosse — celle-ci n'étant pas grisouteuse — au remblaiement des veines dont le charbon a été extrait. Ainsi, dans les veines abandonnées, s'accumulaient les gaz délétères très lourds, appelés « puteux » par les mineurs, que laissent filtrer les murs des voies de charbon.

Peu à peu, ces veines délaissées, ces culs-de-sac souterrains, ces vastes poches se bourraient de « puteux ». Pour n'avoir pas à occuper de la

(1) La catastrophe s'est produite le samedi 10 mars 1906. Cet article de Monatte a été publié dans « Les Temps Nouveaux » du 17 mars 1906.

main-d'œuvre à remblayer avec de la terre les endroits d'où l'on avait arraché la houille, la Compagnie laissait les gaz délétères s'accumuler et empoisonner le peu d'air environnant. Cette négligence avait encore pour résultat de produire des éboulements dangereux. Voilà quelle était, rapidement présentée, la situation de la fosse n° 3 au moment où se déclara l'incendie qui a provoqué l'épouvantable explosion.

Les incendies ne sont pas rares dans les fosses. Avec cette habitude des compagnies de ne pas remblayer les veines délaissées, il arrive souvent que les vieux bois qui soutenaient les galeries prennent feu d'eux-mêmes. Le délégué Ricq avait réclamé que les vieux bois fussent enlevés dès qu'on cessait l'exploitation dans une veine ; il le réclamait encore pour l'avenir dans son rapport du 8 mars à propos de l'incendie qui s'était déclaré et pour que ce danger ne se présente plus.

Sa voix n'avait pas été écoutée. Il fallait produire du charbon, il fallait jeter sur le marché des objets de vente ; voilà ce qui importait. Les bras étaient employés pour tirer du combustible et non pour garantir la sécurité des ouvriers.

Lorsque l'incendie se déclara et que les premiers essais pour l'éteindre n'aboutirent pas, les ingénieurs de la fosse imaginèrent d'emprisonner l'incendie et de l'enfermer entre des serrages de ciment et des briques ignifuges. Le délégué mineur Ricq s'éleva contre ce moyen d'éteindre l'incendie, il essaya de faire comprendre aux ingénieurs que leur moyen était vain, et leur demanda de procéder par l'inondation de la veine où se tenait l'incendie.

Du haut de leur hauteur d'hommes de science, les ingénieurs regardèrent avec pitié ce ridicule ouvrier qui voulait leur donner des conseils. Et quels conseils ? Une mesure qui aurait pour résultat d'arrêter l'extraction pendant au moins deux jours et dont la nouvelle parvenue à la Bourse des valeurs de charbonnages produirait une impression défavorable sur le cours des actions de la Compagnie. On continua à édifier les barrages, malgré les protestations violentes et la douleur de Ricq. Le malheureux délégué ne prévoyait pas toute l'étendue que prendrait le désastre. Il ne le pouvait pas. Nul ne le pouvait, comme nul dans la région, aux premières nouvelles, ne voulait croire à tant de victimes.

Les serrages n'étaient pas encore terminés que l'air de l'incendie comprimé, cherchant une issue, renversait les barrages, envoyait une trombe de feu dans les galeries et exerçait une telle pression sur les parois du trou de fosse, qu'il faisait ployer le cuvelage. Cette trombe de feu ramassait sur son passage toutes les poussières de charbon qu'elle enflammait ; elle entraînait derrière elle tous les « puteux », tous les gaz délétères. Elle semait la dévastation non seulement au n° 3, mais dans les fosses n° 2 de Billy-Montigny et le n° 4 de Sallaumines. Elle calcinait complètement les corps les plus proches pour brûler les autres en les recouvrant d'une couche noire de poussière de charbon enflammé. D'autres enfin, et les plus nombreux, aux dires des camarades mineurs, ont dû mourir asphyxiés par les gaz délétères.

L'explosion fut si forte que des ouvriers qui travaillaient au jour, sur les carreaux de fosse, furent renversés et que certains furent tués.

La nouvelle se répandit vite. De tous côtés vinrent des hommes prêts à se porter au secours des mineurs qui se trouvaient au fond. Angoissées, les familles accoururent sur les lieux recevoir ceux des leurs qu'on pourrait retrouver vivants du gouffre. Des foules de femmes sont restées des nuits entières et plusieurs nuits de suite aux abords des puits, attendant, la douleur au cœur et les yeux brûlés, qu'on leur donne une parole d'espoir. Pour combien cette parole d'espoir n'est pas venue ? Il n'est pas un foyer dans les quatre cents corons du village de Méricourt, où on ne pleure la disparition de quelqu'un, soit du père, soit des fils.

Quelques mineurs ont pu, au prix de mille difficultés, gagner les puits n°s 10 et 11 qui n'avaient pas été atteints et par où l'on a tenté d'opérer les sauvetages. Impossible de descendre par le n° 3. La benne ne peut plus passer ; le cuvelage, sous la pression, a ployé. Des gaz méphitiques en outre s'échappent par les trois puits. Sur cinq cents mineurs, trente-trois seulement ont pu être sauvés à Méricourt. Seize ont gagné des galeries voisines et réussi à sortir. Les dix-sept autres, le délégué Ricq est allé les chercher, malgré les ingénieurs qui voulaient l'empêcher de descendre et malgré le directeur de la Compagnie qui n'a consenti qu'en lui disant que la Compagnie ne prenait pas la responsabilité de sa mort si elle survenait.

Ricq, qui connaissait toutes les voies et détours de sa fosse, aidé de trois de ses camarades, a réussi à retrouver 17 vivants et à les remonter. Certains était tellement affaiblis qu'ils n'avaient plus la force de marcher et qu'on dut les porter sur les épaules. Ce sauvetage effectué, cette joie donnée à quelques familles alors que la foule des ingénieurs accourue ne tentait rien d'utile, Ricq voulait encore descendre. Mais on lui refusait des hommes. Quand on lui en donna, on ne lui permit d'aller que dans la voie qu'il avait déjà explorée.

Au n° 2 et au n° 4, grâce aussi aux délégués mineurs Hurbain et Dacheville, un certain nombre de familles auront été sauvées de la douleur et de la misère.

Les journaux se sont étendus sur le dévouement des ingénieurs et de quelques madames. Les reporters n'ont pas vu du même œil que les mineurs ; l'impression de cette population atterrée sous le chagrin de cet événement était qu'on n'avait pas tenté tout ce qu'il était possible de tenter, et qu'ainsi on avait laissé périr nombre de travailleurs que la trombe d'air enflammé n'avait pas calcinés ni les mauvais gaz empoisonnés.

Ce sentiment s'est nettement manifesté aux enterrements des premiers cadavres qui ont eu lieu mardi dernier. A Méricourt, comme à Billy-Montigny, à Sallaumines, à Fouquières, les discours funèbres établissant la culpabilité de la Compagnie de Courrières et réclamant des mesures de sécurité, ou criant vengeance, ont été coupés de cris d' « Assassins ! Bandits ! » poussés par une foule sortant enfin de sa douleur muette, paraissant comprendre que ce n'était pas un simple cauchemar qui l'avait oppressée deux jours durant, que les morts étaient bien morts et qu'ils l'étaient par la faute de quelques hommes. J'ai vu, auprès du silo de Billy-Montigny dans lequel 31 cercueils étaient allongés côte à côte, l'ingénieur principal de la Compagnie, qui s'apprêtait à prononcer un discours, s'enfuir devant les protestations violentes de l'assistance.

La Compagnie, qui avait négligé de prendre les mesures les plus élémentaires de sécurité pendant le développement de l'incendie qui a entraîné 1.200 ouvriers — d'aucuns disent 1.600 — a mis peu d'empressement à s'enquérir des familles qui pouvaient se trouver dans la gêne. Et quand arrivera la question du règlement des retraites, on peut être assuré que la richissime Compagnie de Courrières usera de tous les moyens pour faire aux pauvres veuves affligées et aux orphelins sans soutien la part la plus maigre et le sort le plus précaire.

Mais il faut espérer que l'opinion publique et le prolétariat minier sauront imposer aux actionnaires de Courrières d'assurer le morceau de pain aux compagnes et aux enfants de ceux qui sont

morts pour que 10 francs versés en 1857 leur rapportent cette année plus de 100 francs — ces 100 francs qui furent l'an dernier le dividende de l'action primitivement payée 10 francs (2).

Il faut espérer que les travailleurs du bassin houiller sauront imposer à leurs patrons des conditions nouvelles de travail. Ce qui s'est produit à la Compagnie de Courrières aurait pu se produire dans n'importe quelle autre compagnie minière et se produira peut-être demain. Veut-on revoir de tels malheurs ?

Il faut changer le mode d'extraction. Il faut que dans les fosses non grisouteuses, comme cela se pratique déjà dans les fosses grisouteuses, on remblaye les veines abandonnées et qu'on en retire les vieux bois, cause essentielle des incendies. Il faut que l'aérage soit réel et que le mineur ne soit pas contraint d'accomplir son pénible effort dans un air empoisonné. Il faut que le mineur relève son corps meurtri sous l'exploitation capitaliste. Loin de s'améliorer, la condition de l'ouvrier mineur depuis dix ans est devenue plus dure, plus misérable, les salaires ont diminué ; la journée de travail n'a fait que s'allonger et la domination morale, un moment secouée, s'est appesantie de nouveau.

A Billy-Montigny, j'ai rencontré un de nos camarades, trésorier de la section syndicale, qui n'a dû son salut qu'à son renvoi de la fosse n° 2, il y a une dizaine de jours. Aux dernières élections de délégués mineurs, il avait été le candidat du syndicat confédéré et, depuis, la Compagnie lui comptait des journées de 3 francs. Voulant vivre en travaillant, il avait pris son livret. Combien d'exemples de cette oppression morale de la Compagnie de Courrières ne m'a-t-on pas donnés !

Devant la vaste tombe qui s'est ouverte, devant les misères et les douleurs de toutes ces femmes et de tous ces enfants qui ne reverront plus leurs maris et leurs pères vivants, devant le sort de ce village de Méricourt, où il ne reste pas cinquante hommes à l'heure actuelle, de toutes parts ont éclaté les cris de compassion. Mais il faut autre chose que de la pitié et des pièces de vingt sous. Il faut que de tels crimes ne soient plus possibles. L'émotion est grande dans tout le bassin houiller. Les mineurs réclameront-ils demain ou aujourd'hui qu'on prenne des mesures assurant réellement leur sécurité ? Il importe peu. Ce dont nous sommes sûr, c'est qu'un jour prochain, ils les réclameront et les conquerront.

Depuis plusieurs années, les mineurs du Pas-de-Calais, débandés, n'ayant plus confiance dans les hommes qui jadis les groupèrent en syndicats, et n'ayant pas encore assez de confiance en eux-mêmes, n'ont pu opposer aucune force véritable à la tyrannie économique et morale des Compagnies. Ils n'ont pu défendre leur salaire. Ils n'ont pas su défendre même leur existence. Le mineur a une réputation un peu méritée de docilité moutonnière. Il s'est laissé autrefois guider par des politiciens, il a mis tout son espoir en eux pendant des années, attendant d'eux qu'ils allègent le poids de ses chaînes et qu'un jour, ils lui ouvrent toutes grandes les portes de l'Eden socialiste. Il s'est aperçu, à un moment donné, que ces politiciens étaient devenus grands amis des patrons. C'a été une désillusion cruelle. Il s'est dégoûté de l'action syndicale et il a oublié son passé de luttes violentes. Les Compagnies ont fait de ces hommes ce qu'elles ont voulu.

Quelques militants tâchaient de remonter le courant, de faire comprendre aux mineurs que s'ils avaient été roulés et s'ils étaient maintenant déçus, c'était de leur faute, qu'ils avaient manqué d'initiative, qu'ils avaient confié à l'un d'eux le soin d'agir pour tous et que, sur les actes de celui-là, ils n'avaient jamais exercé de contrôle. Quelques camarades socialistes révolutionnaires et libertaires formèrent un nouveau syndicat contre lequel se liguèrent Compagnies et politiciens. Nombre de ces camarades ont dû, acculés à la misère, abandonner la lutte. Malgré tout le nouveau syndicat grandissait en force et en influence. Mais il ne pouvait encore se dresser devant les Compagnies minières et entamer la lutte pour la fixation des conditions nouvelles de travail, il ne pouvait diminuer la domination des rois du charbon.

Les mineurs n'avaient pu défendre leurs salaires. Ils n'ont pu, cette semaine, défendre leur vie. La Compagnie de Courrières, maitresse de la destinée de ses ouvriers, uniquement préoccupée de profits à réaliser, ne tenant aucun compte des dangers qui se présentaient, a donné l'ordre à ses ouvriers de descendre dans la fosse où brûlait l'incendie, et ses ouvriers sont descendus. Beaucoup d'entre eux prévoyaient ce qui est survenu. Docilement, ils ont surmonté leurs craintes. Ils n'ont pas refusé d'eux-mêmes d'aller à la mort.

Peut-il en être de même aujourd'hui ? Je disais plus haut que les mineurs paraissaient décidés à réagir. Les Compagnies sont allées si loin que la docilité des mineurs me paraît chose d'hier. Les 1.200 cadavres qu'on remontera défigurés des trous des fosses 2, 3 et 4 de Courrières, donnent une leçon cruelle mais significative aux mineurs du bassin houiller du Pas-de-Calais et d'ailleurs. Ils resteront longtemps devant les yeux de la classe ouvrière tout entière comme un exemple de la cupidité et de l'inclairvoyance capitalistes. Ils diront à tous ceux qui ont compris que pour éviter de telles catastrophes, il était nécessaire de ne plus être des soumis, des isolés et des indifférents, quelle activité, quelle ardeur il faut apporter à la préparation de l'œuvre révolutionnaire qui aboutira à l'administration du travail par les travailleurs eux-mêmes.

(2) Note des « Temps Nouveaux » : Voir, pour se renseigner exactement sur la catastrophe de Courrières, l'article de notre camarade P. Delesalle : « Les Profits capitalistes : les mines de Courrières », paru dans le numéro 8 du 24 juin 1905.

Le premier « complot » de Monatte

La catastrophe de Courrières fut suivie d'une grande et longue grève des mineurs du Pas-de-Calais et du Nord.

Cette grève se déclencha spontanément. Elle surprit les militants eux-mêmes.

Ce fut, pourtant, le « jeune syndicat » — le syndicat révolutionnaire adhérant à la C.G.T. — qui reçut des mineurs le soin de conduire le mouvement, le « vieux syndicat », le syndicat Basly, n'avait plus l'oreille des ouvriers. Lorsque M. Clemenceau, ministre de l'Intérieur, se rendit à Lens pour essayer de résoudre le conflit, c'est à une réunion de délégués du « jeune syndicat » qu'il se rendit et que, sur l'invitation de Monatte, il prit la parole.

Mais les mineurs ne se laissèrent point séduire par le ministre, et celui qui devait plus tard se surnommer lui-même le « premier flic de France », imagina, entre autres — et en attendant mieux — l'histoire d'un fabuleux « complot » qui aurait été tramé entre les militants du syndicalisme révolutionnaire et des agents bonapartistes. Le comte Durand de Beauregard aurait versé à Pierre Mo-

natte 75.000 francs pour fomenter des troubles, à commencer par la grève des mineurs du Pas-de-Calais.

Monatte ne pouvait répondre, montrer la sottise, la canaillerie de l'invention. Il était, pour la seconde fois, détenu à la prison de Béthune. Il ignorait tout de la machination clemenciste. Lorsqu'il l'apprit, il écrivit à Jean Grave pour le remercier de l'avoir tout de suite défendu : « Je vous sais gré de n'avoir pas hésité à démentir ce bruit. Vous me connaissez assez, comme vous connaissiez d'assez près ma vie pour savoir que de telles affirmations étaient mensongères. » (« Les Temps Nouveaux », 2 juin 1906.)

De son côté, Charles Guiyesse avait écrit dans « Pages libres » (nº du 19 mai 1906), les lignes que voici :

> « Monatte a travaillé longtemps à la librairie de « Pages libres », et si nous l'avons perdu de vue depuis quelque temps, nous savons quelles idées il professait ; nous connaissons même très bien ses idées, car souvent quand il était chez nous le travail se trouvait interrompu par des discussions ; parfois elles étaient très vives ; le syndicalisme révolutionaire de Monatte trouvait des adversaires véhéments plus nombreux que des partisans. Pour moi, ce que j'ai surtout retenu de ces exposés contradictoires d'idées, c'est que Monatte se désintéressait complètement de toute question politique ; l'accuser de complot parce que son action plaisait aux réactionnaires, me paraît aussi absurde que d'accuser Clemenceau d'avoir comploté avec l'ambassadeur d'Allemagne quand il mena campagne contre Delcassé pour le faire tomber. »

Ce n'était pas seulement absurde. C'était odieux. Trois objectifs au moins : ruiner le mouvement des mineurs ; faire de bonnes élections ; torpiller le grand mouvement pour les huit heures préparé par la C.G.T. pour le 1er mai 1906. Griffuelhes et Lévy, membres du bureau de la C.G.T., furent effectivement arrêtés sous ce prétexte. Quelques jours après, on les relâchait. Et il ne devait plus jamais être question du pseudo complot. C'était l'aveu cynique de l'invention.

Dans cet article, publié par « Les Temps Nouveaux » du 16 juin 1906, Pierre Monatte raconte l'histoire de son premier complot :

LE COMPLOT

Cette semaine, le juge d'instruction André déclarait au camarade Lévy, et cela sur un ton tranchant :

— Je vous défends de dire que vous avez été inculpé de complot. A aucun moment vous n'avez été accusé de cela.

Pour ma part, je n'ai été inculpé que de menées anarchistes par le juge d'instruction de Béthune.

Que penser alors du complot, sinon que M. Clemenceau est encore un plus vil personnage qu'il n'était apparu dans ces derniers mois. Le pauvre monsieur est descendu bien bas. Cette grève des mineurs du Pas-de-Calais, le mouvement du 1er mai, la préparation des élections législatives n'auront pas peu dédoré son honorabilité. Le voilà descendu plus bas que les Constans et les Dupuy. Il avait plané bien au-dessus de ces derniers. Sa chute n'en est que plus sensible et plus misérable.

Il faut dire que M. Clemenceau a joué de malchance dans la grève des mineurs. Les déclarations à la Maison du Peuple, qui n'apportaient pourtant aucun droit nouveau, aucune liberté aux grévistes, qui ne faisaient que leur reconnaître un droit que les mineurs s'étaient arrogé depuis très longtemps et sans attendre la permission de personne, avaient mis notre ministre de l'Intérieur dans une situation délicate. Quand j'écrirai ici l'histoire de la grève, je raconterai comment un ministre à poigne a pu être roulé par son préfet et par le député socialiste unifié de Lens. Car M. Clemenceau a été roulé comme un enfant. Non pas seulement qu'une fois, mais trois fois. Et souhaitons que ce cher monsieur trouve bientôt des loisirs ; en quelques mois, il a ramassé une moisson prodigieuse de précieux renseignements. Il sait aujourd'hui qu'un ministre n'est qu'un jouet aux mains de puissances comme les Compagnies houillères, et qu'un préfet d'un département industriel comme le Pas-de-Calais est non pas le subordonné du ministre de l'Intérieur, mais son chef, son véritable supérieur. Souhaitons de prochains loisirs à M. Clemenceau ; ses déboires lui inspireront de belles pages.

Qu'un homme qui a été joué un certain nombre de fois par les gens dont il se figure être le chef veuille frapper un grand coup, un coup de maître, afin de reconquérir en un jour son influence qui dépérit, n'est-ce pas une chose naturelle ?

Ah ! monsieur le préfet, monsieur le député socialiste, vous m'avez roulé et vous vous croyez très malins, bien supérieurs à votre ministre de l'Intérieur, autrement capables que lui de faire figure d'hommes d'Etat. Je vais vous montrer que je sais aussi le métier ignoble de conducteur du char de l'Etat. Regardez-moi et voyez si je passe magnifiquement à travers les embûches et dédaigneux des pauvres bougres qui se trouvent sur mon chemin. Les grévistes, j'en fous la moitié en prison; je condamne l'autre moitié à se coucher à 8 heures du soir et à se lever à 7 heures du matin ; les salles de réunion, je les vide de grévistes pour les remplir avec un nombre égal de soldats. Les meneurs, ceux qui, se tenant sur leurs gardes, n'ont pas encore fourni le prétexte attendu impatiemment pour les coffrer dans les formes, je les enfonce dans un complot avec la réaction. Ils n'ont pas le sou ; ils vivent misérablement ; je le sais, mais cela ne me gêne pas pour dire qu'ils ont touché 75.000 francs d'un Durand de Beauregard quelconque. Des gens m'aideront à lancer le complot. Des tas de gens. Evidemment, il y aura d'abord tous les imbéciles qui mordent naturellement à l'hameçon d'une calomnie. Mais surtout n'aurai-je pas pour m'aider toute la clique des honnêtes gens qui attendent de moi une place ou une faveur ; nous sommes à la veille des élections, n'aurai-je pas des commis voyageurs en calomnies dans la personne de chacun des candidats qui aspire à être le candidat officiel. N'y a-t-il pas encore les « bons amis » des hommes que je mettrai dans le complot. Il serait bien rare qu'un militant révolutionnaire n'ait pas quelques-uns de ses anciens camarades dans le cabinet ou les bureaux d'un ministre. Ces amis se feront un plaisir et une gloire d'aller dire à l'oreille des gens :

— Vous savez, faites attention, ne vous avancez pas. On a trouvé des papiers probants. Monatte a touché 75.000 francs.

Ce complot servira à plusieurs fins. Il me permettra de faciliter la rentrée aux fosses des 50.000 mineurs du Pas-de-Calais et du Nord, rentrée *promise et due* aux Compagnies houillères. Il jettera la suspicion sur ce puissant et inquiétant mouvement des huit heures, et enfin il me donnera de belles élections blocardes.

Ainsi se parlait à lui-même M. Clemenceau. Et aussitôt, il s'engagea dans le lancement du complot. Il a prouvé victorieusement que sa conscience ne s'embarrassait pas de vains scrupules et qu'il était capable d'inventer de toutes pièces un terrible complot. Son préfet du Pas-de-Calais, joignant ses lumières avec celles d'un général et du citoyen Basly, avait fait arrêter Broutchoux au

début de la grève. Il donna l'ordre, lui, ministre, de m'arrêter, le 23 avril dernier.

Je sortais de prison le 31 mai. J'avais fait une quarantaine à la prison cellulaire de Béthune.

Durant ces quarante jours, j'ai subi un interrogatoire, un seul, je puis même dire que ce n'est pas sans difficultés que j'ai obtenu d'être interrogé et de savoir enfin ce que me voulait la justice de mon pays. C'est au vingt-troisième jour de prison que j'ai été interrogé. Il avait fallu que je réclame par lettre cet interrogatoire. Cette demande pressante ne suffisant pas, mon avocat, Me Ernest Lafont, vint à Béthune la renouveler. Il obtenait l'interrogatoire pour la semaine suivante. Il eut lieu le 15 mai, donc après le premier tour de scrutin, ce qui importait pour M. Clemenceau.

MM. Clemenceau et André avaient fait raconter à leur presse fond-secrétière que l'on avait découvert à mon domicile des *documents importants*, établissant que j'avais reçu de l'argent bonapartiste pour fomenter des troubles dans le Pas-de-Calais et mettre en fâcheuse posture le gouvernement de la République.

Ce n'est pas avant, mais plusieurs jours après les perquisitions faites à mes domiciles de Lens et de Paris, que les journaux — et particulièrement *Le Matin, L'Aurore, La Lanterne* — me faisaient passer pour un agent impérialiste enfin démasqué!

Voyons le résultat des perquisitions, faites à mes domiciles ou chez des camarades — car mon dossier est bourré d'une volumineuse paperasserie, formée des procès-verbaux d'une trentaine de perquisitions faites à Lens, à Denain, à Fresnes, à Paris, à Montceau, etc.

Les *documents importants* saisis chez moi consistaient : pour mon domicile de Paris, dans une photographie de soldats antimilitaristes que l'habile M. Hamard n'eut sans doute pas grand-peine à découvrir, étant donné qu'elle était sur ma cheminée parmi d'autres photographies ; en outre, une lettre du mois de novembre dernier, de Dubéros, le secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, qu'il serait aisé de retrouver au copie de lettres de l'Union des Syndicats, où Dubéros me disait ceci :

— Ton syndicat a donné ton nom pour la liste des orateurs qui pourront aller dans les réunions de syndicats afin de donner le dernier coup de main à l'*agitation* en faveur des huit heures. Indique-moi les soirs de la semaine où tu es à peu près certain d'être libre, afin qu'on n'ait pas besoin de t'avertir plus de vingt-quatre heures à l'avance.

Cette lettre constitue le document fameux, le document important. Il est question d'*agitation* dans cette lettre, et c'est sur cette pièce terrible que M. Boudry, juge d'instruction de Béthune, daigna s'arrêter un long temps :

— Mais ce n'est pas de la propagande normale que vous deviez faire. Le mot *agitation* est écrit. Qu'entendiez-vous par faire de l'agitation ?

Et voilà pour Paris. A Lens, on avait pris sur ma table de travail un reçu de 165 francs (si je me souviens bien) sous enveloppe, accompagné d'une lettre, prêt à être expédié. C'était le reçu d'une somme versée par le Syndicat des Verriers de Fresnes (Nord) pour les familles des victimes de la catastrophe de Courrières.

M. Clemenceau et ses juges savaient que rien parmi les papiers emportés de mon domicile ne permettait de me soupçonner de relations quelconques avec les réactionnaires. M. Clemenceau le savait. Il n'en a pas moins fait aboyer tous ses domestiques du journalisme. Il a fait procéder à une dizaine d'arrestations. Il est vrai qu'il faisait mettre en liberté Griffuelhes et Lévy, six jours après leur arrestation. Cet homme, qui se carrait, il y a quelques mois encore, dans la posture d'un défenseur acharné de la liberté individuelle, cet homme qui a maudit mille fois les ministres passés qui avaient maintenu au bagne un capitaine millionnaire que ses pairs y avaient expédié, n'a eu rien de plus pressé que d'imiter les Charles Dupuy. Parmi les farouches libéraux qui s'étaient férocement indignés au sujet de Dreyfus, pas une voix ne s'est élevée pour cingler le visage de l'ancien directeur de *L'Aurore*. Entre copains, on ne se fait pas de misères.

On a vu tous les journaux dreyfusards d'autrefois, qui réclamaient naguère le bouleversement du monde pour tirer Dreyfus du bagne, on les a vus les plus acharnés à jeter, sans l'ombre d'une preuve, les pires calomnies sur des militants révolutionnaires. Grave a remis à sa place le grand curé de *La Libre Pensée*, le sieur Charbonnel (1) et on a lu ici-même l'ignoble réponse du monsieur. Aujourd'hui, où le gouvernement est contraint d'avouer que le complot n'était qu'une comédie de son invention, il n'y a pas de danger que les Charbonnel et les Ranc, et tous ces braves journalistes fonds-secrétiers, si prompts à l'insulte, reconnaissent qu'ils s'étaient trompés.

Tous ces gens d'ailleurs ne se sont pas trompés. Ils savaient à peu près aussi bien que leur ministre que les hommes qu'ils insultaient étaient innocents des accusations portées contre eux. Mais ne fallait-il pas donner une fin à la grève des mineurs ; ne fallait-il pas gêner le départ du mouvement des huit heures en arrêtant Griffuelfes et Lévy et en jetant la suspicion sur cet admirable essai de généralisation dans la lutte ouvrière ; ne fallait-il pas enfin préparer de belles élections ?

M. Clemenceau, par le moyen de son complot, aura montré à la classe ouvrière que la classe capitaliste, quel que soit son gouvernement, n'hésitera devant aucune saleté ni devant aucun crime pour entraver ses mouvements d'émancipation. Pour ma part, je ne me plains pas d'avoir passé quarante jours en prison, de par la volonté de M. Clemenceau. Cette comédie du complot m'a donné la preuve vivante que les hommes de gouvernement étaient capables de tout pour permettre à la bourgeoisie de dormir en paix. Cette pensée, je l'avais avant d'aller à la prison de Béthune ; mais elle était, je pourrais dire, à l'état théorique; aujourd'hui, elle est entrée profondément en moi.

Je suis guéri de toute illusion sur les « exceptions » du monde de la politique. M. Clemenceau n'était-il pas aux yeux de bien des camarades, une de ces « exceptions » ? La presse socialisante, la presse dreyfusarde d'autrefois s'est montrée sans masque et nous pouvons carrément la parquer dans la catégorie à qui Zola donna l'enseigne de presse immonde. Tout cela vaut bien mieux, à mon sens, la peine d'être connu. La classe ouvrière sait qu'elle n'a à compter uniquement que sur elle-même et que parmi ses ennemis il n'en est peut-être pas de pires que des « bons ministres radicaux et socialistes » et les journalistes de mêmes couleurs.

(2) Voici le filet de Jean Grave (« Temps Nouveaux » du 5 mai 1906) : « Parmi les policiers du journalisme qui se sont distingués par leur déloyauté dans l'affaire du simili-complot, il convient de signaler « La Raison », l'organisme de l'ex-curé Charbonnel qui, dans une note anonyme de son numéro du 22-29 avril, affirme que les perquisitions ont apporté la preuve de l'entente des anarchistes et des cléricaux ; des papiers trouvés chez Monatte, entre autres, en feraient foi. Le journal de M. Charbonnel en a menti, aussi bien que le journal de M. Clemenceau. Et leur attitude prouve que les jésuites rouges valent, comme mauvaise foi, les jésuites noirs. »

1907

Discours au Congrès anarchiste d'Amsterdam

PIERRE MONATTE. — Mon désir n'est pas tant de vous donner un exposé théorique du syndicalisme révolutionnaire que de vous le montrer à l'œuvre et, ainsi, de faire parler les faits (1). Le syndicalisme révolutionnaire, à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière, s'est affirmé moins par des théories que par des actes, et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher.

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir tout ce qu'il y a de commun entre l'anarchisme et le syndicalisme. Tous les deux poursuivent l'extirpation complète du capitalisme et du salariat par le moyen de la révolution sociale. Le syndicalisme, qui est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier, a rappelé l'anarchisme au sentiment de ses origines ouvrières ; d'autre part, les anarchistes n'ont pas peu contribué à entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire et à populariser l'idée de l'action directe. Ainsi donc, syndicalisme et anarchisme ont réagi l'un sur l'autre, pour le plus grand bien de l'un et de **l'autre.**

(1) Ce discours fut prononcé à la séance du soir du mercredi 28 août 1907. On en trouve le texte dans une brochure de 116 pages rédigées par Amédée Dunois sous le titre : « Congrès anarchiste, tenu à Amsterdam, août 1907. Compte rendu analytique des séances et résumé des rapports sur l'état du mouvement dans le monde entier ». Cette brochure fut éditée en 1908, à Paris, par « La Publication Sociale », M. Delesalle, 46, rue Monsieur-le-Prince. Le rapport de Monatte fut suivi d'une discussion intéressante et passionnée. Christian Cornélissen fit des réserves. Malatesta, dans « un de ses plus vigoureux discours », combattit la « doctrine radicalement fausse » selon laquelle le syndicalisme se suffit à lui-même. Voici la conclusion de l'exposé de Malatesta : « Je déplorais jadis que les compa- « gnons s'isolassent du mouvement ouvrier. Aujour- « d'hui, je déplore que beaucoup d'entre nous, « tombant dans l'excès contraire, se laissent ab- « sorber par ce même mouvement. Encore une fois, « l'organisation ouvrière, la grève, la grève géné- « rale, l'action directe, le boycottage, le sabo- « tage et l'insurrection armée elle-même, ce ne « sont là que des « moyens ». L'anarchie est le but. « La révolution anarchiste que nous voulons dé- « passe de beaucoup les intérêts d'une classe ; « elle se propose la libération complète de l'huma- « nité actuellement asservie, au triple point de vue « économique, politique et moral. Gardons-nous « donc de tout moyen d'action unilatéral et sim- « pliste. Le syndicalisme, moyen d'action excellent, « à raison des forces ouvrières qu'il met à notre « disposition, ne peut pas être notre unique moyen. « Encore moins doit-il nous faire perdre de vue le « seul but qui vaille un effort : l'Anarchie ! »
Intervinrent dans la discussion : R. Friedeberg, Henri Fuss, I.I. Samson, Benoît Broutchoux, Vohryzck, Pierre Ramus, Georges Thonar, Aristide Ceccarelli. Puis le Congrès adopta successivement, à la majorité, quatre motions assez contradictoires.
Le compte rendu explique ainsi ces quatre votes : « Le lecteur s'étonnera peut-être que ces quatre mo- « tions aient pu, malgré leurs évidentes contradic- « tions, être toutes adopées. Il y a là, en effet, un « manquement aux usages parlementaires, mais un « manquement voulu. Il ne convenait pas que « l'opinion de la majorité étouffât ou parût étouf- « fer l'opinion de la minorité. La majorité a donc « pensé qu'il fallait voter successivement, par « « pour » et par « contre », sur chacune des motions « déposées. Or toutes les quatre ont accueilli une « majorité de « pour ». Par conséquent, toutes les « quatre ont été approuvées. »

Ce qu'est la C.G.T.

C'est en France, dans les cadres de la Confédération Générale du Travail, que les idées syndicalistes révolutionnaires ont pris naissance et se sont développées. La Confédération occupe une place absolument à part dans le mouvement ouvrier international. C'est la seule organisation qui tout en se déclarant nettement révolutionnaire soit sans attaches aucunes avec les partis politiques, même les plus avancés. Dans la plupart des autres pays que la France. la social-démocratie joue les premiers rôles. En France, la C.G.T. laisse loin derrière elle, par la force numérique autant que par l'influence exercée, le parti socialiste : elle prétend représenter « seule » la classe ouvrière, et elle a repoussé hautement toutes les avances qui lui ont été faites depuis quelques années. L'autonomie a fait sa force et elle entend demeurer autonome.

Cette prétention de la C.G.T., son refus de traiter avec les partis, lui a valu de la part d'adversaires exaspérés le qualificatif d'anarchiste. Aucun cependant n'est plus faux. La C.G.T., vaste groupement de syndicats et d'unions ouvrières, n'a pas de doctrine officielle. Mais toutes les doctrines y sont représentées et y jouissent d'une tolérance égale. Il y a dans le Comité confédéral un certain nombre d'anarchistes ; ils s'y rencontrent et y collaborent avec des socialistes dont la grande majorité — il convient de le noter au passage — n'est pas moins hostile que ne le sont les anarchistes à toute idée d'entente entre les syndicats et le parti socialiste.

La structure de la C.G.T. mérite d'être connue. A la différence de celle de tant d'autres organisations ouvrières, elle n'est ni centralisatrice ni autoritaire. Le Comité confédéral n'est pas, comme l'imaginent les gouvernants et les reporters des journaux bourgeois, un comité directeur, unissant dans ses mains le législatif et l'exécutif : il est dépourvu de toute autorité. La C.G.T. se gouverne de bas en haut ; le syndicat n'a pas d'autre maître que lui-même ; il est libre d'agir ou de ne pas agir ; aucune volonté extérieure à lui-même n'entravera ou ne déchaînera jamais son activité.

A la base donc de la Confédération est le syndicat. Mais celui-ci n'adhère pas directement à la Confédération ; il ne peut le faire que par l'intermédiaire de sa Fédération corporative, d'une part, de sa Bourse du travail, d'autre part. C'est l'union des Fédérations entre elles et l'union des Bourses qui constituent la Confédération. La vie confédérale est coordonnée par le Comité confédéral formé à la fois par les délégués des Bourses et par ceux des Fédérations. A côté de lui fonctionnent des commissions prises dans son sein. Ce sont la commission du journal (*La Voix du Peuple*), la commission de contrôle, aux attributions financières,

la commission des grèves et de la grève générale.
Le congrès est, pour le règlement des affaires collectives, le seul souverain. Tout syndicat, si faible soit-il, a le droit de s'y faire représenter par un délégué qu'il choisit lui-même.

Le budget de la Confédération est des plus modiques. Il ne dépasse pas 30.000 francs par an. L'agitation continue qui a abouti au large mouvement de mai 1906 pour la conquête de la journée de huit heures n'a pas absorbé plus de 60.000 francs. Un chiffre aussi mesquin a fait jadis, quand il a été divulgué, l'étonnement des journalistes. Quoi ! c'est avec quelques milliers de francs que la Confédération avait pu entretenir, durant des mois et des mois, une agitation ouvrière intense ! C'est que le syndicalisme français, s'il est pauvre d'argent, est riche d'énergie, de dévouement, d'enthousiasme, et ce sont là des richesses dont on ne risque pas de devenir l'esclave.

De la Commune au Syndicalisme

Ce n'est pas sans effort ni sans longueur de temps que le mouvement ouvrier français est devenu ce que nous le voyons aujourd'hui. Il a passé depuis trente-cinq ans — depuis la Commune de Paris — par de multiples phases. L'idée de faire du prolétariat, organisé en « sociétés de résistance », l'agent de la révolution sociale, fut l'idée mère, l'idée fondamentale de la grande Association internationale des travailleurs fondée à Londres en 1864. La devise de l'Internationale était, vous vous en souvenez : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », — et c'est encore notre devise, à nous tous, partisans de l'action directe et adversaires du parlementarisme. Les idées d'autonomie et de fédération, si en honneur parmi nous, ont inspiré jadis tous ceux qui dans l'Internationale se sont cabrés devant les abus de pouvoir du Conseil général et, après le Congrès de La Haye, ont adopté ouvertement le parti de Bakounine. Bien mieux, l'idée de la grève générale elle-même, si populaire aujourd'hui, est une idée de l'Internationale qui, la première, a compris la puissance qui est en elle.

La défaite de la Commune déchaina en France une réaction terrible. Le mouvement ouvrier en fut arrêté net, ses militants ayant été assassinés ou contraints de passer à l'étranger. Il se reconstitua pourtant, au bout de quelques années, faible et timide tout d'abord ; il devait s'enhardir plus tard. Un premier congrès eut lieu à Paris en 1876 : l'esprit pacifique des coopérateurs et des mutualistes y domina d'un bout à l'autre. Au congrès suivant, des socialistes élevèrent la voix ; ils parlèrent d'abolition du salariat. A Marseille (1879) enfin, les nouveaux venus triomphèrent et donnèrent au congrès un caractère socialiste et révolutionnaire des plus marqués. Mais bientôt des dissidences se firent jour entre socialistes d'écoles et de tendances différentes. Au Havre, les anarchistes se retirèrent, laissant malheureusement le champ libre aux partisans des programmes minimums et de la conquête des pouvoirs. Restés seuls, les collectivistes n'arrivèrent pas à s'entendre. La lutte entre Guesde et Brousse déchira le parti ouvrier naissant, pour aboutir à une scission complète.

Cependant, il arriva que ni guesdistes ni broussistes (desquels se détachèrent plus tard les allemanistes) ne purent bientôt plus parler au nom du prolétariat. Celui-ci, justement indifférent aux querelles des écoles, avait reformé ses unions, qu'il appelait, d'un nom nouveau, des « syndicats ». Abandonné à lui-même, à l'abri, à cause de sa faiblesse même, des jalousies des coteries rivales, le mouvement syndical acquit peu à peu de la force et de la confiance. Il grandit. La Fédération des Bourses se constitua en 1892, la Confédération Générale du Travail, qui dès l'origine, eut soin d'affirmer sa neutralité politique, en 1895. Entre temps un congrès ouvrier de 1894 (à Nantes) avait voté le principe de la grève générale révolutionnaire.

C'est vers cette époque que nombre d'anarchistes, s'apercevant enfin que la philosophie ne suffit pas pour faire la révolution, entrèrent dans un mouvement ouvrier qui faisait naitre, chez ceux qui savaient observer, les plus belles espérances. Fernand Pelloutier fut l'homme qui incarna le mieux, à cette époque, cette évolution des anarchistes.

Tous les congrès qui suivirent accentuèrent plus encore le divorce entre la classe ouvrière organisée et la politique. A Toulouse, en 1897, nos camarades Delesalle et Pouget firent adopter les tactiques dites du boycottage et du sabotage. En 1900, la *Voix du Peuple* fut fondée, avec Pouget pour principal rédacteur. La C.G.T., sortant de la difficile période des débuts, attestait tous les jours davantage sa force grandissante. Elle devenait une puissance avec laquelle le gouvernement d'une part, les partis socialistes de l'autre, devaient désormais compter. De la part du premier, soutenu par tous les socialistes réformistes, le mouvement nouveau eut alors à subir un terrible assaut. Millerand, devenu ministre, essaya de gouvernementaliser les syndicats, de faire de chaque Bourse une succursale de son ministère. Des agents à sa solde travaillaient pour lui dans les organisations. On essaya de corrompre les militants fidèles. Le danger était grand. Il fut conjuré, grâce à l'entente qui intervint alors entre toutes les fractions révolutionnaires, entre anarchistes, guesdistes et blanquistes. Cette entente s'est maintenue, le danger passé. La Confédération — fortifiée depuis 1902 par l'entrée dans son sein de la Fédération des Bourses, par quoi fut réalisée « l'unité ouvrière » — puise aujourd'hui sa force en elle ; et c'est de cette entente qu'est né le syndicalisme révolutionnaire, la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale.

Le Syndicalisme se suffit à lui-même

Mais — et j'appelle sur ce point, dont l'importance est extrême, toute l'attention de nos camarades non français — ni la réalisation de l'unité ouvrière ni la coalition des révolutionnaires n'auraient pu, à elles seules, amener la C.G.T. à son degré actuel de prospérité et d'influence, si nous n'étions restés fidèles, dans la pratique syndicale, à ce principe fondamental qui exclut en fait les syndicats d'opinion : « Un seul syndicat par profession et par ville ». La conséquence de ce principe, c'est la neutralisation politique du syndicat, lequel ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier. Au syndicat, les divergences d'opinion, souvent si subtiles, si artificielles, passent au second plan ; moyennant quoi, l'entente est possible. Dans la vie pratique, les intérêts priment les idées : or toutes les querelles entre les écoles et les sectes ne feront pas que les ouvriers, du fait même qu'ils sont tous pareillement assujettis à la loi du salariat, n'aient des intérêts identiques. Et voilà le secret de l'entente qui s'est établie entre eux, qui fait la force du syndicalisme et qui lui a permis, l'année dernière, au Congrès d'Amiens, d'affirmer fièrement qu'il se suffisait à lui-même.

Je serais gravement incomplet si je ne vous montrais les moyens sur lesquels le syndicalisme révolutionnaire compte pour arriver à l'émancipation de la classe ouvrière.

Ces moyens se résument en deux mots : « action directe ». Qu'est-ce que l'action directe ?

Longtemps, sous l'influence des écoles socialistes et principalement de l'école guesdiste, les ouvriers s'en remirent à l'Etat du soin de faire aboutir leurs revendications. Qu'on se rappelle ces cortèges de travailleurs, en tête desquels marchaient des députés socialistes, allant porter aux pouvoirs publics les cahiers du Quatrième Etat ! Cette manière d'agir ayant entraîné de lourdes déceptions, on en est venu peu à peu à penser que les ouvriers n'obtiendraient jamais que les réformes qu'ils seraient capables d'imposer « par eux-mêmes » ; autrement dit, que la maxime de l'Internationale que je citais tout à l'heure devait être entendue et appliquée de la manière la plus stricte.

Agir par soi-même, ne compter que sur soi-même, voilà ce que c'est que l'action directe. Celle-ci, cela va sans dire, revêt les formes les plus diverses.

Sa forme principale, ou mieux sa forme la plus éclatante, c'est la grève. Arme à double tranchant, disait-on d'elle naguère : arme solide et bien trempée, disons-nous, et qui, maniée avec habileté par le travailleur, peut atteindre au cœur le patronat. C'est par la grève que la masse ouvrière entre dans la lutte de classe et se familiarise avec les notions qui s'en dégagent ; c'est par la grève qu'elle fait son éducation révolutionnaire, qu'elle mesure sa force propre et celle de son ennemi, le capitalisme, qu'elle prend confiance en son pouvoir, qu'elle apprend l'audace.

Le sabotage n'a pas une valeur beaucoup moindre. On le formule ainsi : « A mauvaise paye, mauvais travail ». Comme la grève, il a été employé de tout temps, mais c'est seulement depuis quelques années qu'il a acquis une signification vraiment révolutionnaire. Les résultats produits par le sabotage sont déjà considérables. Là où la grève s'était montrée impuissante, il a réussi à briser la résistance patronale. Un exemple récent est celui qui a été donné à la suite de la grève et de la défaite des maçons parisiens en 1906 : les maçons rentrèrent aux chantiers avec la résolution de faire au patronat une paix plus terrible pour lui que la guerre : et, d'un accord unanime et tacite, on commença par ralentir la production quotidienne ; comme par hasard, des sacs de plâtre ou de ciment se trouvaient gâchés, etc. Cette guerre se continue encore à l'heure actuelle et, je le répète, les résultats ont été excellents. Non seulement le patronat a très souvent cédé, mais de cette « campagne » de plusieurs mois, l'ouvrier maçon est sorti plus conscient, plus indépendant, plus révolté.

Mais si je considère le syndicalisme dans son ensemble, sans m'arrêter davantage à ses manifestations particulières, quelle apologie n'en devrai-je pas faire ! L'esprit révolutionnaire en France se mourait, s'alanguissait tout au moins, d'année en année. Le révolutionnarisme de Guesde, par exemple, n'était plus que verbal ou, pis encore, électoral et parlementaire ; le révolutionnarisme de Jaurès allait, lui, beaucoup plus loin : il était tout simplement, et d'ailleurs très franchement, ministériel et gouvernemental. Quant aux anarchistes, leur révolutionnarisme s'était réfugié superbement dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique. Parmi tant de défaillances, par l'effet même de ces défaillances, le syndicalisme est né ; l'esprit révolutionnaire s'est ranimé, s'est renouvelé à son contact, et la bourgeoisie, pour la première fois depuis que la dynamite anarchiste avait tu sa voix grandiose, la bourgeoisie a tremblé !

Eh bien ! il importe que l'expérience syndicaliste du prolétariat français profite aux prolétaires de tous les pays. Et c'est la tâche des anarchistes de faire que cette expérience se recommence partout où il y a une classe ouvrière en travail d'émancipation. A ce syndicalisme d'opinion qui a produit, en Russie par exemple, des syndicats anarchistes, en Belgique et en Allemagne, des syndicats chrétiens et des syndicats social-démocratiques, il appartient aux anarchistes d'opposer un syndicalisme à la manière française, un syndicalisme neutre ou, plus exactement, indépendant. De même qu'il n'y a qu'une classe ouvrière, il faut qu'il n'y ait plus, dans chaque métier et dans chaque ville, qu'une organisation ouvrière, qu'un unique syndicat. A cette condition seule, la lutte de classe — cessant d'être entravée à tout instant par les chamailleries des écoles ou des sectes rivales — pourra se développer dans toute son ampleur et donner son maximum d'effet.

Le syndicalisme, a proclamé le Congrès d'Amiens en 1906, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant, sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation ; quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ?

Le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école de volonté, d'énergie, de pensée féconde. Il ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles. Que tous les anarchistes viennent donc au syndicalisme ; leur œuvre en sera plus féconde, leurs coups contre le régime social plus décisifs.

Comme toute œuvre humaine, le mouvement syndical n'est pas dénué d'imperfections et loin de les cacher, je crois qu'il est utile de les avoir toujours présentes à l'esprit afin de réagir contre elles.

La plus importante c'est la tendance des individus à s'en remettre du soin de lutter à leur syndicat, à leur Fédération, à la Confédération, à faire appel à la force collective alors que leur énergie individuelle aurait suffi. Nous pouvons, nous anarchistes, en faisant constamment appel à la volonté de l'individu, à son initiative et à son audace, réagir vigoureusement contre cette néfaste tendance au recours continuel, pour les petites comme pour les grandes choses, aux forces collectives.

Le fonctionnarisme syndical, aussi, soulève de vives critiques qui, d'ailleurs, sont souvent justifiées. Le fait peut se produire, et se produit, que des militants n'occupent plus leurs fonctions pour batailler au nom de leurs idées, mais parce qu'il y a là un gagne-pain assuré. Il ne faut pourtant pas en déduire que les organisations syndicales doivent se passer de tout permanent. Nombre d'organisations ne peuvent s'en passer. Il y a là une nécessité dont les défauts peuvent se corriger par un esprit critique toujours en éveil.

1914

Pourquoi je démissionne du Comité confédéral

AUX UNIONS DÉPARTEMENTALES DE SYNDICATS DU RHONE ET DU GARD

Camarades,

Après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité Confédéral, (1) je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

Voici les raisons qui ont dicté ma détermination:

Au cours de ces cinq derniers mois, c'est avec stupeur, avec douleur que j'avais vu :

Le Comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de commissaire de la nation ;

(1) Ce vote souleva la protestation de la Fédération des Métaux qui, dès le 7 décembre 1914, écrivit aux membres du Comité confédéral qu'elle entendait « dégager sa responsabilité propre, d'abord « vis-à-vis de la Fédération Internationale des Ou- « vriers sur Métaux, de l'Internationale ensuite ». Dans son livre : « le Mouvement ouvrier pendant la guerre » Rosmer a noté que Monatte était d'avis de ne pas se limiter à une protestation destinée à être enfouie dans les archives, et qu'il avait décidé de démissionner. « Quand il nous en avisa — écrit Rosmer — nous fûmes d'abord surpris et net- « tement hostiles. Il nous donna ses raisons. Il « n'entendait pas s'en aller purement et simple- « ment ; non seulement il donnerait ses raisons, « mais il ferait imprimer sa lettre de démission « et l'enverrait aux militants et aux organisations « syndicalistes. Il serait ainsi possible, pour la « première fois, d'extérioriser l'opposition confédé- « rale à la guerre — jusqu'ici systématiquement « ignorée et étouffée — d'informer la classe ou- « vrière sur ce qui se passe au Comité confédéral, « de dénoncer le reniement de la majorité du Co- « mité que le refus de répondre aux socialistes « scandinaves vient de couronner honteusement. « L'atmosphère du Comité est écœurante ; après « ces trois dernières séances au cours desquelles « la sottise et la trahison se sont bruyamment « étalées, il en a assez ; il ne se sent plus rien « de commun avec cette équipe de nationalistes « ralliés au gouvernement. Ces arguments me pa- « raissent convaincants, mais Merrheim persiste « dans son hostilité ; si pénible que cela soit, il « faut, dit-il, rester au Comité confédéral. La vie « y est dure pour qui ne veut pas trahir ; elle se- « ra plus dure encore après le départ de Monatte ; « les opposants fermes sont si peu nombreux que « le départ d'un seul sera la catastrophe. Mais la « décision à laquelle Monatte s'est arrêté est ir- « révocable. Il rédige sa lettre de démission, adres- « sée aux Unions qu'il représente au Comité, la « fait imprimer rapidement et l'expédie. » (pp. 176, 177.)

Quelques semaines plus tard, la Commission confédérale envoyée à Bordeaux consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes.

Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la paix par les socialistes des pays neutres.

Pour le Comité confédéral, parler en ce moment de paix constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le « Temps » et pour le gouvernement.

Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois, au contraire, que parler de paix est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières conscientes de leur rôle.

Le 22 novembre, le secrétaire confédéral donnait connaissance au Comité d'une invitation à la Conférence des socialistes des pays neutres organisée à Copenhague, pour les 6 et 7 décembre, par les partis socialistes scandinaves.

M'opposant au passage à l'ordre du jour, je faisais la proposition suivante :

Que la C.G.T. répondît en assurant les socialistes scandinaves que, s'il nous était impossible d'envoyer un délégué, nous suivrions cependant leurs efforts en faveur de la paix avec la plus grande sympathie et que nous faisions des vœux pour le succès de la Conférence de Copenhague.

A la séance du 29 novembre, la Fédération des Métaux déposait une résolution motivée, inspirée du même esprit, à laquelle je me ralliai avec empressement.

Comment et par qui elle fut combattue ? Par quels arguments ? Il serait trop long de le dire ici ; mais les procès-verbaux du Comité confédéral — 22 novembre, 29 novembre et 6 décembre — vous fixeront sans doute un jour prochain.

Le 6 décembre, le Comité confédéral se trouvait devant trois propositions : une première, de la Fédération du Bâtiment, tendant à ne faire aucune réponse ; une seconde, de Luquet, comportant des restrictions importantes et l'accord de la C.G.T. et du Parti sur un texte commun de réponse ; enfin celle des Métaux.

Le Comité se prononça d'abord sur la proposition — à caractère préjudiciel — du Bâtiment, l'adoptant par 22 voix contre 20 et 2 abstentions.

Il est hors de doute que la proposition des Métaux aurait été écrasée, le 6 décembre, par une forte majorité.

Ainsi, une nouvelle fois, des appels socialistes en faveur de la paix n'auront trouvé aucun écho dans les organisations centrales françaises, ni dans la presse ouvrière de ce pays, celle-ci allant même jusqu'à refuser de les reproduire. Appels et initiatives conformes cependant à la résolution des Congrès socialistes internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui déclare :

> « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, **c'est leur devoir** (aux classes ouvrières) **de s'entremettre pour la faire cesser promptement** et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Ce devoir, Keir Hardie et l'Independent Labour Party, en Angleterre, se sont efforcés, dès le premier jour, de le remplir ; ainsi que les deux partis socialistes russes ; de même que les socialistes italiens et suisses dans leur Conférence de Lugano et le parti socialiste américain par son initiative d'un Congrès socialiste international extraordinaire.

C'est le devoir que vient de remplir Karl Liebknecht — et avec lui une minorité du parti socialiste allemand — par sa protestation au Reichstag, le 2 décembre :

> « Une paix rapide qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà, déclare-t-il, ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.
>
> » Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix. »

Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle.

Quand Poincaré, il y aura deux ans le mois prochain, monta à la présidence de la République, certains d'entre nous se dirent : « Nous aurons la guerre avant la fin de son septennat. »

Nous l'avons eue moins de deux ans après.

Cette guerre prévue, redoutée par nous, cette guerre voulue, préparée par nos politiciens de l'esprit national, c'est elle que la majorité du Comité confédéral envisage maintenant comme une guerre de libération pour l'Europe, comme une guerre capable de porter la liberté et la république à l'Allemagne et de ruiner le **militarisme universel. Quelle** illusion !

Cette guerre, dont l'attentat de Sarajevo ne fut que le prétexte, a ses sources réelles dans le duel économique anglo-allemand et dans la rivalité germano-slave.

L'alliance russe, déjà la honte de la République française, a précipité notre pays dans le gouffre. L'alliance russe et les ambitions marocaines de nos coloniaux.

Le Kaiser n'a fait qu'avancer l'heure de la conflagration européenne. Sa responsabilité en est plus lourde que celle d'aucun gouvernement ; mais celle des gouvernements français, russe et anglais n'est pas légère.

Encore n'est-il pas établi que le gouvernement français ait tout fait pour sauvegarder la paix dans la dernière semaine de juillet. Nul ne doute que la diplomatie secrète — aux méfaits tant de fois dénoncés — n'ait joué un rôle considérable dans la déclaration de la guerre.

Les travailleurs conscients des nations belligérantes ne peuvent accepter dans cette guerre la moindre responsabilité ; elle pèse, entière, sur les épaules des dirigeants de leurs pays. Et loin d'y découvrir des raisons de se rapprocher d'eux, ils ne peuvent qu'y retremper leur haine du capitalisme et des Etats.

Il faut aujourd'hui, il faudrait plus que jamais conserver jalousement notre indépendance, tenir résolument aux conceptions qui sont nôtres, qui sont notre raison d'être. Si on les croit fausses, qu'on le dise ! Alors seulement on aura le droit de faire du nationalisme sous toutes ses formes, nationalisme politique et nationalisme économique.

Mais je crains fort que nos organisations centrales, en France comme en Allemagne, C.G.T. comme Parti socialiste, Union Syndicale Internationale comme Internationale socialiste, n'aient signé leur faillite.

Elles venaient de se révéler trop faibles pour empêcher la guerre, après tant d'années de propagande organisatrice. Mais on pouvait encore se dire que la faute en incombait peut-être aux masses restées à l'écart et qui n'avaient pas compris les devoirs de l'internationalisme. Cette dernière lueur d'espoir vacille sous les paroles des militants d'un pays et de l'autre. C'est au centre que le feu, c'est-à-dire la foi, a manqué.

Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent. surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener.

Ce n'est pas, en tout cas, les armées des alliés, non plus que les vieilles organisations déshonorées qui le peuvent.

C'est parce que je crois, chers camarades du Gard et du Rhône, que la C.G.T. s'est déshonorée par son vote du 6 décembre, que je renonce, non sans tristesse, au mandat que vous m'aviez confié.

1917

Réflexions sur l'avenir syndical

AVANT-PROPOS

J'ai longtemps hésité à réunir et republier cette série d'articles écrits au front au début de l'année 1917 (1) et publiés dans l'organe de nos amis instituteurs, cette « Ecole Emancipée » suspendue par la censure, mais resurgie instantanément en « Ecole de la Fédération ».

Il est de bon ton depuis quelques années, de la part des dirigeants confédéraux, de faire de l'ironie sur le dos des instituteurs syndiqués. Les uns ne peuvent oublier qu'une seule Fédération corporative est restée fidèle durant toute la guerre à l'internationalisme ouvrier, prouvant ainsi la vigueur de son esprit révolutionnaire, et qu'elle a publié, en dépit des difficultés de tout ordre, un hebdomadaire de 16 et 24 pages, prouvant par là ses qualités de méthode et d'administration. Les autres, les renégats de la minorité ne peuvent pardonner à la Fédération de l'Enseignement d'avoir « tenu » jusqu'au bout.

C'est dans cet organe qui doit nous être particulièrement cher que sont parus, sous mes initiales du 31 mars au 14 juillet 1917, sous le titre « Réflexions sur l'avenir syndical », les cinq articles qui forment ce cahier.

Le premier de ces articles porte la date et le lieu où il fut écrit : Avocourt, 25 février. Le dernier: Eglingen, 15 juin. Je revois les nuits où je les écrivis, à la lueur d'une bougie, dans des cagnas des premières lignes. Impossible alors de trouver ailleurs l'isolement et le calme ; au cantonnement de repos, pas moyen de s'appartenir et de pouvoir écrire autre chose qu'un court billet pour les parents et les amis. C'est quand dormaient les camarades, en attendant mon tour de veille, que j'ai couché ces réflexions sur le papier.

Cette série d'articles, je l'ai longtemps portée en moi ; mais trimballé d'un point à un autre du secteur de Verdun, puis dans un secteur d'Alsace, enfin en Champagne, je n'ai pas pu envoyer régulièrement ma copie aux amis de Marseille, qui assument la lourde charge si méritoire de l'« Ecole ». Je ne l'ai même pas achevée, ou plutôt les trois derniers articles ont été victimes d'un banal incident : mon sac, où ils étaient précieusement gardés, s'est perdu un jour de bousculade et de danger. J'ai eu beau courir après...

Récrire ces articles, je ne m'en suis senti alors ni le courage ni le goût. Aujourd'hui, pas davantage ; il n'est d'ailleurs plus temps. Ce ne seraient pas des réflexions d'avenir, mais des réflexions du présent. Gardons tout bonnement les cinq premiers d'une série inachevée amputée de ces trois sujets : Décentralisation et Foyers régionaux ; Notre propagande écrite et notre presse ; La nécessité d'une Foi syndicaliste révolutionnaire.

Jetées sur le papier il y a quatre ans, quatre longues années dont chacune compte pour dix, je me demande si ces réflexions possèdent encore quelque intérêt. Je l'espère. Je m'efforce de le croire. Je m'imagine que ce que j'appelais alors à grands cris, ce groupe d'études et de propagande destiné à doubler le syndicat, est venu, est en voie de se réaliser ; qu'il s'appelle le C.S.R.

Pour son œuvre de redressement et de nettoyage, la minorité syndicaliste a formé, dans des centaines de localités et de syndicats, des comités syndicalistes révolutionnaires. Un large et profond mouvement s'est ébranlé ; il n'a parcouru encore que sa première étape et déjà des résultats importants sont acquis ; de grandes fédérations comme le Bâtiment et les Cheminots, de grosses unions comme la Seine et le Rhône sont revenues au syndicalisme révolutionnaire. Demain, la C.G.T. nous reviendra peut-être.

Les C.S.R. disparaîtront-ils en cas d'une victoire à Lille ?

Leur mouvement stoppera-t-il ? Ce serait fâcheux, désastreux. A mon sens, il doit se préparer à franchir une deuxième étape, aussi importante et aussi pénible que la première. Il s'agit de se rendre exactement compte d'un besoin sourd mais puissant de notre mouvement ouvrier.

Il a besoin de militants. Qui lui en préparera, lui en élèvera, lui en fournira ? Les C.S.R.

Il a besoin d'incorporer ce Conseil économique du Travail, extérieur aux organisations syndicales, les dominant de si haut ou de si loin qu'il n'entend pas ce qui parle en elles et qu'il n'est pas entendu et compris d'elles. Un véritable Conseil économique du Travail suppose et exige des sections, des commissions d'études dans chaque fédération et chaque union départementale, plus, dans chaque syndicat. Faute de cela, il ne sera jamais en mesure de préparer le syndicalisme à la gestion de la production; il sera impuissant à remplir un jour le grand rôle de Conseil français de l'Economie nationale. Qui accomplira cette incorporation ? Les C.S.R., soit qu'ils suscitent la création de ces commissions d'études dans leurs propres syndicats et veillent sur leur fonctionnement, soit qu'ils en remplissent eux-mêmes l'office.

Notre mouvement ouvrier a besoin de refondre ses syndicats, de les perfectionner. Neuf sur dix n'ont pas la liaison avec chaque atelier, chantier ou magasin de leur ressort. Le syndicat ignore ce qui se produit à l'atelier et ce qu'on y pense, et l'atelier ignore ce qui se fait au syndicat, ce qu'on y discute, et ce qu'on y décide. Il est urgent d'établir cette liaison, de créer le délégué syndical d'atelier, de former nos Comités d'usine. Si le syndicat ne les forme pas lui-même, ils se formeront demain par nécessité et contre lui, comme en Angleterre et en Italie. Le syndicalisme révolutionnaire n'a pas les œillères du trade-unionisme et sa courte vue corporatiste, il s'attachera joyeusement à ce perfectionnement de son organisation, qui lui assurera une véritable renaissance. Qui peut être l'artisan de ce renouvellement ? Le vieil organisme a besoin d'être convaincu, pressé, bousculé peut-être dans quelques cas. C'est donc une nouvelle tâche qui incombe aux C.S.R.

Voilà du travail positif, immédiat pour les C.S.R.,

---

(1) Il nous parait du plus haut intérêt de reproduire en entier ces « Réflexions sur l'avenir syndical » écrites en pleine guerre, dans la tranchée, de février à juin 1917, ainsi que l'avant-propos datant de 1921. D'abord parce qu'ils sont très peu connus, n'ayant été reproduits que dans les « Cahiers du Travail » (à couverture grise, comme l'ancienne « Vie Ouvrière ») — publication malheureusement éphémère dont s'occupait, en 1921, Marie Guillot, notre « grande Marie ». Mais aussi, mais surtout parce que ces « Réflexions » sont restées actuelles, terriblement actuelles, et qu'à les lire (ou à les relire) tous les lecteurs de la « R. P. » en tireront quelque profit pour leur effort d'aujourd'hui.

refonte des syndicats, constitution et fonctionnement des commissions d'études qui donneront une substance aux travaux du Conseil économique. En procédant à ce travail, en forgeant, nos camarades deviendront forgerons, nos membres des C.S.R. deviendront militants, acquerront la connaissance précise de leur milieu, de leur industrie, du régime qu'ils combattent et des idées au nom desquelles ils livrent bataille au capitalisme.

Les C.S.R. ont donc un grand rôle à remplir, même si la C.G.T. passe aux mains des révolutionnaires, surtout si elle y passe.

Il nous faudra alors, ayant sorti la C.G.T. de l'ornière, remettre en état son moteur, prouver la supériorité des méthodes révolutionnaires, à la fois relever les effectifs syndicaux et leur redonner l'esprit de lutte.

Pour cela, des militants en grand nombre sont nécessaires. Nous en avons peu, trop peu. Et à ce petit nombre, nous imposons un système de propagande qui les use rapidement, qui les empêche de se nourrir intellectuellement, de se développer. Il faut parler tous les jours, tous les soirs, de réunion publique en réunion publique, de meeting en meeting. Qu'importe ce qu'ils diront. Il suffit de parler, de tenir la tribune, de dépenser de la salive.

De grâce, parlons moins, moins souvent et moins abondamment. Réservons les meetings pour les grandes occasions, où il faut mettre les travailleurs en face d'un devoir à remplir. Faisons de nos assemblées générales de réelles assemblées générales, où chaque syndiqué peut non pas produire un discours, mais ses remarques sur les points à l'ordre du jour.

Voyons clair d'abord. Ah ! si tous les militants avaient vu clair dans la politique confédérale, elle n'aurait pas sévi de 1914 à aujourd'hui ; son crédit aurait été moins long et ses dommages moins grands. Toute cette friperie chauvine et réformiste, cette démagogie démocratique, cette utopie soi-disant réaliste et constructive auraient été pesées et estimées à leur juste valeur, c'est-à-dire à zéro. Voyant clair eux-mêmes jusqu'au fond des fameux projets confédéraux, comme nos militants auraient pu faire voir clair plus vite aux masses ! Hélas, elles n'avaient le plus souvent, pour les mettre en arrêt, que leur seul instinct prolétarien.

Les Russes nous ont donné un remarquable exemple de méthode dans la propagande. Avant toute décision, ils dressent sous une forme analytique précise des thèses qui servent d'utile guide aux discussions. Inspirons-nous de cet exemple. Par ce moyen, nous saurons exactement ce que nous pensons et pourquoi nous le pensons. Ceux qui viendront à nous le feront en connaissance de cause et seront moins sujets à nous lâcher en cours de route.

On n'agit que lorsque l'on est convaincu de l'utilité d'une action. Faisons des convaincus. Ce ne sont ni les plus bruyants ni les plus violents qui possèdent la conviction la plus solide.

Je me souviens que ces cinq articles de « Réflexions sur l'avenir syndical » je les avais fait adresser à un ami qu'à chacune de mes permissions de détente je courais voir. Il était alors mineur dans la Loire. Je ne pouvais lui donner que quelques heures, mais je n'y manquais jamais. Le train m'amenait chez lui à 8 ou 9 heures du soir et me ramenait à 4 heures du matin. Nous passions la soirée et une partie de la nuit à causer, à discuter, même un fois dans le lit. Je n'oublie pas ce qu'il me dit alors de ces « Réflexions » :

— Je n'arrive pas à comprendre que tu puisses écrire sur notre mouvement syndical avec cette sérénité, en un tel moment, après tout ce que nous avons souffert, après tout le mal qu'ils ont fait... Moi, je les marquerai au vitriol.

Il me reprochait de n'avoir pas assez de haine pour les hommes, de passer mon chemin sans m'occuper de leurs personnes, et de m'absorber trop dans la recherche de méthodes de propagande susceptibles de rendre vigueur à notre mouvement.

Lui, il les a marqués au vitriol, en effet, peu de temps après, mais pour se jeter dans leurs bras quelques mois plus tard, pour s'acoquiner avec eux et faire plus de mal qu'ils n'en avaient pu faire. Aujourd'hui, c'est lui qui mène le branle de la scission, c'est l'homme qui, en novembre et en février présenta, défendit, fit voter la motion d'exclusions. C'est Dumoulin, vous l'avez tous reconnu.

Pendant ce temps, celui à qui il reprochait sa sérénité enjambe les cadavres de maintes et maintes amitiés et poursuit résolument sa route dans les rangs de la minorité.

Juin 1921.

I

NI LA QUALITE NI LA QUANTITE

Avant la guerre, le mouvement syndical français ne brillait point par le nombre de ses adhérents. C'était une vérité reconnue.

Nous nous consolions en pensant qu'en Angleterre et en Allemagne les masses étaient groupées, tandis que chez nous c'étaient les minorités agissantes ; et que ceci valait bien cela.

Au cours de ces deux ans et demi de guerre, je me suis demandé souvent si, à défaut de la quantité qui nous manquait incontestablement, nous avions réellement la qualité.

Je ne me le demande plus. Peu à peu je suis arrivé à la conviction que nous n'avions ni l'une ni l'autre.

S'il en avait été autrement, nous ne constaterions pas qu'un si petit nombre d'organismes syndicaux sont restés debout et que ceux-là même, si rares, sont condamnés à une vie aussi réduite.

Bien peu de fédérations et de syndicats ont résisté aussi bien que les vôtres, camarades instituteurs et institutrices. Votre « Ecole » est, si je ne me trompe, le seul organe syndicaliste révolutionnaire qui ait su à la fois rester fidèle à son passé et paraître régulièrement durant ces mauvais jours. Vous pouvez en ressentir un légitime orgueil, puisque leur résistance c'est la vôtre.

Parmi nous, j'imagine, beaucoup se préoccupent, s'inquiètent de l'avenir du mouvement syndical de notre pays. Non seulement du syndicalisme des instituteurs, aux problèmes si divers, mais encore, mais surtout de celui des autres corporations, en somme de l'ensemble du mouvement ouvrier et paysan.

La guerre ne durera pas éternellement. Nous vous reviendrons des tranchées. A notre retour, le prolétariat sera toujours le prolétariat — un peu plus meurtri, un peu plus saigné, voilà tout — et l'organisation, la lutte, les grands espoirs seront pour lui, pour nous, des nécessités, des devoirs, des besoins.

Ne conviendrait-il pas que, dès maintenant, nous

examinions les problèmes intérieurs, les questions d'organisation qui se poseront à nous demain ?

Hier, nous n'avions groupé ni la quantité ni la qualité. Rebâtirons-nous la petite maison d'autrefois sur le même sable mouvant ; réédifierons-nous des œuvres minables, sans fondations, sans carrure, sans flèche, à la merci de la première bourrasque qui viendra nous surprendre ?

Rebâtir ? Dans la plupart des cas, il n'y aura pas lieu ; la maison, un temps abandonnée, rouvrira ses portes. Dans les armoires, les carnets d'adhérents, les livres de procès-verbaux, les brochures de propagande et les comptes rendus de congrès se sont chargés de poussière ! Pourrons-nous reprendre le traintrain d'hier, le parlage de nos réunions et meetings d'antan, republier notre multitude de petits journaux corporatifs comme si rien de prodigieux ne s'était passé dans le monde ?

Nenni. Il y aura du nouveau. Un examen de ce qu'il faudra entreprendre s'impose. Nous avons tout le temps, hélas ! pour le faire. Essayons-le sérieusement et tous ensemble, si possible, ouvriers et instituteurs.

Cela doit comporter une sorte d'examen de conscience quant au passé et la recherche de nouvelles méthodes de propagande et d'action pour l'avenir. Du présent, si vous voulez, nous parlerons le moins possible ; il n'y a guère à en dire, d'ailleurs, à ce sujet. De cette façon, les censeurs de l' « Ecole » auront moins de tracas. Et nous, nous aurons le précieux soulagement d'oublier un instant le présent.

⁂

Il n'y avait pas à discuter, c'était un fait que nous n'avions pas groupé la quantité.

Les organisations à tendance réformiste n'étaient pas mieux partagées que celles à tendance révolutionnaire. Presque toutes, depuis dix ans, marquaient le pas. Il pouvait y avoir, ici ou là, une avance ou un recul ; le Bâtiment, d'un bond, après 1906, s'était donné une organisation qui permettait de beaux espoirs, bien déçus depuis ; mais dans l'ensemble, les effectifs confédéraux ne faisaient que se maintenir. Peut-être même avaient-ils fléchi, les dernières années.

D'où provenait cet éloignement du travailleur français pour ses syndicats ?

De plus d'une cause, assurément. En premier lieu, je veux le croire, de la situation économique du pays, demi-prospérité dans la stagnation, terreau excellent pour l'esprit de routine, pour l'égoïsme borné — se traduisant dans les milieux ouvriers par le débrouillardisme individuel, l'accession à la contre-maitrise, à l'artisanat, au petit commerce — et par le manque de toute foi.

Combien de centaines de fois avons-nous entendu, depuis la guerre, dans des bouches d'ouvriers et de paysans, ce refrain :

— On était devenu trop heureux. Tout le monde vivait à l'aise. Ne travaillaient pas que ceux qui ne voulaient rien faire...

Comme l'instinct de classe ne se laisse pas aisément refouler, souvent, il est vrai, le refrain se complète :

— Les riches ont voulu arrêter ça. Ils nous ont amené la guerre !

Il faut inculper aussi l'attrait des luttes politiques, la confiance énorme, quoique masquée par tant de sarcasmes, dans le recours à l'Etat, souverain dispensateur et protecteur. Quand on croit pouvoir, en déposant tous les quatre ans un bulletin dans une urne, s'assurer la journée de huit heures, un minimum de salaire, des ateliers propres et hygiéniques, pourquoi se donnerait-on de la peine dans un syndicat tous les jours de l'année ?

Il faut, il faut surtout ne pas oublier nos piètres moyens de propagande, impropres à attirer, plus impuissants encore à réagir contre l'empoisonnement des esprits par le patronat, par toutes les forces de l'Etat, par notre grande presse vénale. Nos méthodes d'administration et d'éducation étaient-elles bien capables de fixer dans les syndicats les travailleurs qui en franchissaient le seuil ?

⁂

Quelles seront les répercussions de la guerre sur la situation industrielle, agricole, commerciale, financière de la France, sur la confiance en la belle machinerie étatiste que nous ont léguée Louis XIV, les révolutionnaires politiques et Napoléon ? Quel ébranlement moral remarquera-t-on dans toutes les classes de la société ?

C'est ce qu'on ne saura que plus tard. Je ne veux pas me laisser aller aujourd'hui à vous dire mes prévisions. Sur ces causes d'indifférence syndicale, aux trop profondes racines, nous n'avons pas de prise directe.

Le plus raisonnable et le plus important, c'est de regarder dans le champ de notre activité courante ce qu'il y aurait de transformable par nos propres mains. Aidons-nous d'abord et les forces invisibles du destin ne manqueront pas de venir à notre secours.

Avocourt, 25 février 1917.

II

LES MINORITES CLAIRVOYANTES

Pas de méprise, les amis ; je n'ai dans ma poche aucun plan de redistribution des corporations en fédérations nouvelles, aucune formule miraculeuse de statuts syndicaux, fédéraux ou confédéraux capable de nous amener d'un coup les masses ouvrières, de gagner toutes les grèves et de faire la révolution en cinq-sec. Je vous avouerai même que je n'ai pas dans ma tête la moindre idée précise sur les possibilités et les impossibilités, les avantages et les dangers d'une scission confédérale.

C'est de tout autre chose que je veux vous entretenir et discuter avec vous. Nous avons jadis attaché, je crois, trop d'importance et dépensé toute notre passion à des discussions tactiques d'intérêt secondaire.

Rappelez-vous les débats à propos des fédérations d'industrie et des fédérations de métier, à propos de la substitution des unions départementales aux unions locales et aux Bourses du travail et tout le temps passé et perdu à propos de modifications aux statuts dans le plus petit syndicat comme dans la plus forte fédération.

Notez que j'ai été et que je reste partisan des fédérations d'industrie, des unions départementales, que je ne méprise point les règles que se fixe une organisation.

Je pense simplement qu'on peut faire de l'excellent travail dans le cadre de la fédération de métier et du mauvais dans celui de la fédération d'industrie. Les exemples ne manquent pas de fédérations d'industrie qui n'ont rien su faire.

Peut-être aurait-il été préférable que subsistent des années encore les fédérations de métier dans certaines corporations.

Tant qu'on n'a changé qu'une enseigne, on n'a rien fait. C'est pourtant ce dont on s'est contenté trop souvent ; combien d'unions départementales ne sont pas autre chose en fait que les unions locales d'hier ?

Du temps où j'étais délégué à l'Union des Syndicats de la Seine, la moitié — sinon les trois quarts — des séances se passaient à des revisions de statuts, à des discussions d'un haut goût juridique sur l'interprétation de tel ou tel article. Pendant ce temps, la véritable besogne n'était ni faite ni étudiée.

Nous nous sommes empêtrés dans des questions de forme et nous y avons étriqué, desséché notre conception du syndicalisme. Elles n'étaient pas à négliger, ces questions, mais elles devaient rester à leur place, la seconde, ne pas étouffer les autres plus importantes. Si bien que nos organisations étaient devenues comme des machines dont les servants passeraient tout leur temps à les rafistoler, sans songer à leur demander les services escomptés d'elles lorsqu'on en fit l'acquisition.

La tâche du syndicalisme est pourtant claire et pressante : dégager les besoins et les aspirations du peuple, atelier par atelier, corporation par corporation, centre par centre ; traduire ces besoins, les interpréter ; organiser la lutte pour les satisfaire ; comme ils ne seront définitivement satisfaits que par une transformation sociale profonde, l'œuvre de préparation révolutionnaire, d'accomplissement de la révolution, de l'organisation de la société incombe à nos syndicats.

Nos organisations sont les outils pour cette tâche. Outils façonnés par l'expérience ouvrière de cinquante années. Ils sont tels, après de multiples modifications ; il est probable qu'ils en subiront d'autres ; mais tels qu'ils sont, adoptons-les ; ils sont bons, allez.

Tant vaut l'ouvrier tant vaut l'outil. Les générations d'hier ne valaient pas cher. Nous étions dans une telle atmosphère d'égoïsme et de manque de foi que tous, même ceux qui se disaient les militants de la classe ouvrière, en étaient imprégnés.

Dans le nombre, certains se reprendront évidemment, mais le ressort cassé se ressoudera-t-il solidement ? D'autres reviendront avec une volonté retrempée et avec une ardeur longtemps contenue. Serons-nous nombreux de cette catégorie ?

On se remettra à la besogne, ceux du front et ceux de l'arrière qui n'ont rien abdiqué et rien renié, avec les éléments fournis par les jeunes générations qui ont vu clair à la lueur du brasier, avec aussi beaucoup de femmes, ménagères, ouvrières, paysannes, tirées de leur timide silence par toutes les douleurs accumulées ces années.

Malgré tant d'éléments divers, il est possible que nous ne soyons pas nombreux. C'est même probable. Nous ne serons qu'une minorité, infime et toute faible d'abord. Nous tâcherons tout de suite d'être une minorité clairvoyante avant de prétendre à être une minorité agissante.

Notre clairvoyance sera déjà, par elle-même, un acte. La clarté que nous porterons en nous et que nous projetterons montrera à des inconnus peut-être nombreux la longue route de la libération.

Nous n'entreprendrons pas de grandes choses. Nous ferons ce que nous pourrons. Une phrase d'un des premiers « Jean-Christophe » est revenue souvent dans mes méditations obligatoires de trouffion, et l'idée qu'elle exprime, je l'ai revue souvent, toujours avec une joie renouvelée, dans les articles de Romain Rolland. C'est l'un des conseils donnés par l'oncle Gottfried à son neveu. Je transcris de mémoire, sans vous garantir le texte exact :

« Tu veux être un héros et tu ne fais que des bêtises. Je ne sais pas ce que c'est qu'un héros, mais ça doit être quelqu'un qui fait ce qu'il peut. Les autres ne le font pas. »

Eh ! oui, personne, presque personne ne fait ce qu'il peut. De loin en loin, quelques hommes isolés et très rares. De là l'absence de réelles individualités, d'une réelle opinion publique, de grands courants humains. On commence par faiblesse, par paresse à se tromper et s'étouffer soi-même et l'on finit par livrer l'univers aux tigres.

La faible minorité que nous serons, sans se demander si elle sera héroïque ou non, fera ce qu'elle pourra. En premier lieu, elle tâchera de voir clair, d'être la minorité clairvoyante. Cela pose pour elle tout le problème de l'éducation. La sienne, d'abord, voir clair, soi. Voir clair en soi et autour de soi. Puis aider les autres à voir à leur tour, dissiper les brouillards tendus devant les yeux du peuple. Démêler ce qu'il y a à faire, les forces intéressées à l'entreprendre, les moyens d'aboutir, les difficultés à prévoir et à surmonter. Voir clair aboutit forcément à l'action sur soi et sur le monde.

Généralités que tout cela, dira plus d'un. Evidemment. Mais patientez. Nous aborderons, la prochaine fois, la série des petites choses qu'on pourrait faire tout de suite, sans rien se casser et si peu nombreux soit-on.

Avocourt, 27 *février* 1917.

III

LA CULTURE DE SOI-MEME

J'entends une objection :

— Nous ne serons pas une minorité infime et faible. Au contraire, nous serons nombreux, très nombreux. Tu verras cette foule !

— Oui, nous verrons. Je ne demanderais pas mieux que de le croire et souhaite que l'avenir me donne tort. Mais pour le moment, je n'en sais rien. Plus : je n'en crois rien. Hier, il manquait déjà beaucoup de bras, beaucoup de cœurs. Aujourd'hui, voyez, il ne reste plus rien. Que savez-vous de demain ?

Oh ! si vous prenez tous les gueulards, tous les agités, toutes les mouches du coche pour des hommes d'action, vous pourrez vous croire nombreux. Nous n'en manquions pas hier. On ne les a pas vues, toutes ces mouches du coche, ces dernières années, mais on les reverra, elles recommencent à sortir ; j'entends déjà leur bourdonnement. Attention ! que chacun, loin de croire la tâche légère, partagée entre beaucoup, se prépare à donner toutes ses forces, qu'il les rassemble, les augmente, qu'il devienne capable de faire sa bonne part.

Et pour la faire, il faut d'abord bien la voir, être parvenu à cette clairvoyance que nous nous assignons comme le premier but à atteindre. Nous en avons manqué hier. Qui oserait le contester ? Nous vivions, emportés par le mouvement, grisés par le bruit. A certaines heures pourtant, nous avions la perception bien nette et l'angoisse d'aller à la dérive.

Le syndicalisme avait repris son élan vers 1900; mais il s'était heurté assez vite à de grandes difficultés : un patronat modernisant sa défensive,

formant non seulement ses caisses noires de grève, mais disloquant la cohésion ouvrière par certains modes subtils de rémunération ; un Etat aux aguets, jouant de la patte de velours et de la poigne de fer, de la corruption sur les uns et de la répression sur les autres. Pelloutier, notre grand Pelloutier, mort en 1901, la Fédération des Bourses du Travail n'était plus qu'un grand arbre blessé, dont chaque année une branche flétrie tombait sur le chemin.

Cet élan syndical, plus particulièrement incarné dans les fédérations, se ralentissait après l'insuccès du mouvement de 1906 pour les huit heures, et se brisait au massacre de Villeneuve-Saint-Georges, en 1908. Alors, les querelles déchirèrent hommes et milieux ; c'était à qui rejetterait sur autrui la responsabilité de l'arrêt momentané. La lassitude accablait les meilleurs. La bible empoisonnait les ambitieux déçus. Les faibles et les jouisseurs filaient en douceur.

En quinze ans, le syndicalisme n'avait pas su se donner des hommes, des hommes nouveaux pour remplacer ceux que le socialisme et l'anarchisme lui avaient légués ou prêtés et qu'il avait rendus ou bien usés, des hommes, à la foi robuste, capables de tenir dans la tempête, de dominer l'adversité et de relancer le navire aux premiers vents favorables.

En quinze ans, les œuvres d'enseignement et d'éducation des Bourses du Travail — dont Pelloutier était si fier — avaient dépéri lamentablement, personne ne les vivifiant plus de son zèle.

Les Universités populaires étaient tombées et rien de plus spécifiquement ouvrier n'était sorti de leurs cendres. Le syndicalisme n'avait pas su organiser ses jeunesses ; il n'avait pas eu la prévoyance de créer ses pépinières de militants. Voilà où il en était la veille de la guerre. Voilà ce que nous n'avions pas su conjurer, hommes de bonne volonté, certes, mais de peu de clairvoyance et de peu de foi.

***

Nous pouvons faire notre *mea culpa*, car aucun de nous n'est sans faute. Certains en ont commis de plus lourdes, mais celle de les avoir laissé agir sans donner notre avis contraire, sans élever notre protestation, sans donner notre propre effort, n'est-elle pas assez grave ? N'aurions-nous péché que par paresse et par timidité, par paresse de nous former nous-mêmes une opinion et par timidité à prendre parti, que déjà ce serait beaucoup. Souvent, nous ne nous en sommes pas tenus là, nous avons répété de mauvais conseils, prononcé légèrement la condamnation de certaines formes d'activité. Nous avons médit de l'éducation ; nous n'avons pas aidé les quelques jeunes syndicalistes qui le tentaient à se donner une organisation ; nous avons gardé le silence quand on cria : casse-cou ! lors de la tentative de Léon Clément et des Jeunesses de la Seine d'organiser leurs séries de conférences éducatives. Surtout nous n'avons pas été ces « amants passionnés de la culture de soi-même » que nous disions être et tout cela, nous le payons aujourd'hui. Que le remords soit désormais notre aiguillon.

Il nous aidera à sortir de l'ornière où nous étions tombés, à surmonter notre paresse d'esprit et notre timidité, cette paresse de la volonté ; il nous aidera à ne plus y retomber ou, si nous y tombons encore, à nous en relever toujours.

Quand je regarde en arrière, elle m'apparaît invraisemblablement grande, cette paresse d'esprit. Ne m'a-t-il pas fallu les loisirs de la tranchée pour lire certains livres que je gardais depuis vingt ans à portée de ma main ? Je n'avais pas trouvé le temps, la force, la sagesse de les lire, de m'en nourrir. Et pourtant, j'étais de ceux qui lisaient le plus. Mais nous étions des esprits dispersés, gaspilleurs de notre attention et de nos forces ; presque tous, à des degrés divers, nous étions atteints du même mal.

Dans nos milieux, on ne savait plus la joie que donnent les lectures sérieuses et la force d'une pensée ferme et concentrée. On ne savait plus lire ; on buvait le journal, le quotidien et l'hebdomadaire ; cela suffisait à la soif intellectuelle d'alors. Le profond besoin d'apprendre, de former et nourrir sa pensée n'était plus ressenti.

Le journal, tel qu'il est, y a contribué pour une bonne part, alors qu'il pourrait être un si merveilleux excitant. Du haut en bas de la société, il a tué le goût des lectures sérieuses. Mais vous, camarades instituteurs, pouvez-vous me dire que l'école n'a pas sa part de responsabilité ? La méthode suivant laquelle on m'enseigna jadis l'anglais et l'allemand m'a dégoûté à tout jamais d'apprendre ces langues. La méthode suivant laquelle nos écoles apprennent à lire n'a-t-elle pas dégoûté pour jamais aussi le peuple de lire ? N'a-t-elle pas noué sa curiosité, tué son goût ? Car c'est une constatation très juste qu'a faite G. Dupin dans sa *Guerre infernale :*

« Les masses, en apprenant à lire, avaient désappris de discerner. »

***

Il y a vingt ans, l'affaire Dreyfus fit sentir qu'il n'y avait pas d'opinion publique dans ce pays ; pour en créer une, les Universités populaires se fondèrent. Elles son mortes et la tâche reste tout entière à faire. Qui ne s'en est rendu compte en ces tristes années ?

La cause de cet échec si complet, l'une des causes au moins, la principale à mon sens, fut de croire que des cours, des conférences, des discussions de groupes d'études pouvaient former une pensée. Si vous voulez m'en croire, mes amis, ne perdons pas toutes nos soirées à courir de réunion en réunion ; passons-en au moins tranquillement quatre ou cinq par semaine chez nous, dans notre chambrette, en tête à tête avec queques livres judicieusement choisis, en tête à tête avec les meilleurs livres révolutionnaires de tous les temps, en tête à tête avec nous-mêmes aussi.

Avant le groupe d'études, dont il nous faudra partout doubler nos syndicats — j'y reviendrai — je mets la planchette à livres.

Sur cette planchette, il est un livre que je voudrais voir parmi les tout premiers qui s'y aligneront. Il n'a pas été écrit pour nous, mais le mal qu'il combat ne nous est pas particulier : toute notre société en est atteinte ; paru quelques mois avant la guerre, il a passé presque inaperçu. C'est *L'Apprentissage de l'art d'écrire*, de Payot, publié chez Colin.

Le titre en est déplaisant, je le sais, mais il est inexact, car il s'agit bien pour lui de rhétorique ! Apprendre à écrire pour Payot c'est d'abord apprendre à penser, ce dont on ne se soucie pas.

D'où tant de bavards de plume et de tribune, d'atelier et de bistrot ; d'où tant de brouillons, dans les syndicats comme partout ; d'où si peu de bon travail en définitive.

Commençons par l'effort personnel, par la planchette à livres, par l'étude sérieuse, par la méditation dans la paix de la chambrette et vous verrez si ces heures de repliement sur soi-même ne feront pas de nous d'autres hommes que ceux que nous étions hier. Nous pourrons alors aller au cercle d'études, nous aurons quelque chose à y apporter, à y échanger et en rapporter. Mais tant que nous nous y rendrons la tête vide ou en désordre, nous en reviendrons les mains vides et le cœur soulevé. Assez de dispersion, de courses de réunion en réunion, de temps précieux gaspillé, d'intelligences nourries de salive, d'enthousiasmes flétris avant d'avoir fleuri.

IV

LES CERCLES OUVRIERS

C'est une erreur courante que notre pensée se forme et mûrit vers la vingtaine. En réalité c'était généralement beaucoup plus tard, autour de la trentaine, sur les résultats de notre connaissance personnelle de la vie.

Mais la guerre aura activé cette connaissance, précipité cette maturité pour un certain nombre de générations.

Autrefois, des quantités de jeunes gens ne pouvaient faire franchir à leurs idées le cap de la mise en ménage et de l'installation dans la vie. Des opinions révolutionnaires, ça faisait partie de la morve à jeter par la jeunesse.

Combien les rejetaient ! Leur nombre était énorme. En France, le déchet fait par toutes nos organisations était formidable. Nos syndicats, comme les groupes socialistes ou anarchistes, étaient des lieux de passage ; on y restait quelques mois ou quelques années, bien peu y étaient, s'y sentaient pour la vie.

Je ne puis croire que le mouvement d'aucun pays ait souffert d'une telle déperdition de forces. Et le plus triste, c'est qu'il restait en chemin beaucoup de natures sérieuses et ardentes. Peut-être les plus sérieuses et les plus ardentes.

Notre ami Brupbacher, de Zurich, passe son temps de guerre, m'a dit dernièrement quelqu'un qui lit de loin en loin son petit journal *Der Revoluzionner*, à faire une enquête sur la manière dont on vient au socialisme. Il pourrait employer plus mal son temps. Une telle enquête psychologique ne peut manquer d'intérêt ; ce qui est vrai pour Zurich a bien des chances d'être vrai pour toutes les villes industrielles ; aussi un camarade lisant l'allemand ferait-il bien, sinon de traduire tout ce travail, probablement étendu, au moins de nous en donner dans l' « Ecole » une bonne analyse.

Si j'avais connu son projet, j'aurais conseillé à Brupbacher de ne pas rechercher seulement comment on vient au socialisme, mais encore comment on s'en retire. Là-bas, le mal est probablement moins grave, mais il y sévit aussi, sans doute.

Pourquoi tant de gens nous faussent-ils compagnie ? Pour quelles raisons ? Sous quelles influences ?

Oui, je sais, dans l'atmosphère universelle d'égoïsme, où se préparait si bien l'orage sanglant de cette guerre, beaucoup nous quittaient pour ne penser qu'à leur intérêt personnel, pour se donner plus complètement au foyer qu'ils venaient de fonder. Ils ne voyaient pas qu'ainsi ils exposaient aux pires dangers ce foyer lui-même et les têtes chères qu'ils croyaient mieux sauvegarder.

Ce n'était pas la seule cause de dispersion ; ce n'était peut-être pas la plus importante. Il y en avait d'autres qui tenaient au contenu de notre action, à l'état d'esprit fiévreux qui régnait dans nos milieux, à nos habitudes de criaillerie, de dénigrement, au manque de confiance et de fraternité entre nous, au manque de sérieux de nos débats qui nous amenait à prendre des décisions que nous étions régulièrement incapables d'appliquer.

Qu'au bout d'une série de déceptions graves, certains, parmi les meilleurs, nous aient planté là, n'est-ce pas compréhensible ? D'autant plus compréhensible que nos idées les avaient seulement effleurés, qu'elles n'étaient pas entrées au fond de leur raison et de leur cœur.

Nous devrons procéder à une revision sérieuse de nos idées. La dure leçon de cette guerre nous le commande. Mais je suis bien tranquille, les bases de notre syndicalisme révolutionnaire n'en seront pas ébranlées ; elles en seront, au contraire, renforcées, inébranlablement cimentées.

Mais quelle revision de nos méthodes de propagande il nous faut accomplir au plus vite ! Quelle part d'efforts plus grande nous devrons donner à l'éducation et quelle importance parmi toutes les œuvres d'éducation au groupe d'études des aînés !

***

Nous avons jadis surestimé la valeur actuelle du syndicat ; nous avions enfermé toute notre activité dans son cadre. N'avons-nous pas confondu ce qui sera sinon le point d'aboutissement, au moins un stade ultérieur de développement, avec le point de départ ? Je me représente fort bien, pour un lendemain assez proche, un vaste réseau d'œuvres éducatives autour du syndicat et sous son aile. Mais pour le moment quelles œuvres sont nées, se sont développées, se sont épanouises dans son champ ? Il est vide aujourd'hui. Pourtant, les essais ne manquèrent pas. L'ombre du syndicat leur fut-elle mauvaise ?

Pour aujourd'hui, je crois à la nécessité provisoire de la séparation, de l'indépendance de ces œuvres éducatives. Les luttes intérieures qui se sont déchaînées, et qui ne manqueront pas de prendre toute leur intensité une fois la guerre finie, nous en feront d'ailleurs une obligation matérielle.

La renaissance syndicaliste est subordonnée à un vigoureux coup de balai dans la maison, c'est entendu ; mais les mêmes mains qui procéderont au nettoiement devront remettre de l'ordre et poursuivre le travail positif. Deux opérations à mener ensemble, aussi importantes l'une que l'autre, deux aspects d'un même tâche.

Le meilleur groupe de défense syndicaliste, ce sera le vrai groupe d'études syndicalistes ; le groupe d'idées, appelé à rassembler la minorité clairvoyante, à faire œuvre immédiate et œuvre de longue haleine, à doubler le syndicat d'un organisme qui sera comme ses yeux, en attendant d'être toute son âme réfléchie et ardente.

Les groupes d'études n'avaient pas, hier, grand attrait. Il en est peu qui aient laissé une trace durable ; il en est quelques-uns cependant. Je connais des centres où un groupe révolutionnaire, comme à Nancy, une jeunesse syndicaliste, comme à Brest, ont alimenté en militants, pendant des années, les syndicats de l'endroit. Beaucoup se rappellent, en outre, la précieuse série de brochures publiées, voilà une vingtaine d'années, par le groupe parisien des Etudiants socialistes, révolutionnaires, internationalistes, groupe constitué par des étudiants mais qui, par la suite, s'était ouvert à tous et ne comprenait, vers la fin, plus guère d'étudiants.

Nos groupes d'études à constituer ne donneront de résultats, ils n'auront de vie que dans la mesure où ils rassembleront un nombre plus ou moins grand de ces fervents de la planchette à livres que nous appelions la dernière fois. Eux seuls en seront le noyau solide, l'âme active et rayonnante.

Qu'une demi-douzaine d'entre eux, de tempéraments et de tendances divers, mais liés par un même désir de travailler à l'émancipation du peuple, décide de s'assembler un soir par semaine pour causer familièrement, entre égaux, pour échanger là renseignements et impressions, pour confronter remarques et points de vue et voilà

le meilleur groupe d'études fondé. Ses réunions hebdomadaires seront l'utile complément des veillées passées à la maison en tête à tête avec les livres ; l'œuvre de culture de soi-même s'y continuera, s'y parachèvera.

Tout naturellement, ce groupe des aînés s'intéressera aux autres œuvres ouvrières d'éducation, à celles que le besoin réclame, aux groupes de pupilles, d'apprentis, aux jeunesses syndicalistes, aux groupes féminins, aux groupes d'ouvriers étrangers. A chaque âge, à chaque besoin son groupement spécialisé. Le groupe d'études non seulement s'intéresserait à eux, mais les encouragerait, les soutiendrait, leur donnerait un effectif patronage.

Plus près les uns des autres, les jeunes et les vieux ne se méconnaîtraient plus et s'influenceraient heureusement. Les reproches qu'on faisait hier aux jeunesses socialistes de former des éléments turbulents, aux jeunesses anarchistes de verser dans l'individualisme et de conduire au faux monnayage, à la caricature répugnante de l'amour libre, ne trouveraient plus de fondement. Les meilleurs enfants de notre jeunesse ouvrière seraient aisément sauvés des deux écueils qui en ont tant englouti jusqu'à ce jour : la politique où tombent ceux qui ont trop d'ambition, et l'individualisme où sombrent ceux qui ont trop d'égoïsme.

Au centre, le groupe d'études ; autour toute une série d'œuvres éducatives ; le tout formant le cercle ouvrier. Qu'on ne s'effraie pas des difficultés matérielles de sa réalisation. Elles se résoudront d'elles-mêmes. Trouvez les hommes ; ils existent, mais épars ; ils ne viendront pas sur un simple appel ; modestes, méfiants, ils voudront voir le travail sérieux à faire ; ils attendront peut-être qu'il soit en train ; mais, ayez confiance, ils viendront, et vous les verrez un à un se mettre tranquillement à la besogne. Il suffit de commencer ; le coin de salle des premiers soirs ne pourra bientôt plus les contenir.

V

LE RECENSEMENT DES ORGANISABLES

« Il n'y a rien à faire ici... »

Vous les avez sûrement entendus ces mots ; peut-être même les avez-vous prononcés. Pour ma part, ils ont tinté plusieurs douzaines de fois à mes oreilles et je ne suis pas sûr de ne les avoir jamais lâchés.

C'est là, sous ces mots, que se cache la plus grande cause de notre inaction.

Quand quelqu'un déclare qu'il n'y a rien à faire chez lui, dans sa corporation, dans son quartier, dans son milieu régional, c'est justement que tout y est à faire. Oui, tout absolument tout, et qu'il n'y a personne pour le faire. Ceux qui auraient velléité de s'employer, de se dévouer à quelque chose, ne se rendent pas compte de la tâche qui est devant eux, ne voient pas où porter leur effort.

Avant d'empoigner la pioche et la truelle, on fait un plan, on dresse un devis. Faute de cette étude préparatoire, on tâtonnerait, on s'échinerait en pure perte, recommençant dix fois la même besogne, détruisant le lendemain ce qu'on avait ébauché la veille, se décourageant soi-même et décourageant autrui.

Ce que nous aurons à faire, au point de vue syndical, il faut de même le mesurer, en dresser comme la carte. Ensuite chercher par quel bout le prendre et de quelle manière la meilleure.

Voilà de l'ouvrage tout de suite, pour ceux de nos camarades qui souffrent dans leur coin de n'être utiles à rien. De quoi absorber leurs loisirs, écourter même leurs nuits pendant deux ou trois mois. Travail qui les paiera largement de leurs peines de recherche, d'étude, de réflexion par la connaissance profonde qu'ils acquerront de leur milieu et par l'aide qu'ils apporteront à leur entourage.

Qu'il se trouve, dès maintenant, dans chaque fédération professionnelle, dans chaque union départenmentale un camarade, qu'il s'en trouve plusieurs, qu'il s'en trouve vingt, mais qu'il s'en trouve au moins un pour écrire la monographie de son industrie ou de son département et demain, lorsque la guerre sera finie, la propagande syndicale pourra reprendre sans tâtonnement, d'un vigoureux élan.

***

Les monographies de fédérations professionnelles, rédigées avec la préoccupation d'en faire autant de plans d'action, devraient comprendre au moins trois grands chapitres.

Un premier analyserait l'état de l'industrie, le point de développement qu'elle avait atteint en juillet 1914 et les formes de l'organisation patronale. On y noterait ensuite les répercussions actuelles de la guerre et les problèmes industriels qui se poseront pour une remise en marche normale au lendemain de la paix.

Un deuxième chapitre donnerait : 1.) Les statistiques des ouvriers et des ouvrières occupés par centres et par spécialités. ; 2.) Le tableau des syndicats existants en 1914 avec l'effectif de leurs membres; 3.) Des renseignements précis et minutieusement contrôlés sur les conditions de vie des travailleurs de cette industrie, tarifs de salaire embrouillés et selon le dessein patronal destinés à diviser, à morceler les ouvriers et à les opposer entre eux, durée de travail, conditions hygiéniques, maladies professionnelles, taux de mortalité ; et enfin avec les prix courants de la vie quelques budgets de familles ouvrières. Conditions d'avant la guerre et conditions actuelles.

Le troisième chapitre retracerait le long effort ouvrier pour donner une organisation, dénombrerait les expériences successives pour mieux grouper, pour lutter avec plus d'efficacité, dresserait la liste des revendications formulées de période en période et ferait voir ce qui en a été réalisé et l'énorme part qui ne l'a pas été malgré des dizaines d'années de patience et d'efforts tant pas voie législative que par voie directe.

Pour ces monographies d'industrie, un modèle existe, un exemple a été donné durant des années, avant la guerre par Merrheim et la Fédération des Métaux.

De ce modèle, on ne s'était guère inspiré ; cet exemple n'avait guère été suivi ; presque personne ne s'était associé à ce travail, ne s'était mis dans son industrie à une œuvre parallèle.

Dans la métallurgie même, quelles difficultés ne rencontra par Merrheim !

Un jour, il fut accusé de tourner le dos aux principes révolutionnaires, lui qui devait, dans les jours graves que nous traversons, sauver l'honneur du syndicalisme français. Alors que les féroces gardiens des anciennes formules et des vieilles méthodes de propagande léguées au syndicalisme par le socialisme et par l'anarchisme ont perdu la boussole dans la tempête, lui a pu continuer sa route. C'est bien explicable quand on se donne la

peine de réfléchir. Il avait fait effort pour voir clair dans son industrie et y était parvenu. De là il avait vu le monde marchant à la guerre et l'avait prédite, l'avait crié dans l'incrédulité générale. Les événements prévus se sont produits ; ils ont pu l'écraser un moment, lui comme nous tous, mais la lumière qu'il portait en lui ne pouvait s'éteindre ; elle n'a pas tardé à briller dans notre affreuse nuit.

Le tenace travail poursuivi par Merrheim avant la guerre possédait un autre mérite ; il constituait le renouvellement des méthodes de propagande syndicale, renouvellement tenté déjà par Pelloutier, mais que la mort l'avait empêché de poursuivre.

Une argumentation solide, à coup de chiffres parlants, était enfin donnée à notre critique de l'exploitation capitaliste, en même temps que sortait des nuées le but positif de notre mouvement : la prise de possession et la gestion par les ouvriers de l'industrie et du monde dont ils sont aujourd'hui les serfs.

***

Se trouvera-t-il une cinquantaine d'hommes en France, un dans chacune de nos fédérations, pour entreprendre ce modeste travail préparatoire? S'en trouvera-t-il une centaine d'autres pour faire les monographies ouvrières de nos départements et de nos colonies ?

Vous avouerai-je que je n'ose pas attendre cet effort de nos fonctionnaires syndicaux d'hier ? Puissé-je me tromper en quelques cas. Mais que personne ne se repose sur le voisin plus qualifié. Que tous ceux — ils ne seront pas si nombreux, vous verrez — qui comprennent l'utilité de ce travail préparatoire se mettent de suite à la besogne.

De même qu'il existe un modèle des monographies industrielles, il en est un, excellent, des monographies départementales. C'est celui de Reynier pour l'Ardèche, publié dans la *Vie Ouvrière,* puis tiré en brochure grâce à l'aide du Syndicat des Instituteurs de ce département.

Voici comment m'apparaît le plan de cette deuxième série de monographies :

D'abord une partie descriptive dénombrant les centres industriels du département, donnant la statistique des ouvriers employés avec, en regard, les effectifs des syndicats, un tableau des tarifs de salaire par industrie et par centre, sans oublier une analyse de la situation paysanne, caractère de la propriété agricole, statistique des ouvriers et domestiques agricoles avec taux de leurs gages et salaires, renseignements sur les conditions de travail, durée, intensité, hygiène, etc.

Ensuite une partie historique double, où serait retracée d'une part l'histoire des industries les plus importantes et de l'autre l'histoire des syndicats, des Bourses du Travail, de l'union départementale actuelle, où l'on ferait revivre les grandes grèves soutenues dans le passé.

Un coup d'œil sur le mouvement coopératif départemental et ses liens ou relations avec le mouvement syndical, un court historique du mouvement local socialiste et anarchiste, en recherchant ce qu'il a donné — ou fait perdre quelquefois — au syndicalisme, formeraient un autre chapitre.

Puis viendrait en conclusion un examen des conditions que devrait réunir notre propagande syndicale, des préjugés à surmonter et à ruiner, et dans la majorité des cas une recherche des moyens de faire tomber le grave antagonisme qui sépare ouvriers et paysans.

Loin de faire double emploi et de se contrarier, ces deux séries de monographies, par industrie et par département, se compléteraient et se fortifieraient l'une l'autre.

Quant au problème de leur publication, il serait facilement résolu. Qu'on ne s'inquiète pas de cela. D'ailleurs nous l'envisagerons la fois prochaine en parlant de la décentralisation et de notre presse syndicale.

En quelques mois — si cent cinquante camarades veulent y consacrer les heures que leur laissent le travail et les soucis de la guerre — pourrait être assuré le recensement des ouvriers organisables et dressé le tableau des conditions de vie faites à notre pauvre peuple de France.

Si nous savions faire ce travail, nous aurions préparé nos labours. Viendraient les semailles, sitôt la guerre finie. Un homme suffit, dans le champ nu, pour guider la charrue ; un homme encore pour ensemencer. C'est seulement quand le blé a poussé, quand il est mûr qu'il faut des bras vigoureux pour le couper, le ramasser et le battre. Mais à mesure que notre blé poussera, la confiance aussi sortira de terre, grandira vite et les moissonneurs ne manqueront pas. Les plus incrédules de la veille seront parmi les plus ardents.

Il s'agit de trouver les laboureurs qui, dans le froid glacial de l'indifférence, traceront les premiers sillons et prépareront la terre. Ils existent, nous le savons. Notre cri d'appel arrivera-t-il jusqu'à eux ?

Eglingen, 15 *juin* 1917.

1919

Circulaire de lancement de la " Vie Ouvrière "

La « Vie Ouvrière » reparaîtra le 16 avril, après une interruption de près de cinq années (1).

Longue interruption qu'il n'est pas nécessaire d'expliquer ; la guerre suffit. Durant ce long temps, la « Vie Ouvrière » a fait ce qu'elle pouvait faire. Nous l'exposerons prochainement.

Nous voulons seulement noter aujourd'hui que, dès les premiers jours de la guerre, elle refusa de participer à l'union sacrée, qu'en octobre 1914 nous fûmes de ceux qui passèrent des nuits à recopier ce long et poignant cri d'humanité lancé par Romain Rolland sous le titre d' « Au-dessus de la mêlée », que, vers la même époque, sortes d'épaves dans le naufrage du socialisme, noyés, ballottés, survivants se cherchant, nous nous sommes rapprochés des socialistes russes et liés avec Trotsky.

Rolland et Trotsky : ces deux hommes nous ont sauvés du dégoût, du désespoir ; ils ont sauvegardé nos raisons de vivre et ranimé notre confiance dans l'Humanité et dans la Révolution.

Un an après, les épaves reprenaient la haute mer. C'était Zimmerwald.

Dret a dit un jour au Comité confédéral que le foyer de l'opposition syndicaliste, le foyer du mal, était le « noyau » de la « Vie Ouvrière ». Merci, Dret. Sans vous en douter, vous nous avez fait là le plus grand compliment. Ce sera l'honneur de toute notre vie d'avoir été cela dans la trop faible mesure de nos forces.

Des années durant, nous avions tenté de fixer l'attention des militants ouvriers sur le danger de mois en mois plus menaçant d'une guerre européenne. On se moquait de nous alors. Griffuelhes écrivait à notre adresse, en janvier 1912, dans son « Encyclopédie syndicaliste » :

> « Le mouvement ouvrier menace de devenir un simple lieu d'études, véritable Université populaire, au sein de laquelle quelques-uns apportent leurs connaissances en diplomatie et en compilation... Le syndicalisme ne saurait donc se reconnaître dans ces balades de la Perse au Maroc, du Maroc en Algérie, de l'Algérie en Normandie. »

Aujourd'hui, il apparaît bien que le syndicalisme aurait gagné à nous accompagner dans nos balades par le monde et à étudier avec nous les problèmes qui se sont résolus par la saignée universelle.

Lorsque nous avons reproduit l'étude d'Andler sur le « Socialisme impérialiste allemand » et pris sa défense contre presque tout le monde, même blâme de la part des militants syndicalistes qualifiés, de ceux qui s'étiquètent responsables et nous appellent irresponsables.

Un écrivain monarchiste écrivait en juin 1914 que nous étions « l'un des rares groupements de la presse révolutionnaire qui soit fermé à la corruption démocratique ». Ce groupe s'est tenu aussi ferme qu'il l'a pu dans la tempête de la guerre, demeurant fidèle aux principes du syndicalisme révolutionnaire, la lutte des classes, l'antiétatisme et l'internationalisme, gardant sa foi dans les destinées de la classe ouvrière de partout.

Affaibli par la dispersion de ses éléments les plus actifs, par la mort de plusieurs, par la défection d'autres, le « noyau » n'a pu remettre sur pied plus tôt la « Vie Ouvrière » ; aujourd'hui, la démobilisation lui ayant rendu Monatte et Rosmer, qui assumaient en 1914 la rédaction et l'administration de la revue, il se remet au travail.

Quelle tâche avons-nous à remplir ? Examinons la situation présente, la situation générale dominée par la liquidation de quatre ans de guerre et la situation du mouvement ouvrier. Déterminons notre position.

Le vieux monde branle

Les Alliés ont remporté sur les Empires centraux la victoire la plus complète. L'Autriche est déjà mise en morceaux. L'Allemagne, plus résistante, doit néanmoins accepter toutes les conditions des armistices successifs, comme elle devra accepter toutes les conditions de paix élaborées et décidées en dehors d'elle. Les Alliés ont cette victoire totale en vue de laquelle ils ont exigé de leurs peuples les plus grands sacrifices et pour laquelle ils les tenaient dans la guerre.

Cette terrible guerre serait la dernière à condition que le monde fût à jamais débarrassé de l'hégémonie allemande. Le prussianisme empoisonnait le monde. Il le tenait en suspens entre la paix et la guerre. Un monde où il ne serait plus serait un monde où il ferait bon vivre, où la liberté, liberté des peuples et liberté des individus, s'épanouirait d'elle-même, ne trouvant plus d'obstacles.

Depuis bientôt cinq mois, les délégués des gouvernements délibèrent et tant de problèmes les assaillent que le plus minime d'entre eux n'est pas encore résolu. Un des plus importants de ces délégués, par sa personnalité et par le pays qu'il représente, M. Lloyd George, déclare : « Le monde est dans un état de bouleversement et d'inquiétude et je n'aimerais pas à prédire ce qui arrivera d'ici un an à deux ans. »

C'était le paradoxe des partisans de la guerre

(1) La « Vie Ouvrière » reparut exactement le 30 avril 1919, sous la forme de journal hebdomadaire. Rosmer et Monatte eussent préféré reprendre la revue à couverture grise. Mais Loriot, Monmousseau et Vergeat firent pencher la balance pour l'hebdomadaire. Le lundi 3 mai 1920, Monatte était arrêté, premier inculpé d'un grand « complot » contre la sûreté de l'Etat, où, pour briser les mouvements revendicatifs, le gouvernement impliqua des syndicalistes, Monatte, Monmousseau, Sirolle, et des communistes, Loriot, Souvarine. Les dix du « complot » furent acquittés par la cour d'assises de la Seine, le 18 mars 1921. Monatte et ses amis avaient fait, à la Santé, plus de dix mois de prison préventive. Mais bientôt, survenait la scission syndicale et Monatte, abandonnant son enfant, le confiait à Monmousseau. Le dernier article de Monatte, dans la « Vie Ouvrière » hebdomadaire parut le 30 décembre 1921, sous le titre « Fichues étrennes ». Il s'agissait de la scission confédérale et de la naissance de la C.G.T. Unitaire.

jusqu'au bout, que plus ils la prolongeaient, plus sûrement ils démolissaient le vieux monde, le menaient à la ruine, au chaos, à la famine, à la révolution. Des bourgeois conservateurs, comme lord Landsdowne, tentèrent de le dire timidement et tardivement. Ils ne furent pas écoutés. Le vieux monde qui portait en lui la guerre était irrésistiblement conduit par la guerre au suicide. Mais l'héritage qu'il laisse est un lourd héritage de mort et de ruines, de confusion et de chaos, dont les peuples devront, dans tous les cas, faire les frais. Pour nous, qui voyions en même temps la folie de cette guerre et ses conséquences révolutionnaires, c'était payer la Révolution trop cher que de l'acheter au prix de la vie d'innombrables légions de jeunes hommes et de la famine s'étendant aux trois quarts de l'Europe.

Aujourd'hui, quand les capitalistes osent regarder en face leur œuvre, ils ont l'impression d'être au bord d'un gouffre et c'est une revue pas du tout révolutionnaire qui nota parmi les phénomènes sociaux dominant l'heure présente : « l'affolement des milieux capitalistes devant l'écrasant bilan financier de la guerre ».

La paix impossible

Que sortira-t-il de la Conférence de la Paix ? Il n'est que trop facile de le prévoir. Cette conférence manque outrageusement au premier article de son programme. Au moment de formuler les quatorze conditions de paix acceptées par la suite par tous les belligérants lors de l'armistice, M. Wilson disait :

> « C'est donc le programme de la paix du monde qui constitue notre programme. Et ce programme, « le seul possible », selon nous, est le suivant : « Des conventions de paix, au « grand jour, préparées au grand jour. »

Quel démenti ironique les faits lui donnent.

La Conférence travaille en petit comité, dans les ténèbres. Les délégués, ce sont les gouvernants eux-mêmes qui se sont eux-mêmes désignés.

Les peuples n'ont rien à dire, rien à savoir, rien à faire qu'à attendre quand c'est le sort du monde qui se règle. Où est donc la démocratie ?

Au moins le sort des petites nations, ce but premier et si souvent affirmé de la guerre, sera-t-il justement et définitivement réglé ? Ce problème des nationalités, auquel se sont raccrochés les socialistes de l'Entente traîtres au socialisme, sera-t-il résolu ?

Il suffit pour répondre de regarder ce qui se passe en Europe. On ne voit que conflits partout et souvent des batailles. La guerre continue. Libérés de demain sont déjà des ennemis. Les Polonais sont aux prises avec les Tchèques, les Serbes avec les Roumains, les Grecs avec les Italiens, les Yougo-Slaves avec les Italiens. Chacun veut occuper tout de suite, sans discussion, le territoire qu'il revendique. La Conférence dépêche missions sur missions, elle lance des avertissements comminatoires. Mais un conflit n'est plus tôt apaisé qu'un autre surgit, et aujourd'hui encore une dépêche de Fiume annonce que « les bataillons américains d'occupation ont quitté la ville. Le consul d'Espagne chargé de la protection des intérêts américains a avisé les ressortissants des Etats-Unis de se préparer à partir. L'Amérique veut observer une attitude d'absolue neutralité dans le conflit imminent italo-yougo-slave ».

Comme cette dépêche ressemble à celle des premiers temps de la guerre. Cette fin de guerre ressemble odieusement à son début.

Dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, les délégués discutent sans fin. Ils sont aux prises avec leurs marchandages, avec les traités secrets par lesquels ils se sont déjà réparti des territoires convoités. La justice n'a pas droit d'entrée.

L'idéalisme verbal qui emplissait les journaux jadis montre ce qu'il valait. Les grandes difficultés sont maintenant entre les Alliés et on en a l'écho au dehors. Le journal qui représente le mieux la politique de notre Quai d'Orsay, « l'Echo de Paris » parle avec un mépris tranquille de « l'idéologie » — manière polie de désigner M. Wilson.

Les nations opprimées ne seront pas définivement libérées parce que ce n'est pas pour cela qu'on a fait la guerre. Les Alliés se sont intéressés au sort des petites nations assujetties au joug autrichien parce que c'était un moyen d'affaiblir l'Autriche. Si elles avaient voulu vraiment cette libération, elles auraient commencé par faire chez elles — où c'était facile — ce qu'elles prétendaient aller faire ailleurs. Nulle petite nation n'a affirmé plus clairement ni plus tenacement sa volonté d'indépendance que l'Irlande. Le gouvernement anglais songe-t-il à la libérer ? Il n'y paraît guère.

Après avoir beaucoup discuté, comme il faudra aboutir, la Conférence s'arrêtera à des solutions moyennes qui ne satisferont aucun des adversaires et exaspéreront les antagonismes. Créées dans de telles conditions, les nations nouvelles seront une source perpétuelle de conflits et si on se rappelle comment la sorte de Ligue des Nations constituée jadis pour garantir la paix dans les Balkans s'acquitta de sa besogne, et comment elle échoua, on est obligé de conclure que la paix nouvelle sera bien précaire.

L'Allemagne sera ligotée le plus solidement possible, encore qu'on ne paraisse pas d'accord sur la méthode. Il importe aussi de lui laisser une gendarmerie assez forte pour contenir et écraser les révolutionnaires de l'intérieur. On est même prêt à l'y aider.

Finalement, la paix de demain ne se différenciera guère des paix d'hier. On la flanquera d'une Ligue des Nations pour donner satisfaction à « l'idéologie », pour donner aux peuples l'illusion qu'on a fait quelque chose de grand et de nouveau. D'après l'avant-projet adopté, cette Ligue des Nations ne sera guère plus que le Tribunal d'arbitrage existant déjà à La Haye et, si nous n'y prenons garde, elle pourra facilement devenir un moyen de défense de la réaction internationale.

Quoi qu'en ait dit le président Wilson, et peut-être contre sa volonté, le traité de Versailles ressemblera comme un frère au traité de Vienne.

L'Allemagne étant pour longtemps hors d'état de constituer un danger, c'est le bolchevisme qui sera considéré comme le péril le plus menaçant, c'est contre lui que seront dirigés les efforts de tous les gouvernants alliés — qui se rencontreront pour une fois avec Ebert-Scheidemann — exactement comme à Vienne, en 1815, la France étant écrasée, la Sainte-Alliance se préoccupa de mater l'esprit révolutionnaire répandu dans le monde par la Révolution française.

La France à la tête de la réaction

Quelle est dans tout cela l'action particulière de la France ? Dans le domaine international, ses gouvernants l'ont mise nettement à la tête de la réaction.

Sa politique effraie jusqu'aux libéraux d'Angleterre et d'Amérique et même les bourgeois francophiles de Genève qui commencent à craindre pour leurs intérêts un simple déplacement d'hégémonie. Politique non seulement réactionnaire mais stupide.

Il suffit de prononcer le mot de bolchévik devant M. Pichon pour qu'il soit affolé. Ni les libéraux anglais et américains qui exigent l'abandon de l'intervention alliée en Russie, ni M. Lloyd

George, ni M. Wilson n'aiment davantage les bolchéviks que M. Pichon. Mais ils ne perdent pas pour cela toute raison. Ils constatent que le gouvernement des Soviets a montré, par sa seule durée, qu'il représente exactement la Russie et que, persister dans l'odieux blocus par quoi on espère le réduire, lui prenant un jour son pain et un autre jour son charbon, ce serait s'aliéner pour de longues générations le peuple russe tout entier — exception faite de la bande d'émigrés entretenus à grands frais.

En Allemagne, les officiers français détruisent les soviets d'ouvriers et de soldats constitués au lendemain de la révolution, suppriment les organisations ouvrières chargées de contrôler la production dans les usines, obligent les cheminots à renoncer à la journée de huit heures, apportent ainsi une aide précieuse, dont les ouvriers font les frais, aux capitalistes rhénans, qui peuvent paisiblement continuer leur exploitation. Et les nôtres saluent comme des sauveurs Hindenburg, l'ancienne idole des pangermanistes, Ebert, Scheidemann et Noske, dénoncés hier comme nos plus redoutables ennemis, quand ils font assassiner Liebknecht et Rosa Luxembourg. Nouvelles classifications qui ont leur sens.

Le bilan de cette période sinistre ne peut pas ne pas être établi ; la leçon de cette guerre, non pas accident fortuit mais aboutissant naturel, fatal, du régime capitaliste ne peut pas ne pas être tirée. Le régime capitaliste nous a jetés à la guerre et se révèle impuissant à nous donner la paix. Avec le manifeste de Zimmerwald, nous disons :

> « Faillite de la civilisation, dépression économique, réaction politique, voilà les bienfaits de cette terrible lutte des peuples.
>
> « La guerre révèle ainsi le caractère véritable du capitalisme moderne qui est incompatible, non seulement avec les intérêts des classes ouvrières et les exigences de l'évolution historique, mais aussi avec les conditions élémentaires d'existence de la communauté humaine.
>
> « Les institutions du régime capitaliste qui disposaient du sort des peuples : les gouvernements — monarchiques ou républicains, — la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l'Eglise ; sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre surgie d'un ordre social qui les nourrit, qu'elles défendent et qui ne sert que leurs intérêts. »

En plein millerandisme

Dans la politique intérieure, la situation n'est pas moins grave. L'union sacrée, réalisée au début de la guerre par Viviani, Malvy, Thomas et la complicité de tant de chefs socialistes et syndicalistes, a pris fin sous sa première forme, mais se perpétue sous des vêtements nouveaux.

Ce ne peut être qu'en vertu de l'union sacrée que la C.G.T. donne mandat à son secrétaire général de participer aux travaux de la Conférence de la Paix. Il représente le gouvernement français à la Commission de législation internationale du Travail. Quelle autorité morale restera à la C.G.T. pour s'élever contre la paix impérialiste qui menace d'être signée ? La première manifestation de protestation de la C.G.T. contre la politique de violence de nos gouvernants pouvait être le retrait de son délégué. Elle ne semble pas y songer. Cela seul suffit à montrer à quel point elle est enlisée dans les sables gouvernementaux. Aujourd'hui comme hier, à la signature de la paix comme durant le cours de la guerre, elle « accepte, devant la classe ouvrière, de partager avec les classes dirigeantes les responsabilités actuelles et futures de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes ».

Jamais, espérons-nous, la classe ouvrière française n'acceptera le marché avilissant qui lui est proposé : vendre un silence honteux, troquer un acquiescement à la paix de violence, à la paix sans lendemain, pour le morceau de pain d'une loi sur les huit heures.

Une preuve non moins grave de la persistance de l'union sacrée nous apparait dans la réclamation par C.G.T. de l'institution du Conseil économique national. Les mêmes hommes qui luttèrent il y a vingt ans contre le millerandisme, qui combattirent l'illusion d'un Conseil supérieur du Travail, ont fait le voyage de Bordeaux dans le wagon retenu pour eux par Malvy et s'entendent aujourd'hui, avec Loucheur et Clémentel, pour organiser la collaboration des classes et faire endosser à l'organisation ouvrière une part de responsabilité dans le gâchis économique créé par la guerre.

Dans sa brochure, « Les Travailleurs devant la paix », Jouhaux conclut en allumant les lustres d'une prochaine et seconde nuit du 4 août !

« Une nouvelle nuit du 4 août doit terminer cette guerre », déclare-t-il textuellement.

Illusion ou mensonge. Il est permis de rêver, mais pas au point d'oublier que la bourgeoisie de notre doux pays n'est aucunement préparée, encore moins disposée à renoncer à ses privilèges de spoliation et de direction. Jamais dictature n'a pesé sur le pays plus lourdement que la sienne. La liberté de la presse n'existe plus. Non plus celle de réunion. La France est enfermée dans de hautes murailles. Rien n'arrive directement, librement du dehors. On respire un air étouffé et empoisonné.

Tout est tenté pour écraser la Révolution russe. Malgré cela et tant d'autres choses, la bourgeoisie serait à la veille de proclamer sa déchéance ! Allons donc ! Illusion ? Mensonge ?

Pendant qu'on s'entendait si bien avec milieux dirigeants, on faisait des changements importants dans la maison confédérale. Lorsqu'il était question de réunir un congrès confédéral, on objectait qu'il était impossible de le tenir avant le retour des mobilisés. Un congrès aurait le pouvoir de modifier les statuts confédéraux. Des novices pourraient porter sur eux une main sacrilège. Le congrès s'est tenu. Les novices n'ont pas regardé du côté des statuts. Mais les habiles, sans gêne, en hâte, sans attendre le retour des tranchées, ont bouleversé l'unité ouvrière. Ils ont rompu le pacte de Montpellier, poignardé la Fédération des Bourses, enlevé la direction de la C.G.T. aux militants pour la donner aux fonctionnaires syndicaux.

Où un Millerand échoua au lendemain de l'affaire Dreyfus, qui fut tout de même une bataille contre les pires formes de réaction, un Viviani, un Malvy, un Clemenceau, un Loucheur ont réussi, après la plus terrible guerre déchaînée par les impérialismes. Nous n'avons pas eu de millerandisme, ou très peu, et nous avons aujourd'hui un loucheurisme triomphant. Le syndicalisme a disparu, par morceaux, et le secrétaire de la C.G.T. parle à peu près le même langage que le grand industriel ministre dont il est l'adjoint technique à la Conférence de la Paix.

Contre ces formes de réaction, nous lutterons de toute notre énergie. Nous étions syndicalistes révolutionnaires avant la guerre. Nous le restons ; l'épreuve de la guerre n'a fait que tremper nos convictions.

Non pas que la guerre ne nous ait rien appris. Ce qu'elle ne nous a pas montré ni appris, c'est que nous avions tort de lutter à la fois contre le capitalisme et contre l'Etat, c'est que notre con-

ception de la révolution basée sur le syndicat était chimérique. Qu'est-ce donc la révolution russe, sinon une révolution d'un caractère syndicaliste ? Sadoul, dans une de ses lettres admirables, demandait aux syndicalistes français s'ils ne reconnaissaient pas les traits de la révolution de leurs espoirs, sur le visage douloureux de la République fédérative des Soviets. Dès le premier jour, pour notre part, nous en avons été frappés.

Partout dans le monde, le socialisme électoral s'efface pour laisser paraître au premier plan le socialisme vraiment révolutionnaire. La révolution russe opère la résurrection du socialisme. Partout, sauf en France. C'est que la guerre a provoqué chez nous la formation d'une pourriture syndicalo-gouvernementale et syndicalo-patronale. Contre elle, nous entendons défendre le mot de syndicalisme et la chose. La renaissance socialiste et syndicaliste qui s'affirme de toutes parts, ne nous décevra pas. Le travail de réorganisation, de rajustement des organismes ouvriers, de revision et de redressement des idées, d'assainissement de l'opinion publique empoisonnée nous appelle.

Il s'agit, d'abord, de voir bien clair et de faire voir clair autour de nous. Etude, propagande, travail constructif doivent marcher de pair avec le coup de balai dans la Maison du Peuple et par tout le pays.

Discours au Congrès de Lyon

Camarades, avant d'aborder le débat (1), je veux revenir brièvement sur une des demandes que j'ai formulées à l'ouverture de cette discussion, lorsque j'ai demandé au Bureau confédéral la publication des procès-verbaux du Comité confédéral durant toute la guerre.

Je veux qu'il n'y ait pas de malentendu. Dans le rapport qui vous est soumis, vous lisez ceci :

« Notre désir était de réunir toute la documentation rappelant la vie du Comité confédéral durant les quatre années de guerre. Ce désir, nous le réaliserons immédiatement après le Congrès de Lyon, et par le moyen d'une forte brochure, nous mettrons les organisations en possession de cette documentation. »

Il faut qu'il soit bien entendu que cette documentation doit comprendre à la base les textes eux-mêmes. Que le secrétariat confédéral apporte sur ces textes, sur ces procès-verbaux, toutes les remarques qu'il croira devoir apporter ; mais je crois que le Congrès exigera les pièces essentielles du débat, c'est-à-dire les procès-verbaux intégraux (2). Et ainsi, un jour, le mouvement ouvrier français, les syndicats sauront dans quelles conditions Jouhaux a prononcé sur la tombe de Jaurès le discours qui a constitué le premier acte, le premier fossé entre lui et nous, entre la majorité confédérale se ralliant à la guerre et nous, fidèles à l'internationalisme et ne courbant pas le front devant la guerre.

On saura dans quelles conditions le Bureau confédéral, une partie du Comité confédéral, est allé dans un wagon ministériel à Bordeaux.

C'est un point d'histoire qu'il faut éclaircir.

GAUTHIER. — Je ne laisserai pas dire des mensonges ; nous y sommes allés en troisième classe.

BOURDERON. — Non, Gauthier, ce ne sont pas des mensonges (3).

MONATTE. — Les menteurs sont de votre côté !

Camarades, dans une lettre rendue publique et adressée aux organisations qui m'avaient mandaté, notamment à l'Union des Syndicats du Rhône dont je suis fier d'avoir été, au Comité confédéral, le délégué suppléant au côté de Merrheim — Union qui fut, au début de la grande tourmente, le seul organisme départemental que nous trouvâmes fidèle à l'internationalisme ouvrier — j'expliquais les raisons de ma démission du Comité confédéral. Cette lettre, je vous demande la permission, non pas de vous la lire entièrement puisque vous l'avez sous les yeux dans la *Vie Ouvrière*...

Un délégué. — Par qui est-elle subventionnée, la *Vie Ouvrière ?*

MONATTE. — Nous sommes propres, et si nous n'avons que cela, c'est notre force ! (*Applaudissements.*)

Dans cette lettre rendue publique, je disais ceci:

« Camarades, après le vote émis dans sa séance du 6 décembre par le Comité confédéral, je considère comme un devoir de renoncer au mandat que vous m'aviez confié.

« Voici les raisons qui ont dicté ma détermination :

« Au cours de ces cinq premiers mois, c'est avec stupeur, avec douleur, que j'ai vu :

« Le Comité confédéral enregistrer purement et simplement l'acceptation par son secrétaire général d'une mission officielle de Commissaire à la Nation ;

« Quelques semaines plus tard, la Commission confédérale envoyée à Bordeaux (*et dont faisait partie Gauthier*) consentir à faire une tournée de conférences pour le compte du gouvernement ;

---

(1) Ce discours a été prononcé au XIVe Congrès de la C.G.T., réuni à Lyon, à la séance du matin du mercredi 17 septembre 1919. Il a été publié dans le compte rendu sténographique officiel, pages 104 à 115. Mais il ne fut pas soumis, préalablement, à l'orateur, selon l'usage. Ainsi, Monatte ne put corriger les fautes, inévitables, de la sténographie. Il l'a fait dans le texte que nous publions. On ne s'étonnera donc pas de différences parfois essentielles, avec le texte du compte rendu sténographique officiel, qui fourmille d'erreurs. Les sous-titres ont été ajoutés par nous.

(2) Ces procès-verbaux n'ont pas encore été publiés.

(3) Cette interruption de Bourderon ne figure pas au compte rendu sténographique officiel.

« Des militants syndicalistes, des fonctionnaires d'organisations, tenir un langage digne de purs nationalistes.

« Aujourd'hui, le Comité confédéral vient de refuser sa sympathie aux efforts tentés en vue de la Paix par les socialistes des pays neutres.

« Pour le Comité confédéral, parler de paix en ce moment constituerait une faute, presque une trahison, une sorte de complicité dans une manœuvre allemande, tout comme pour le *Temps* et pour le gouvernement. »

Vous nous l'avez jeté souvent à la face et, hier encore on rappelait cette interruption lancée au dernier Congrès au camarade Bourderon, alors qu'un obus éclatait :

— Vos amis les Allemands !

Oui, les ouvriers allemands sont nos amis, sont nos frères... (*Applaudissements.*)

Vous, ce n'est pas à eux que vous vous associez, vous vous associez à leurs exploiteurs, à leurs assassins ! (*Applaudissements.*)

Je concluais ma lettre de démission du Comité confédéral en disant :

> « Dans ces conditions, il m'est impossible de rester plus longtemps dans son sein, car je crois au contraire que parler de paix au lendemain de la bataille de la Marne est le devoir qui incombe, en ces heures tragiques, aux organisations ouvrières, conscientes de leur rôle. »

Ce devoir, vous y avez manqué !

Quelle était notre attitude à nous tous, avant la guerre ? A quelques-uns nous avons gardé notre foi et nous ne nous sommes plus trouvés qu'une poignée. Cette poignée, elle s'est morcelée par la suite, elle s'est effritée. Mais ces heures-là, nous ne pouvons pourtant pas les oublier.

Je ne ferai pas au Bureau confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation. Non ! Nous avons été impuissants, et les uns et les autres. La vague a passé, elle nous a emportés. Nos ennemis de classe ont agencé de telle façon leur entreprise, ils ont trop bien réussi à affoler le pays. Mais si la masse pouvait, en un tel moment se laisser entraîner, il est des hommes qui devaient tenir bon et attendre que le vent ait passé, et se redresser. Or, ils ne l'ont pas fait.

Quelle a été notre attitude ? Elle a été fort bien exprimée dans une déclaration d'un socialiste italien, que je veux vous relire. Turati disait à la Maison du Peuple de Milan :

> « Une fois l'intervention proclamée... et le pays engagé de toute façon dans une aventure qui peut mettre en danger son indépendance et son unité, nous — proclamèrent d'une seule voix la direction, le groupe parlementaire et la presse socialistes — nous ne saboterons pas votre guerre, nous n'affaiblirons pas ni directement, ni indirectement, par des faits positifs, la défense nationale ; nous concourrons même volontairement et sans feinte à adoucir toutes les blessures et à réconforter toutes les souffrances qui résulteront du désastre ; mais point de coresponsabilité, aucune complicité avec les classes dirigeantes, avec les partis bourgeois qui voulurent ou qui admirent cette situation. Séparation nette, absolue, sans équivoque, sans transactions. Deux routes, deux âmes, deux mondes, nous et eux, irréconciliables — aujourd'hui et plus encore demain. »
>
> (*Applaudissements.*)

Pas de coresponsabilité ! Mais en France, le secrétaire confédéral acceptait un mandat de Commissaire à la Nation ; le secrétaire confédéral, votre représentant, le représentant des ouvriers français, va aujourd'hui à la Conférence de la Paix, à côté d'un des ministres responsables de la guerre. Voilà la coresponsabilité de l'organisation ouvrière française avec les responsables, les fauteurs de la guerre.

(*Applaudissements.*)

Notre état d'esprit d'alors ? Jugez-en par la lettre suivante de l'Union des Syndicats du Rhône :

« Lyon, le 23 décembre 1914.

« Mon cher Monatte,

« J'allais t'écrire au moment où je reçois ta lettre de démission. Certes, nous comprenons et partageons entièrement ton écœurement du dernier vote émis par le Comité confédéral ; on ne peut croire à une réalité aussi décevante, et à une semblable faiblesse de conception chez des militants ayant tant de fois crié véhémentement au public leur haine du militarisme et de la guerre.

« En cette période, nous assistons impuissants au sabotage des idées qui nous étaient les plus chères et de l'organisme ouvrier dans lequel nous avions placé tout notre espoir, et pour qui nous aurions sacrifié notre liberté et notre vie.

« Je veux croire, malgré tout, que ce n'est là qu'un égarement momentané, que la netteté de notre pensée internationaliste dissipera toutes les confusions engendrées par le néo-nationalisme révolutionnaire.

« Reprenons courage quand même, car il ne faut pas que notre bel idéal syndicaliste puisse disparaître dans la tourmente guerrière.

« La Commission exécutive de l'Union du Rhône a appris lundi, par une lettre de Merrheim, ta démission, et unanimement les camarades m'ont chargé de t'écrire pour te demander de revenir sur ta décision, bien que nous arrivions un peu tardivement.

« Oui, ta lettre de démission exprime nos sentiments et elle dit des choses nécessaires, mais cependant ta présence au Comité confédéral est plus que jamais utile si l'on veut empêcher notre C.G.T. de se discréditer davantage aux yeux des sincères qui ne veulent pas transiger avec leurs convictions, surtout aux heures de danger.

« Nous traversons des épreuves particulièrement pénibles, mais il faut se garder du découragement et les rares militants restés avec leurs pensées entières se trouvent dans l'obligation de racheter par leur énergie les erreurs regrettables de ceux des nôtres qui se sont laissé entraîner par le courant de la folie sanguinaire.

« L'Union du Rhône est décidée à maintenir résolument son point de vue ; après, comme avant la guerre, elle exprime son horreur des tueries barbares et s'affirmera toujours et en toutes circonstances en faveur de la paix.

« La commission exécutive m'a même demandé, le cas échéant, d'aller défendre notre manière de voir devant le Comité confédéral, si une discussion d'une certaine ampleur intervenait à bref délai sur ce sujet.

« A nouveau, mon cher Monatte, nous t'exprimons notre entière confiance et nous t'encourageons vivement à rester à ton poste de combat.

« Amicalement à toi.

MILLION. »

Ceci, c'était écrit le 23 décembre 1914. Huit jours après, j'étais récupéré. Un mois après, je rejoignais mon dépôt. Million, pour son action pacifiste, pour sa fidélité au syndicalisme, un matin se voyait cueillir, non administrativement, mais par deux agents de la Sûreté, lui disant : « Nous vous emmenons au Maroc ! » Voilà comment on se comportait à l'égard des militants restés fidèles à leurs idées.

Je veux ajouter encore un fait :

Un de nos amis, Suisse, parlant à un député socialiste français, lui disait : « Mais vous ne pouvez pas nier qu'il y ait une minorité dans le syndicalisme, qu'il y ait encore des internationalistes, qu'il y ait une opposition contre la guerre! » Quelle réponse lui était faite ? « Patience, lui répondit Renaudel, la mobilisation n'est pas finie !... »

En effet, la mobilisation n'était pas finie ! Nous passions devant les Commissions de récupération et tous ceux qui étaient considérés comme minoritaires allaient à la guerre!

Camarades, vous avez accepté une responsabilité dans la guerre, vous l'avez partagée avec les gouvernants. Pour nous, cette guerre, c'est le grand crime que nous devons imputer au régime capitaliste ; c'est au nom de cela, de cet assassinat de la civilisation, que nous devons prononcer la condamnation du régime capitaliste et dire à ses dirigeants : « Vous n'avez plus le droit moralement de conduire le monde ; vous l'avez mené à la boucherie ; vous ne pouvez pas l'en sortir ; vous l'y rejetterez. » C'est pour cela que nous disons que l'organisation ouvrière française, elle qui tenait dans le monde une place si particulière, marquée par l'idéalisme révolutionnaire, a trahi sa mission ! C'est avec une amertume sans nom, une amertume inexprimable que nous, qui n'avons d'autre raison de vivre, nous ne pouvons, pas plus aujourd'hui qu'hier, accepter cette responsabilité de notre organisme central. Responsabilité qui s'est affirmée au début de la guerre, qui s'est affirmée tout au cours de cette guerre, qui s'est affirmée à la conclusion de cette guerre par la présence de Jouhaux à côté de Loucheur. C'est cela que nous ne pouvons pas admettre. Là-dessus, aucune abdication de notre part n'est possible. C'est notre point de vue entier que nous devons défendre ici. Vous n'êtes plus dignes, camarades, d'interpréter la pensée du mouvement ouvrier français. (*Applaudissements.*) Et je demande à ceux avec qui nous avons dit cela en 1914, en 1915, en 1916, en 1917, je demande à Merrheim, je te demande à toi, Dumoulin : « Cet engagement, ce serment : Eux et nous irréconciliables aujourd'hui et plus encore demain, qu'en avez-vous fait ? L'avez-vous tenu ou trahi ? »

Il faut que vous me répondiez, parce que, dans le malaise actuel, c'est cela qui est à la base !

« On a faussé l'organisme confédéral »

Je veux maintenant faire une incursion dans un autre domaine, le domaine administratif.

Vous savez qu'au cours de la guerre, une proposition de réorganisation du Comité confédéral, de l'organisation confédérale, a été faite. Je dis et j'entends affirmer, prouver, qu'on a faussé l'organisme confédéral. La réorganisation administrative de la C.G.T., la suppression de l'ancien Comité et la constitution d'une Commission administrative ont fait sortir l'organisation ouvrière de la ligne qu'elle s'était tracée, que lui avait tracée le pacte d'unité de Montpellier. Vous savez que l'unité ouvrière s'est faite alors par la fusion, la juxtaposition de la Fédération des Bourses et de la Section des Fédérations de l'ancienne Confédération, les deux organismes ayant les mêmes droits, en haut et en bas.

Or, j'estime qu'aujourd'hui les Unions départementales se sont laissé abuser, tromper par le rapport de Lapierre. On vous a présenté comme une amélioration du système ce qui a été une falsification de l'organisme.

Deux raisons ont présidé à cette réorganisation. Deux groupes de pensées différentes se sont trouvés d'accord pour commenter, soutenir et faire triompher cette réorganisation. D'une part, le Bureau confédéral, obéissant à ce sentiment : mettre à la porte du Comité confédéral, du contrôle de la gestion de la C.G.T., ceux que l'on appelle les « emmerdants ». C'est le beau motif auquel certains ont obéi. Le mot a été dit.

Un deuxième, animé par des raisons théoriques, c'est le point de vue des partisans des Fédérations.

Il y a toujours eu un certain antagonisme au sein du Comité confédéral, entre les représentants des Fédérations et les représentants des Bourses du Travail. J'ai suivi, pendant dix ans, les travaux du Comité confédéral ; je puis dire que les délégués des Bourses et des Unions ont toujours été les parents pauvres du Comité confédéral. Aussi, quand je trouve, sous la plume de Merrheim, certaines affirmations, j'ai le droit d'être surpris. Dans un article de Merrheim sur ce projet de réorganisation administrative de la C.G.T., je trouve un acte d'accusation contre les représentants d'autrefois des Bourses du Travail au Comité confédéral.

Bien qu'il soit un peu long, je crois, pour la clarté du débat, qu'il est nécessaire que je vous le lise :

« La constitution même du Comité créait une espèce de dualité entre les représentants des Fédérations responsables devant leurs organisations de l'exécution de ou des décisions, et les délégués des Unions ou Fédérations départementales n'ayant pas cette responsabilité.

« En effet, par leur représentation directe, les Fédérations nationales de métier ou d'industrie étaient à même de saisir immédiatement toute l'importance des décisions sur lesquelles leurs délégués étaient ou avaient été appelés à se prononcer et d'en mesurer les conséquences, par rapport à leurs responsabilités.

« Il n'en était pas de même des Bourses ou Fédérations départementales. Leurs délégués ne connaissaient que peu ou pas du tout la force de réalisation, d'action réelle de la Bourse ou de l'Union départementale qu'ils représentaient et avec qui ils ne correspondaient la plupart du temps que très imparfaitement.

« N'ayant pas la préoccupation des responsabilités, ces délégués se prononçaient d'autant plus facilement et sans réserves pour un mouvement, qu'ils n'avaient pas à en assurer l'exécution ou à le conduire à son terme logique : à des résultats réels.

« De là, il faut avoir le courage de le reconnaître, naquirent souvent des rivalités sourdes entre représentants directs de Fédérations et délégués des Bourses ou Unions ou Fédérations départementales. Les premiers estimaient à leur juste valeur les forces morales et matérielles qu'ils représentaient et leur capacité de résistance en cas de conflit. Les seconds n'en tenant aucun compte, quelles qu'en soient par la suite les répercussions et les conséquences pour les organisations. Il ne faut pas chercher d'autres causes aux nombreuses déceptions que l'action confédérale infligea à la classe ouvrière française. La C.G.T. obligea les syndiqués à une « gymnastique révolutionnaire », pour rappeler une expression qu'on employa et dont on abusa trop souvent — sans

que le corps du « gymnaste » (du syndicalisme) fût capable de donner, par la coordination de ses organismes, l'effort nécessaire de réalisation.

« C'est une étape de plus que la C.G.T. va franchir vers une unité administrative et d'action plus étroite que par le passé. »

Eh bien ! je dis que c'est là un jugement injuste sur les délégués des Bourses du Travail au Comité confédéral.

Que l'on prenne l'action confédérale de ces vingt dernières années, on se rendra compte que les Bourses du Travail n'ont pas joué le rôle que leur attribue Merrheim. Les Bourses du Travail et leurs représentants au Comité confédéral ont toujours subi l'hégémonie des Fédérations nationales. Evoquons cette période : c'est la Fédération de l'Alimentation, les Coiffeurs, ce sont celles des Métaux, du Bâtiment, des Cuirs et Peaux, qui ont mené le mouvement confédéral. Et, au sein du Comité confédéral, c'étaient eux, toujours eux, qui étaient les interprètes, les défenseurs de cette « gymnastique révolutionnaire » qu'on reproche aujourd'hui aux délégués des Bourses.

On veut donc en venir à ce que dit Merrheim en concluant : « C'est une étape de plus que la C.G.T. va franchir vers une unité administrative et d'action plus étroite que par le passé. »

Une étape, oui, c'est une étape pour arriver à la gestion de la C.G.T. par les Fédérations seules et, cela, c'est fausser l'organisme confédéral ; c'est, d'une part, créer une centralisation confédérale redoutable pour la C.G.T. elle-même ; c'est la prédominance des Fédérations ; c'est aussi l'organisme ouvrier, l'organisme central tout entier dans la main des fonctionnaires syndicaux.

A cette tribune, Million a évoqué, dans son discours d'ouverture, la figure de Pelloutier, le représentant de la Fédération des Bourses et celui qui nous a donné, qui a donné au syndicalisme français son expression théorique. Nul depuis lui n'a apporté d'idées nouvelles au syndicalisme. Quand nous avons besoin de retrouver la ligne droite du syndicalisme, c'est encore à Pelloutier, à la Fédération des Bourses que nous sommes obligés d'aller demander des conseils. Et ton projet, Lapierre, c'est le coup de poignard dans le dos de la Fédération des Bourses : toi, qui avais été un des militants les plus actifs des Unions départementales, tu n'avais pas le droit de faire cela. Oh ! je sais bien qu'on va dire : « Les Unions départementales ont aujourd'hui, tous les quatre mois, une représentation directe qu'elles n'avaient pas autrefois. » En effet, les anciennes Conférences des Bourses et des Fédérations se tenaient à des intervalles plus espacés. Mais qu'a-t-on fait ? On a multiplié le nombre de Conférences des Bourses et des Fédérations, un point c'est tout. Et que peut-on faire dans ces Conférences ? On arrive. Il y a un grand sujet qui tient la discussion de la journée, ou des deux journées. Il y a de nombreux discours ; mais, toute la vie administrative, mais toute la vie intérieure, tout le travail effectif de la C.G.T. ne passe pas sous vos yeux, délégués d'Unions départementales qui venez au Comité confédéral national. Tout ce travail, il est fait, il est enfermé dans la Commission administrative, et là, vous arrivez à des résultats comme celui de la discussion de la Commission administrative à propos du 21 juillet, où vous voyez un secrétaire fédéral qui peut venir dire ceci, alors que cette lettre dit tout le contraire (*Applaudissements*), et que personne n'est à même, au sein de cette Commission administrative, de dire : « Il y a là un mensonge !... » (*Applaudissements.*)

Avec l'ancien Comité confédéral, qui pouvait avoir ses défauts, qui pouvait avoir ses imperfections, ce mensonge n'aurait pas pesé d'un poids aussi lourd sur une décision aussi grave que celle du recul du 21 juillet (*Applaudissements.*)

Paix sociale ou Révolution

Je veux maintenant aborder un autre point : solidarité avec le gouvernement dans ses responsabilités de guerre, solidarité encore avec le gouvernement dans l'œuvre de réorganisation économique ; solidarité avec le patronat. Nous ne pouvons pas l'enlever de nos yeux. Pas plus que nous pouvons enlever de nos yeux Jouhaux acceptant un mandat de délégué de Commissaire à la Nation, nous ne pouvons ne pas le voir au banquet de la Fédération des industriels et commerçants. Y serais-tu allé, Jouhaux, avant la guerre ? (*Applaudissements.*)

On a parlé beaucoup de la Conférence de Leeds et de la grande charte ouvrière qui y a été apportée de France. Qu'on se reporte à certains numéros de « la Bataille syndicaliste » donnant ce rapport. Je me rappelle que, dans ma tranchée, ayant ouvert ce journal, j'ai vu que la C.G.T. emportait à Leeds le programme de l'Association de Protection légale des Travailleurs, fondée vers 1900 par Millerand.

BOURDERON. — Il ne faut pas dire : « la Bataille syndicaliste », il faut dire « la Bataille » tout court.

MONATTE. — Merci, Bourderon !

Camarades, examinons maintenant la question des huit heures. Les huit heures ? Le gouvernement, au lendemain de la grande tourmente qui ne pouvait pas se conclure sans un malaise, qui ne pouvait pas se conclure sans une sorte de désespoir de la classe ouvrière, a voulu, pour empêcher l'explosion de mécontentement, donner quelque chose à la classe ouvrière. Il lui a donné la journée de huit heures, et il l'a fait dans ce but seul de conjurer une crise révolutionnaire.

Là encore, je trouve une coresponsabilité dans l'acceptation de ce point de vue.

Evidemment, nous devons accepter la journée de huit heures et même la conquérir, parce que celle qu'on nous donne n'est qu'une duperie ; mais nous ne devons pas l'accepter dans l'esprit où un membre du bureau confédéral l'a acceptée.

Après la publication de ce texte de loi, une déclaration a été faite par un secrétaire adjoint confédéral. Cependant, nous avons pu entendre dire par d'autres membres du bureau : « Le bureau, sur tous les points, est solidaire. » Eh bien ! Dumoulin, si tu es solidaire de la déclaration de Laurent, que je vais lire ici, je dirai que lorsque je t'ai donné mon amitié autrefois, une amitié qui a duré vingt ans, nous étions frères tous deux, eh bien ! à ce moment-là, je me suis trompé ! (*Applaudissements.*)

Devant un Comité national d'études sociales et politiques, dont le siège est 45, rue d'Ulm, à l'Ecole Normale Supérieure, deux secrétaires confédéraux, Jouhaux et Laurent, ont parlé. C'est Laurent qui a fait l'exposé du point de vue confédéral sur la journée de huit heures. J'ai le procès-verbal fait par le Comité national d'études.

LAURENT. — Sont-ce mes paroles ?

MONATTE. — Voici la conclusion de Laurent :

« En terminant, M. Laurent constate que notre pays est à peu près le seul à n'avoir pas éprouvé de troubles sociaux graves depuis la signature de l'armistice, et il considère que l'établissement de la journée de huit heures permettra aux dirigeants de la classe ouvrière de se présenter devant leurs mandats avec des garanties de la bonne volonté des milieux gouvernementaux et patronaux ; on pourra escompter

que l'évolution sociale se poursuivra d'une façon paisible. »

RIVELLI. — Et tu te sers de cela, toi Monatte ! Moi, cela me fait de la peine...

MONATTE. — Une nouvelle preuve que la C.G.T. française s'est associée à une œuvre de paix sociale, à l'œuvre essentielle de paix sociale, cela à l'heure où la Révolution vient sur nous comme est venue la guerre. Le gouvernement a besoin de trouver dans nos rangs un appui, des points d'appui, pour sa defense. Nous voyons le ministre Clémentel dire ceci :

« A la notion stérile, d'ailleurs « made in Germany », de la lutte des classes, nous devrons substituer la notion de la collaboration des classes dans l'intérêt commun.

« Les patrons français sont prêts, j'en suis certain, à pratiquer cette collaboration qui est d'ailleurs une tradition française.

« Du côté ouvrier, vous trouverez aussi, je puis vous en donner l'assurance, des dispositions nouvelles...

« Ils n'abandonnent pas, vous ne leur demanderez pas d'abandonner leurs conceptions théoriques, leurs rêves d'un nouvel avenir social. Vous vous placerez avec eux sur le ferme terrain des réalités et vous enregistrerez comme nous ce fait qu'ils ont cessé d'être des adversaires du machinisme et du taylorisme. Vous constaterez avec nous que leurs chefs se déclarent soucieux avant tout d'augmenter la production.

« La réorganisation économique, déclarent-ils, doit avoir pour base le développement ininterrompu de l'outillage national, et pour but de stimuler les initiatives privées en enlevant toute excuse et toute tranquillité à la routine stérile et meurtrière.

« Aux formules restrictives, ils ont substitué une formule nouvelle, la formule du travail fécond, à la fois intensif et rémunérateur de maximum de production dans le minimum de temps pour le maximum possible de salaire et avec le minimum possible de fatigue.

« Quel industriel, à l'esprit ouvert aux nécessités de demain pour notre pays, ne souscrirait pas à ce programme ? »

(Discours de M. Clémentel, ministre du Commerce, à la séance d'installation de M. Ribes-Christophe à la présidence de la Chambre de Commerce de Paris. — *Information ouvrière*, 8 décembre 1918.)

Eh bien ! nous n'y souscrivons pas, parce que nous savons que le patronat français est impuissant à donner quoi que ce soit à la classe ouvrière.

UN DELEGUE. — Si, le désordre !

MONATTE. — En effet, le désordre. C'est le régime capitaliste qui l'a créé, et nous voulons sauver ce régime ! Clémentel disait encore plus récemment :

« Nous devons faire confiance au monde industriel. Le jeune patronat est orienté vers les solutions modernes. Confiance également au monde ouvrier. Ce qu'il envisage et veut réaliser aujourd'hui, c'est le vrai programme socialiste français, celui de Saint-Simon : extension, organisation de la production et hiérarchie de l'industrie.

« C'est grâce à cet équilibre des forces, et à cette harmonie des efforts et des volontés que nous pourrons rétablir ce pays et lui donner une prospérité qui étonnera le monde, comme l'a étonné sa résistance sur les champs de bataille. »

Oui, je sais ! La bourgeoisie, la fraction intelligente de la bourgeoisie, qui sent la fin venir, veut tout tenter pour se sauver. Ce n'est pas à nous à lui en donner les moyens. Elle est condamnée, non parce que nous la condamnons ; elle s'est condamnée elle-même. Mais nous, nous avons à précipiter sa fin, non à lui donner les moyens de se sauver.

Un Conseil national économique est proposé, où seront représentés : organisation ouvrière, organisation patronale et gouvernement. Dernièrement, un rapport publié dans un quotidien nous montrait comment le travail de préparation, le plan d'organisation des organismes patronaux avaient été dressés et poursuivis. Nous avons retrouvé là une belle figure de la guerre parmi les artisans de ce plan du Conseil national économique. Le plan initial, savez-vous de qui il vient ? Du lieutenant Bruyant, l'homme de la Sûreté militaire !

Conseil national économique ? Ah ! un camarade, à qui je faisais part non seulement de mes appréhensions, mais de ma condamnation de ce système, m'opposait ceci : « Mais tu ne vois donc pas que c'est ce que, en 48, les ouvriers parisiens ont essayé de faire ! » Parlement du Travail ! Ah non ! nous ne voulons pas du soi-disant Parlement du Travail de 48 !

« Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire »

Et maintenant, camarades, je vais conclure. Il y a deux points que je ne peux pas ne pas aborder ici. Nous sommes dans une période de malaise, c'est certain ; dans une période de crise où le régime bourgeois est en déséquilibre. La société ne peut plus tenir sur ses bases. Il n'y a pas d'Etat en Europe qui soit capable de dresser un budget ; c'est la faillite sûrement. C'est certainement là l'impuissance pour l'industrie française de se réorganiser avec les vieilles méthodes capitalistes. Elle ne le peut qu'avec nos méthodes ouvrières, par la prise de l'organisme de production par les syndicats. (*Applaudissements.*)

Nous sommes devant cette situation grave. Nous la regardons en face. Nous savons que le gouffre est là et nous savons que nous devons le sauter. Certains de nos camarades d'hier — nous le sentons bien dans les défections qui se sont produites dans les rangs de la minorité — des camarades convaincus cependant comme nous que le monde va à la liquidation de la bourgeoisie, qu'il va à la Révolution, reculent aujourd'hui ; ils ont peur.

Evidemment, il y aura des moments douloureux, il y aura peut-être des choses peu belles ; mais au-dessus de tout cela, il y a le salut de notre classe et de la civilisation. Dans les explications que je me donne à moi-même de l'absence de Merrheim dans nos rangs, je vois cette raison au premier plan :

Merrheim ne veut pas faire le saut révolutionnaire. Merrheim, comme le cheval au bord de l'obstacle, s'arrête et recule... Le flot passera quand même. Comme dans la guerre, Merrheim, tu seras, vous serez impuissants ! Tandis que nous suivrons le flot, nous essaierons de faire la tâche qui incombe aux véritables militants. (*Applaudissements.*)

« En Judas, l'administrateur avait tué l'apôtre ! »

On a prononcé au Congrès des Métaux des paroles qui sont entrées en moi comme un bol de vitriol. Ah ! vous dites que le droit de critique s'arrête où commence la calomnie ! Et vous dites, vous osez dire, vous qui nous connaissez, que ceux qui ont tenu, en dépit de tous les dangers, au sa-

crifice de leur vie, l'attitude qu'ils ont maintenue pendant la guerre, qui mènent une vie de dévouement à leurs idées, de désintéressement, de pauvreté, qui ont plus que vous le refus de parvenir, vous vous permettez de les appeler des « marchands du Temple ! »

Vous devriez avoir honte, Lenoir, de proférer de telles calomnies ! (*Applaudissements.*)

On s'est vanté, au même Congrès des Métaux, d'avoir chassé de la Fédération des Métaux ces marchands du Temple, lorsqu'on y est revenu. En effet, nous avions été jusqu'à ce moment-là, mes amis et moi, les collaborateurs de Merrheim. Moi, aux tranchées, évidemment, je ne pouvais pas le faire ; mais mes amis le faisaient. C'est eux que je tiens à défendre, à laver ici. Nous étions avec Merrheim dans toutes les heures de danger. Ils étaient avec lui : ils ont travaillé avec lui. Ils ont pris tous leur part de danger. Et, quand les autres secrétaires fédéraux des Métaux revinrent au bureau de leur Fédération, leur premier acte fut de mettre à la porte ces marchands du Temple : Ah ! les marchands du Temple, les Comités indésirables, le Comité de la reprise des relations internationales, on les renie ! En les reniant, c'est Zimmerwald que vous reniez. C'est pourtant la plus belle page de l'histoire de votre Fédération des Métaux.

Renan, dans sa *Vie de Jésus,* explique ainsi la psychologie de Judas : Judas, dans l'équipe des apôtres, était le trésorier ; il paraît que Jésus et les autres apôtres pouvaient quelquefois faire des dépenses inconsidérées ; on raconte que voyant Marie-Madeleine laver les pieds de Jésus avec de l'huile, Judas aurait dit : « Mais cela représente de l'argent ! » En conclusion, Renan donne cette explication de la trahison de Judas : « L'administrateur avait tué l'apôtre en lui ! »

Eh bien ! dans notre mouvement, où il faut que l'administrateur et l'apôtre ne fassent qu'un seul corps, trop souvent l'administrateur tue l'apôtre !

« Le grand devoir : la Révolution mondiale »

Et maintenant, pour conclure : Quel est, à notre sens, le grand devoir de l'heure présente ? Ce grand devoir, il est unique : c'est le salut, le développement, la réussite de la Révolution mondiale qui a commencé, qui embrase aujourd'hui un grand pays et qui demain doit embraser toute l'Europe. Mais pour cette tâche, la Confédération Générale du Travail a-t-elle fait ce qu'elle devait faire ? Je ne veux pas entrer dans le détail des circonstances du 21 juillet, je veux dire seulement ceci : que la C.G.T. a manqué à son devoir lorsqu'elle a dit, par la voix de Dumoulin : « Notre plus grande préoccupation est d'engager une forte campagne pour la réforme du logement, de l'habitation, afin de lutter contre les taudis. »

Notre plus grande préoccupation à nous, à la classe ouvrière française, à la classe ouvrière internationale, c'est la Révolution russe. On vous a distribué l'appel que la C.G.T. russe a lancé assez récemment aux organisations ouvrières des pays de l'Entente. Je vous demande d'y apporter une réponse ; qu'elle soit la conclusion pratique de ce Congrès et que vous disiez avec Smillie, le président de la Fédération des mineurs anglais, qu'il n'y a, à l'heure actuelle, dans le monde, en Angleterre comme en France, qu'une seule grande question ouvrière qui domine toutes les autres : la Révolution russe ! (*Applaudissements.*)

1936

La classe ouvrière reprend confiance en elle

Tout le monde est d'accord sur l'importance extraordinaire du mouvement de grèves de mai-juin. (1) On a parlé du plus formidable, du plus gigantesque conflit social qu'ait jamais connu la République. A coup sûr, c'est un mouvement comme on n'en voit que tous les quinze ou vingt ans.

C'est le troisième grand mouvement que je vois. J'avais déjà vu en 1906 et 1919-20. L'explosion de 1936 est plus formidable. Au moins le paraît-elle. Peut-être cela tient-il surtout à ce qu'elle a surpris davantage.

Le mouvement pour les huit heures de 1906 avait été préparé pendant deux ans, ayant été décidé au congrès confédéral de Bourges en 1904; on l'attendait donc. Le mouvement de 1919-1920 fut une sorte de revanche de ce qu'on avait enduré tant à l'usine qu'au front pendant les années de guerre; on l'attendait aussi. Mais on n'osait pas attendre, au moins aussi proche et aussi magnifique, l'explosion du mois dernier. Nous nous disions bien, les vieux, que cela viendrait. Tant de misère, tant de contrainte, tant d'oppression devait aboutir à une flambée de révolte. Mais quand ?

Dans son article de l'autre quinzaine, « La vie et la grève des métallos », un article qui ouvre et éclaire notre historique du dernier mouvement, S. Galois (2) en a montré la cause profonde et le facteur décisif. L'esclavage dans l'usine moderne, la souffrance accumulée pendant des années, tout ce que le patronat avait réussi à imposer depuis la défaite ouvrière de 1919-1920, sur laquelle étaient venues s'appesantir la rationalisation, puis la crise économique, voilà la cause profonde, la cause essentielle des dernières grèves. Le facteur décisif de leur déclenchement, ç'a été la venue du gouvernement du Front Populaire. Enfin la police ne serait plus au service du patron ! Enfin le gouvernement serait, sinon bienveillant, au moins neutre ! Du coup, on n'a pas eu la force de supporter plus longtemps. Pas même d'attendre que le nouveau gouvernement soit formé. La grande détente s'est produite.

Ç'a été la grève de la métallurgie parisienne. Puis son extension à presque toutes les corporations de l'industrie privée. Paris et sa région forment le plus grand centre ouvrier de ce pays, on le méconnaît trop. Non seulement le plus grand centre métallurgiste, mais le plus grand centre de produits chimiques, le plus grand port de France, de beaucoup le plus grand centre de chemin de fer, sans compter tout le reste. De la région parisienne, la grève a gagné tout le pays.

Une même souffrance, jointe à une même espérance, a trouvé son expression dans une forme nouvelle de grève.

(1) La « Révolution Prolétarienne » du 10 juillet 1936, numéros 225-226.
(2) Simone Weil.

Gardons-nous de perdre de vue la cause profonde de ce vaste mouvement. C'est en ayant sans cesse à l'esprit son caractère de force naturelle que nous éviterons d'en laisser rapetisser les résultats. Un tel mouvement n'a pas d'un coup donné tout ce qu'il apportait. Il n'est pas épuisé, ni terminé ; il continue : pour défendre ce qui a été obtenu ; pour que les corporations en retard arrachent à leur tour leur morceau de pain, leur lambeau de liberté pendant le travail.

Ne perdons pas de vue, non plus, le facteur décisif qu'a été le Front populaire. Pas de méprise non plus de ce côté. Surtout devant les jugements catégoriques, devant les condamnations impitoyables que prononcent un certain nombre de groupes et de sectes oppositionnels. Je ne sais pas si nous l'avons écrit, mais nous avons dit souvent à la veille de ces événements : « Impossible de savoir ce que donnera le gouvernement du Front populaire. Peut-être pas grand-chose. Mais à son abri, nous pourrons reconstruire notre organisation syndicale, c'est-à-dire ramener au syndicat les travailleurs de l'industrie privée et leur redonner confiance en eux. Si nous pouvons faire cela, ce ne sera pas rien. Et quand le Front populaire s'effondrera, s'il s'effondre, il restera une classe ouvrière capable de se défendre, et même de continuer la lutte. Nous ne devons pas nous dresser contre le gouvernement du Front populaire ; nous ne devons rien faire pour contrecarrer et empêcher son expérience ; nous devons l'appuyer dans toute la mesure de nos forces chaque fois qu'il travaille dans notre sens ; nous ne devons rien faire qui puisse permettre, même à tort, de rejeter sur le mouvement syndical la responsabilité de l'échec de cette expérience du Front populaire. »

Nous ne pensions pas que les événements nous donneraient si vite et si largement raison. Par le seul fait de sa naissance, le gouvernement du Front populaire a donné à la classe ouvrière plus que nous n'osions espérer de six mois d'efforts à son abri. Dans son premier mois d'existence, à la suite d'une merveilleuse vague de grèves, il a fait signer les accords Matignon, instituant les contrats collectifs et les délégués d'ateliers, il a fait voter toute une série de lois sur les 40 heures, sur les vacances payées.

Accords et lois ne seront respectés et appliqués que si la classe ouvrière en impose le respect et l'application. Bien sûr. Mais les syndicats ne sont-ils pas là pour cela ?

En revenant du Mur

Examinons d'un peu près comment le mouvement est parti. Deux articles de l'**Humanité** nous seront d'un grand service. Le premier est un article, paru le 20 mai, sous la signature de Croizat, secrétaire de la Fédération des Métaux et député communiste. Il fait le récit de la victoire rempor-

tée par les métallurgistes de l'usine Bréguet du Havre. On trouve dans ce conflit les principaux caractères du grand mouvement : la grève dans l'usine, l'entretien du matériel, le paiement des deux journées de grève.

Le lendemain du 1er mai, la direction de l'usine Bréguet avait congédié deux ouvriers, deux militants, pour avoir chômé la veille. Des délégations ouvrières se rendent auprès de la direction pour demander l'annulation de cette mesure. Une semaine se passe; les tentatives de négociations échouent. Le lundi 11 mai, la grève dans l'usine commence. Six cents ouvriers, la totalité du personnel, restent à l'usine la nuit du lundi au mardi. Devant la vigueur du mouvement et la sympathie qu'il trouve dans la population havraise, la direction Bréguet accepte l'arbitrage du député-maire du Havre, M. Léon Meyer. La sentence arbitrale comporte la réintégration des deux ouvriers congédiés, mais elle y ajoute autre chose, le paiement des journées de grève :

> Considérant que, depuis de nombreuses années, il est constant dans l'industrie de laisser les ouvriers libres de chômer ou de travailler le 1er Mai, que cette tradition aurait dû d'autant plus être respectée qu'elle s'est produite dans le calme et sans qu'aucune pression de débauchage ait été exercée;
>
> Considérant en conséquence que les raisons pour lesquelles Friboulet et Vachon ont été congédiés ne sauraient être admises;
>
> Décide :
>
> Qu'il y a lieu pour les établissements Bréguet de les réintégrer dans leur emploi;
>
> Considérant, d'autre part, que la manifestation unanime de solidarité à laquelle ont pris part les ouvriers desdits établissements a été la conséquence d'un acte qui n'aurait pas dû se produire;
>
> Dit qu'il y a lieu de ce fait d'opérer le paiement des journées normales des 11 et 12 mai.

Un exemple comme celui du Havre méritait d'être connu. Croizat avait raison de lui donner la publicité de l'**Humanité**. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est que les autres journaux ouvriers n'en aient pas fait autant et que cet événement ouvrier significatif n'ait été rendu public qu'avec huit jours de retard.

Cet exemple était-il d'initiative communiste ? C'est peu probable. Le mouvement avait été mené par le syndicat des métaux et par l'Union locale du Havre, à vieille tradition syndicaliste révolutionnaire. Qu'il soit d'inspiration syndicaliste ou communiste, d'ailleurs cela importe peu; ce qui importait, c'était de donner cet exemple et de le faire connaître. Un pareil exemple devait faire des petits. L'idée en était dans l'air. Presque au même moment que les métallos du Havre, ceux des usines Latécoère, à Toulouse, accomplissaient les mêmes gestes.

C'est ce que nous voyons dans un article de Pierre Delon, paru dans l'**Humanité** du 24 mai, donc le matin de la manifestation au Mur des Fédérés. Après avoir rappelé la victoire du Havre, Delon en signale quelques autres, aussi significatives. D'abord celle des usines Latécoère, à Toulouse, réplique trait pour trait de celle du Havre. Là aussi la direction avait renvoyé des ouvriers, trois au lieu de deux, pour avoir fait le 1er mai. Grève de solidarité le 12 mai. Repas servis dans les ateliers par la Bourse du Travail de Toulouse. Arbitrage du maire. Réintégration des trois camarades, reconnaissance du syndicat et des délégués. Il ne manque que le paiement des journées de grève.

Delon signale encore une grève aux usines Bloch, à Courbevoie; cette fois pour une augmentation de salaires. Après 49 heures de grève dans l'usine, avec le ravitaillement assuré par le Front populaire de Courbevoie, un contrat collectif est signé. On obtient un relèvement des salaires, des vacances et les deux journées de grève payées.

Pour terminer, Delon annonce que les ouvriers de chez Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, ont revendiqué les mêmes conditions que chez Bloch; dans plusieurs autres usines on a posé des revendications. La conclusion de l'article est à citer :

> « Dans la région parisienne, les métallos, s'inspirant de ces luttes, sauront imposer à la Chambre syndicale patronale la discussion du contrat collectif de travail.
>
> » Cet après-midi, ils se rendront en masse au Mur des Fédérés pour manifester avec leurs camarades de toutes corporations : pour le pain, la paix, la liberté. »

Le 24 mai, au Mur, 600.000 ouvriers de la région parisienne défilaient. Les métallurgistes y étaient nombreux. Ils eurent le temps, tout l'après-midi, de commenter les exemples que leur avaient donnés leurs camarades du Havre, de Toulouse et de Courbevoie. Ils sentirent la force de leur nombre. Une manifestation de l'ampleur de celle du **Mur** ne pouvait pas ne pas avoir un écho le lendemain dans les usines. Quand on se sent fort dans la rue on ne peut pas continuer à se sentir esclave à l'usine. Quand on a vu, devant le Mur des combattants de la Commune, le président du Conseil de demain lever le poing comme les camarades, comment ne pas croire que, cette fois, le gouvernement n'est plus du côté des capitalistes ?

Le lundi 25 mai, les métallurgistes de chez Nieuport, à Issy, déclarent la grève sur le tas. Ceux des usines Sautter-Harlé débrayent pendant une demi-heure pour appuyer une délégation partie à la direction présenter des revendications; satisfaction est obtenue. Une autre victoire, à Villacoublay. Chez Hotchkiss, à Levallois, débrayage à 2 heures, seize ouvriers ayant été prévenus qu'ils étaient congédiés. A l'usine Lavalette, à Saint-Ouen, les ouvriers passent la nuit dans l'usine.

Le mardi, le mercredi, le jeudi l'effervescence ne cesse de grandir; bientôt toute la métallurgie de la région parisienne est en grève, en grève sur le tas. Les boîtes d'aviation sont parties les premières; toutes les autres ont suivi. Les plus grandes, Renault et Citroën, comme les autres. Le lendemain du Mur, les exemples du Havre et de Toulouse ont été suivis. L'idée de la grève sur le tas, qui était dans l'air depuis un mois, est entrée dans les usines.

Les facteurs secondaires

S. Galois écarte un peu trop facilement quelques facteurs secondaires du mouvement. Les causes profondes jouent rarement seules. Souvent se répète l'histoire de l'étincelle et du tonneau de poudre. Le tonneau de poudre peut exploser à un moment ou à un autre, même ne pas exploser du tout. Il peut y avoir plusieurs étincelles. Il semble bien qu'il y en ait eu plusieurs. Les bourgeois intelligents dont parle S. Galois, et qui ont cru que la grève avait été provoquée par les communistes pour gêner le nouveau gouvernement, ne se sont peut-être pas tellement trompés. De même l'ouvrier intelligent à qui S. Galois a entendu dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée pour gêner ce même gouvernement. Elle trouve que cette rencontre est drôle. Moins drôle sans doute que

la tête des patrons et des communistes à voir sauter le tonneau de poudre.

Vous l'avez remarqué, les deux premiers conflits, ceux du Havre et de Toulouse, tous deux dans des usines d'aviation, ont été provoqués par des renvois d'ouvriers ayant fait le 1er Mai. La sentence arbitrale du Havre stipule qu'un tel renvoi rompait avec la tradition de laisser libre le chômage du 1er Mai. Ces renvois ressemblent beaucoup à des provocations patronales à la grève. Que dire des seize congédiements de chez Hotchkiss, le lendemain de la manifestation au Mur ? La provocation n'est-elle pas caractérisée ?

Il serait facile de retenir tels ou tels propros, telles ou telles remarques, mais ces trois mesures de renvoi ne suffisent-elles pas à faire penser que le patronat a voulu vraisemblablement saluer la naissance du gouvernement Blum par quelques grèves ? Dans quel but l'a-t-il fait ? En vue d'une opération politique ? Possible. Peut-être aussi pour faire une opération spéculative, une affaire tout court. Les patrons de la métallurgie savent calculer ; ils savent même, par une longue expérience, qu'on peut obtenir de l'Etat, ce gros client, un sérieux relèvement des prix de certaines commandes, se traduisant par de copieux bénéfices, en invoquant une modique augmentation des salaires qu'on a été contraint d'accorder sous la menace d'une grève. Le fait que le mouvement soit parti de l'industrie de l'aviation, qui vit uniquement des commandes de l'Etat, est un indice de plus en faveur de cette hypothèse. L'opération politique n'est pas impossible non plus. Glisser quelques grèves sous les premiers pas du gouvernement du Front populaire, creuser devant lui le trou d'une période sans journaux, donc fertile en rumeurs et propice à la panique, et le faire choir dans ce trou en venant au monde, avouez que ç'aurait été un coup de maître pour le grand état-major patronal et pour le trust Hachette. Ce n'aurait été après tout que le recommencement du coup de Clemenceau exploitant la grève des journaux lors des élections de 1919 pour faire élire la Chambre bleu horizon.

Les patrons ont seulement oublié qu'il ne faut pas jouer avec le feu autour d'un tonneau de poudre. Gare à l'explosion ! En effet, différentes choses ont sauté en mai-juin.

Il est difficile de ne pas reconnaître l'intervention des communistes à l'origine du mouvement. Ce serait même commettre une injustice à leur égard. Qu'ils n'aient pas prévu l'ampleur du mouvement, c'est probable. Mais le coup de sonde, c'est bien eux qui l'ont donné. La sonde a rencontré la nappe d'eau souterraine, le courant de souffrance et d'espoir qui cherchait une issue. L'issue trouvée, une vague de grèves inattendue s'est répandue partout.

Reste à savoir ce que voulaient vraiment les chefs communistes. Ils ont une telle habitude de la recherche des sous-produits qu'on est amené à leur prêter des idées de derrière la tête même quand on les voit faire les choses les plus naturelles et les plus utiles. Ont-ils voulu gêner le gouvernement du Front populaire ? Certes, ils l'ont assuré de leur soutien fidèle et sans éclipse. Mais leur réputation de jésuites rouges est si bien assise que leurs assurances les plus fermes sont sujettes à caution et que leur fidélité prête à sourire. Quand on a sauté à pieds joints du « classe contre classe » le plus farouche à la défense des classes moyennes, et du défaitisme révolutionnaire au culte de Jeanne d'Arc et de la **Marseillaise**, il faut s'attendre à ne pas être cru sur parole.

Jusqu'au second tour de scrutin, le gouvernement de Front populaire qu'ils escomptaient, que tout le monde d'ailleurs escomptait, ce n'était pas un cabinet Blum, mais un cabinet radical. Leurs préférences allaient à un cabinet Herriot. Le maire de Lyon, depuis ses voyages à Moscou, a toutes leurs sympathies. Mais dans la nouvelle Chambre, le groupe socialiste est le plus important de la majorité. A lui de former le gouvernement. De suite d'ailleurs, Léon Blum a revendiqué cette tâche et cette responsabilité. Mais si le vrai ou le faux jacobinisme des radicaux s'accorde admirablement avec le néo-blanquisme patriotique des communistes nouvelle manière, il n'en est pas de même du pacifisme genevois des socialistes. En outre, Léon Blum et les socialistes sont moins dociles que les radicaux.

Les communistes ont-ils voulu leur apprendre à être plus dociles ? Ont-ils cherché à faire sentir leur force et signifié qu'il fallait compter avec eux ? Ce n'est pas du tout impossible. Ont-ils simplement poussé aux grèves pour accroître leur influence dans la C.G.T. réunifiée et dans la classe ouvrière ? C'est possible aussi. Mais il se peut encore, n'écartons pas l'hypothèse, qu'ils aient pensé que l'existence d'un gouvernement du Front populaire n'excluait pas les grèves et la poursuite des luttes ouvrières. Ce n'est pas parce qu'il y aura un cabinet Blum ou un cabinet Cachin qu'on ne devra plus faire de grèves. Le gouvernement du Front populaire a ses tâches, les ouvriers et les syndicats ont les leurs.

Si les communistes ont raisonné ainsi, loin de les en blâmer, il faut les en féliciter. Ils ont en ce cas rappelé aux travailleurs qu'ils devaient se garder de laisser endormir leur force propre, qu'ils devaient au contraire poursuivre l'action directe, l'action directement exercée sur le patronat, qu'ils devaient retremper leur arme traditionnelle, celle de la grève. Au moment où l'action indirecte, par la voie gouvernementale, pouvait flatter la paresse humaine et éveiller des illusions, un tel rappel a été opportun et précieux. Nous aurions préféré que ce rappel vînt de la C.G.T. elle-même, mais d'où qu'il soit venu son effet ne peut qu'être bienfaisant. Et dans ce cas, même s'il en découle une certaine gêne pour le gouvernement du Front populaire, celui-ci se doit de la trouver normale et de la regarder comme un stimulant.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que la propagande communiste visant à gêner le gouvernement, comme les provocations patronales visant au même but, n'auraient donné que quelques grèves isolées. Nous avons eu un mouvement large et puissant qui ne peut être l'œuvre que de causes profondes. Lorsque ces dernières entrent en jeu, elles emportent tout devant elles ; elles font servir à l'intérêt ouvrier jusqu'aux provocations patronales.

Le Front populaire défiguré

Depuis le 6 février, nous remontons la côte. Nous étions descendus, d'année en année, bien bas, si bas que c'est un miracle si les fascistes n'ont pas franchi le pont de la Concorde, envahi le Palais-Bourbon et fait flamber la maison et le régime parlementaires. Le sentiment du danger a fait se ressaisir ce pays.

Nous avons vu se réaliser un certain nombre de choses que nous ne croyions pas aussi prochaines. L'unité d'action impossible avant le danger a été possible après. L'unité syndicale que nous n'osions plus espérer s'est refaite ; je me rappelle ma stupéfaction quand je lus sous la plume de Gérôme, dans **Europe** de mars ou avril 1934, parmi les premiers moyens de résister au fascisme, la réalisation de l'unité syndicale dans le délai d'un mois. Comme il y va ! m'écriai-je. Il a fallu plus d'un an. Mais c'est tout de même Gérôme qui

avait raison. L'unité syndicale s'est faite vite, beaucoup plus vite que nous ne pensions.

Mais en se réalisant, unité d'action et unité syndicale ont pris parfois un visage fort peu sympathique. Ce qui a permis à certains qui les avaient appelées de tous leurs vœux de ne plus les reconnaître une fois qu'elles ont été là.

L'unité d'action, le jour où elle s'est faite, a non seulement écarté ses partisans de la première heure, elle a été dominée par ceux qui l'avaient le plus violemment combattue. Qui se souvient que le parti communiste y était hostile à la veille du 6 février, alors que montait le danger fasciste; hostile encore le 6 février même, quand l'A.R.A.C., d'ordre du parti communiste, mêlait ses troupes à celles des anciens combattants et des fascistes place de la Concorde. A moins que... Hostile toujours pendant les six mois qui suivirent le 6 février, repoussant avec grossièreté les propositions d'unité d'action que lui faisaient les socialistes.

Brusquement, un jour, changement de ton, renversement d'attitude; le parti communiste ne se contente pas de rallier l'unité d'action, il en devient le champion, il la prend sous son aile, elle est à lui. Impuissant à résister plus longtemps à la volonté profonde de la classe ouvrière, il se jette à la tête du courant pour l'unité d'action. Moscou a compris, un peu tard, que s'il persistait dans la tactique qui avait conduit en Allemagne à la victoire des nazis, le fascisme s'installerait aussi en France et qu'alors des heures terribles sonneraient pour ce qui reste de la Révolution russe. Mais le jour où l'unité d'action se réalise, où les communistes, au lieu de crier : « Daladier en prison ! » se mettent à crier : « Daladier au pouvoir ! », comment ne pas faire la grimace et ne pas trouver que l'unité d'action prend une singulière figure ? Pourtant ce n'est pas une raison pour lui devenir hostile.

De même pour l'unité syndicale. Elle ne s'est pas faite, comme nous l'espérions, sous la poussée des partisans qu'elle comptait dans l'une et l'autre C.G.T. L'une des deux avait trouvé moyen de flanquer à la porte tous les éléments qui chez elle se prononçaient en faveur de l'unité; elle avait posé en principe qu'une C.G.T. unique équivaudrait à une C.G.T. de trahison. Brusquement encore, changement de vapeur. Les communistes ne s'opposent plus à l'unité syndicale; ils y poussent; elle se réalise. Elle est faite par ceux-là même qui des deux côtés en étaient les adversaires quelques mois avant. Nous n'allons pas le déplorer. Que l'unité soit faite d'une manière ou de l'autre, c'est secondaire. L'important, c'est qu'elle soit faite. La classe ouvrière y trouvera son compte, le vieux syndicalisme aussi. Ceux qui récemment encore faisaient de l'ironie sur notre conception de l'unité syndicale, « talisman et panacée universelle », se sont-ils demandé ce qui se serait passé lors du dernier mouvement si l'unité syndicale n'avait pas existé ? D'abord, il est probable que le mouvement n'aurait pas eu lieu. Mais même s'il était parti, le voyez-vous déchiré entre deux C.G.T., tiré à hue et à dia par des syndicats rivaux ? Au lieu de réussir, il aurait lamentablement échoué.

Comme l'unité d'action, l'unité syndicale est un fruit du 6 février. C'est un résultat de la menace fasciste. Le Front populaire en est un autre.

Presque dès sa naissance, le Front populaire est apparu avec une figure inquiétante. Reportons-nous à un an. Deux questions nous préoccupaient. Les déclarations de Staline, les décrets-lois annoncés.

Manifestation solennelle et grandiose, le 14 juillet. Mais le 16, publication des décrets-lois de Laval sur la réduction des salaires des fonctionnaires et des ouvriers des services publics. Pas de réaction. Sauf celle qui se produira dans la quinzaine, sous la forme de mouvements « sauvages », aux arsenaux de Brest et de Toulon.

Les déclarations de Staline, du 15 mai 1935, « comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité », sont applaudies par le parti communiste unanime, par Zyromski et tous les Homo-Grumbach du parti socialiste; et naturellement aussi par les radicaux. On sait que les plus jacobins de ces derniers seront, le jour venu, les plus chauvins. Bayet ne le sera pas moins à la prochaine qu'Aulard à la dernière.

Pour le parti communiste, le tournant est rude; c'est l'ordre d'abandonner toute opposition au service de deux ans, en attendant de réclamer celui de trois ans; c'est l'approbation des mesures militaires des gouvernements Doumergue et Laval; c'est le ralliement à la politique de Barthou d'encerclement de l'Allemagne et de guerre préventive. L'ordre est exécuté docilement.

Au chant de la **Marseillaise**, le drapeau tricolore flottant au vent, ce drapeau emblème de la bourgeoisie, symbole d'une période historique dépassée, les communistes, entraînant le Front populaire, vont-ils nous conduire à la guerre, à la soi-disant croisade contre le fascisme et contre Hitler ?

Pour détruire le fascisme en Allemagne, accepterons-nous de l'installer en France ? Rien ne dit qu'il sera détruit en Allemagne. Mais il est probable que la guerre l'installera en France. La guerre met le pays sous la poigne du militarisme. Notre grand état-major a assez regretté de n'avoir pas mieux utilisé la dernière guerre pour qu'il ne rate pas l'occasion que lui fournira la prochaine de s'installer au pouvoir.

Alors, des camarades de plus en plus nombreux se demandent avec inquiétude si le Front populaire n'est pas une sinistre duperie. Au lieu d'un rassemblement pour la résistance à l'aggravation des conditions de vie ne va-t-il être qu'un rassemblement pour la capitulation devant les décrets-lois ? Au lieu d'un rassemblement pour la paix et pour la résistance au fascisme, qui est par essence un nationalisme, un nationalisme porté à l'exaspération, le Front populaire n'est-il que le prélude à l'union sacrée de la prochaine guerre ?

Ces inquiétudes sont légitimes. Mais elles posent une grave question : un grand mouvement peut-il être détourné facilement de son but par les chefs qu'il s'est donnés, ou plutôt qui se sont donnés à lui ?

Les masses ébranlées par la menace fasciste du 6 février 1934, les ouvriers, les paysans et les petits bourgeois qu'a mobilisés le Front populaire, les centaines de milliers de manifestants qui répondent à chacun de ses appels dans la région parisienne, les millions d'électeurs qui ont envoyé une majorité au Parlement, tout ce vaste peuple s'est mis en branle pour de grandes idées simples et fortes; il désire que cessent les querelles entre chefs, entre partis, entre mouvements; il est animé de la mystique de l'unité d'action et de l'unité tout court; il veut de tout cœur ce que le Front populaire lui dit vouloir : le pain, c'est-à-dire la résorption du chômage, la solution de la crise économique, une solution quelle qu'elle soit; la paix, c'est-à-dire pas plus de guerre contre l'Allemagne d'Hitler que contre personne; la liberté, c'est-à-dire ne pas plus tomber sous la matraque nazie que sous la fiole d'huile de ricin fasciste, et nous pouvons ajouter : sous la justice administrative de Staline.

Y aurait-il donc une volonté du rang distincte de la volonté des chefs, une pensée des troupes du Front populaire différente de la pensée ou de l'arrière-pensée des partis qui dirigent ce Front ?

Les révolutionnaires qui dénoncent depuis des mois le Front populaire n'aperçoivent pas cette distinction. Elle est réelle cependant. Ce n'est pas le Front Populaire qu'il faut condamner, mais les partis, ceux des partis qui veulent mener le Front populaire vers un objectif différent de celui qui est annoncé. Evidemment un grand mouvement peut être détourné de sa route. Facilement ? Je ne le crois pas. Ce sera difficile et même impossible si les masses joignent à l'ardeur la clairvoyance.

Que faire ? Il faut marcher avec les masses, à leur pas ; et non s'éloigner d'elles .Elles nous surprendront plus d'une fois ; elle nous obligeront même à courir. N'est-ce pas ce qui vient de se produire avec le dernier mouvement de grève ? Elles nous ont non seulement obligé à courir, elles ont ramené de très loin, de diablement loin, des camarades dégoûtés par les luttes entre tendances de ces dernières années.

Sans le Front populaire, la dernière explosion de grèves n'aurait pas eu lieu. Avouons qu'il prend une figure moins inquiétante.

Résultats importants

Pouvait-on obtenir plus ? Certains se le demandent. Je me demande, au contraire, si nous pourrons faire entrer en application tout ce qui a été obtenu. Le mouvement ne s'est pas terminé avec les grèves. Il continue à l'intérieur des usines pour la défense du contrat collectif et par la désignation des délégués d'atelier. Le plus difficile reste à faire.

Chez les métallurgistes parisiens, le souvenir n'était pas perdu de l'occasion manquée de 1919 de faire signer par le patronat un contrat collectif. Ils ne voulaient pas manquer une seconde occasion. En 1919, les patrons avaient joué habilement entre les diverses tendances ouvrières pour aboutir à ne rien accorder. Si bien qu'une belle grève de 150.000 métallos finit dans la pagaye la plus complète. Profitant de ce que les syndicats parisiens des métaux n'étaient pas exactement informés des discussions qui avaient eu lieu entre la Fédération des Métaux et le Comité des Forges et de l'accord intervenu pour la mise en application des 48 heures sans diminution de salaire, les patrons parisiens, avec M. Richemond à leur tête, réussirent ce premier coup : faire traîner la conclusion du contrat régional et mettre le désaccord entre la Fédération des Métaux et les syndicats parisiens ; temps gagné et possibilité de manœuvrer ; dans les rangs des grévistes, bousculant les militants des syndicats, un courant se forma défendant ce point de vue : Il ne s'agit pas de revendications corporatives ; il s'agit de faire la révolution. Hélas ! la révolution ne fut pas faite, mais le contrat collectif ne fut pas signé non plus ; la grève finit en débandade.

Les métallos parisiens n'ont pas voulu recommencer 1919 ; ils n'ont pas permis à M. Richemond de recommencer son tour de force. Le contrat collectif, cette fois, est signé. Mais les discussions ont été laborieuses. L'accord Matignon est du 7 juin ; la signature du contrat des métallos parisiens n'est venue qu'une semaine après. Pourparlers rompus, puis repris. Les obstacles ont été surmontés. Les salaires des catégories les plus défavorisées ont été relevés sensiblement ; les journées de grève n'ont pas été payées, mais les patrons ont dû consentir des indemnités dures à avaler. « Il faut savoir finir une grève », a dit Thorez aux communistes parisiens, en particulier à ceux des métaux. Il est plus important encore de savoir éviter les traquenards patronaux.

Autrefois, nous avions de grosses préventions contre les contrats collectifs. Nous pensions qu'ils servaient de frein aux minorités agissantes. Nous avons appris qu'il était un frein plus puissant, celui de la lourde masse. Pour avancer, il faut amener celle-ci à un niveau au-dessous duquel on ne puisse la faire descendre. Ce niveau, c'est la convention, c'est le tarif syndical, un point d'appui solide. L'avance sera peut-être moins importante pour la minorité qualifiée, encore n'est-ce pas sûr, mais elle se fera d'ensemble, pour tous. Le professionnel dans la métallurgie, notamment, était arrivé à ne se défendre guère mieux que le manœuvre. De là la nécessité du contrat collectif. Un détail m'a surpris dans le contrat parisien : la multiplicité des catégories de salaires. N'y a-t-il pas là un moyen de maintenir ou de porter la division parmi les ouvriers ? Nos camarades des métaux devraient bien nous donner leur avis là-dessus.

L'accord Matignon comporte en outre l'institution des délégués ouvriers ; c'est une conséquence du contrat collectif ; pour veiller à l'application du contrat, il faut à l'usine, travaillant avec leurs camarades, des délégués qui soient les représentants du syndicat.

Parmi les anciens de la métallurgie, l'idée des délégués d'atelier a soulevé longtemps des craintes ; la crainte qu'ils ne deviennent fréquemment les représentants du patron et que les syndicats de maison ne remplacent le syndicat de toute la corporation. Nulle chose n'est sans inconvénient ; les craintes des anciens avaient quelque fondement ; cependant le souvenir laissé par les délégués d'atelier de la période de guerre les avait heureusement contrebattues.

Si les syndicats et si les ouvriers y veillent, surtout si les délégués restent au travail avec leurs camarades, les avantages dépasseront de beaucoup les inconvénients. Nous aurons le véritable syndicat de masse ; le contrat collectif appelle le syndicat de masse ; les délégués d'atelier seront autant de représentants, de piliers du syndicat sur le lieu de travail.

C'est ainsi que s'explique la montée prodigieuse des effectifs de la C.G.T. Au dernier Comité confédéral, le 16 juin, on donnait le chiffre de 2.600.000 syndiqués. La montée continuera quelque temps, disait-on, puis il se produira un déchet. Aujourd'hui les 4.000.000 sont atteints. Ils seront dépassés. Un déchet se produira sans doute, mais il sera largement compensé par les couches nouvelles de salariés qui formeront leurs syndicats. L'industrie privée qui n'avait pas 10 % de syndiqués en aura 75 % avant peu, grâce au contrat collectif.

Le mouvement dernier a été le mouvement de l'industrie privée. La C.G.T. a sagement opéré en demandant aux organisations de services publics de ne pas affaiblir ce caractère et de se réserver pour une autre heure.

Un autre aspect du mouvement, c'est qu'une jeunesse ardente vient de s'affirmer. De tous côtés l'écho en parvient ; du côté des magasins comme du côté de la métallurgie. Dans tel grand magasin il fallait voir, m'assure-t-on, comment une jeune équipe menait son millier de grévistes. N'a-t-on pas rapporté ce mot d'un grand patron de la métallurgie : « Pas étonnant que nous avons été battus nous avions pour chefs des hommes de 70 ans, alors que les représentants des ouvriers n'avaient pas plus de 30 ans. »

Pouvait-on obtenir plus ? Ne diminuons pas la victoire qui vient d'être remportée. Ce qui a été obtenu est énorme. Contrat collectif, délégués ouvriers, 40 heures, vacances payées, cela représente un relèvement du niveau de vie pour des couches nombreuses de la classe ouvrière ; pour veiller au

respect de ce qui a été promis, notre mouvement syndical se renforce au delà de toutes nos espérances.

Une forme nouvelle de la grève a été trouvée. Le patronat avait réussi à émousser la vieille. Une nouvelle a été imaginée. Tout de suite elle a fait fureur, jusque dans les corporations les plus inattendues. Le patronat réussira peut-être à l'émousser à son tour. Mais de nouvelles formes surgiront, nous en sommes sûrs.

Les juristes peuvent dire qu'ils ne considèrent pas cette forme de grève comme quelque chose de légal. La grève, la vieille grève aussi, a été regardée longtemps comme n'étant pas conforme aux règles et aux principes de la loi civile française. Elle a conquis son droit péniblement, douloureusement, à coup de grèves illégales, d'années de prison et de fusillades. Le fait précède toujours la loi. La grève-occupation est un fait que la loi reconnaîtra un jour prochain, sans qu'il soit besoin de le payer si cher.

C'est la révolution qui commence ? Je ne suis pas aussi ambitieux. Il me suffit de penser que c'est une classe qui reprend confiance en elle.

1946

Où va la C. G. T. ?

Sur bien des points, ex-confédérés et ex-unitaires sont d'accord depuis pas mal de temps (1). Dans l'ancienne C.G.T.U., vers la fin de son existence, il était de bon ton de cumuler un mandat de député et celui de secrétaire d'organisation syndicale. On a fait des progrès ; on cumule aujourd'hui un mandat de ministre et celui de secrétaire de fédération. Mais combien de vieux fonctionnaires confédérés ne demandaient qu'à finir dans un fauteuil de député ? Voilà longtemps qu'ils s'attristaient qu'à l'étranger les fonctionnaires syndicaux puissent devenir députés et pas ceux de la C.G.T. française. Le parti socialiste, de son côté, faisait d'ailleurs tout pour les y entraîner afin de « prolétariser » un peu son groupe parlementaire, où les avocats étaient décidément trop nombreux.

Sur les problèmes pratiques du mouvement syndical, même accord.

Pour les uns et pour les autres, les syndicats n'ont, au fond, que des tâches réformistes à remplir. Les ex-unitaires accordent au parti politique le rôle supérieur, le rôle révolutionnaire. Les réformistes syndicaux que sont les ex-confédérés se vouent aux rôles secondaires et laissent les grandes tâches aux organismes gouvernementaux de tout ordre, où ils sont heureux et fiers d'occuper un fauteuil. D'un côté comme de l'autre, on veut collaborer avec les services d'Etat, on s'y retrouve et l'on s'aperçoit qu'on ne pense pas différemment sur beaucoup de choses. On condamne encore le Bureau International du Travail, du côté ex-unitaire, mais c'est pour adopter le Comité économique et social de l'O.N.U. On est tout étonné quand Jouhaux fait toucher du doigt que c'est la même chose, en plus mal, puisque les ouvriers n'y seront pas représentés directement. On condamne toujours la Société des Nations, mais c'est pour faire confiance à l'Organisation des Nations Unies, qui a tous les défauts de la première avec cette aggravation que les trois Grands y font plus ostensiblement la loi. Ils ne voient pas, les uns et les autres, que toute la confiance qu'ils accordaient hier à la S.D.N., ou qu'ils accordent aujourd'hui à l'O.N.U., ils la volent à l'Internationale syndicale.

Déjà, avant guerre, une même admiration pour le régime étatiste russe les rapprochait. Les ex-confédérés se rattrapaient de leur mépris pour la Révolution d'octobre, de leur haine pour Lénine et Trotsky, par une admiration débordante pour l'Etat qui s'était maintenu, qui avait édifié une armée puissante et qui pouvait renflouer la S.D.N. et le Bureau International du Travail. En somme, les réformistes admiraient la Russie de Staline pour les mêmes raisons qui nous en éloignaient. Même plus, Staline les avait comme vengés des coups que leur avait assenés la vieille garde bolchévique. Après cette guerre et la part prise par l'armée russe à la victoire, leur admiration ne pouvait plus connaître de bornes. Cette admiration est en baisse depuis quelque temps. Mais ce n'est pas parce que l'armée russe de 1946, l'armée de Staline, ne ressemble pas plus à l'armée rouge de 1919, l'armée de Trotsky, que l'armée de Napoléon en 1810 ne ressemblait aux armées de 1793. Non, c'est simplement parce que le nationalisme russe et le nationalisme français ne font plus bon ménage ; parce que l'armée russe tarde beaucoup à être démobilisée et qu'on se demande si elle ne s'apprête pas, au contraire, en vue de la troisième guerre mondiale, la troisième et dernière que puisse s'offrir notre planète.

Les ex-confédérés ont le droit de trouver amère leur défaite du congrès. Ils sont battus, alors que c'est leur politique qui triomphe. Les ex-unitaires leur ont soufflé leur programme. Capocci a tout à fait raison de le faire remarquer dans *Force Ouvrière* du 25 avril. On assiste à de curieux renversements de positions. Il est amusant d'entendre un délégué du Nord dire à Jouhaux : « Alors, te voilà devenu secrétaire de la C.G.T.U. ? » Mais il n'est pas moins amusant d'imaginer qu'il a bien dû se trouver quelqu'un pour dire à Frachon : « Alors, te voilà le champion du jusqu'auboutisme, du collaborationnisme et de l'intégration des syndicats dans l'Etat ? »

Frachon n'aurait pas manqué de répondre sans doute que ce jusqu'auboutisme, ce collaborationnisme, cette intégration ne sont pas identiques à ceux de 1919 ; ils constituent pour lui l'investisse-

(1) Extrait de la brochure éditée par Monatte en mai 1946, qui fut, pour les « jeunes syndiqués sans galons », un éclair dans la nuit où les plongeait l'alliance du réformisme et du stalinisme.

ment du pouvoir en vue de sa conquête prochaine, afin de réaliser en France ce qui existe en Russie, au pays du socialisme.

LE PAYS DU SOCIALISME, VRAIMENT !

Sacrebleu, quelle idée a-t-il donc du socialisme ? Ou quelle idée se fait-il du sort imposé aux ouvriers russes ?

— Nous y sommes allés et nous avons vu. Tandis que tu parles sans savoir, sur la foi de gens aigris qui n'ont rien vu ou qui ont tout déformé.

— C'est vrai, je n'y suis pas allé au moment où je pouvais le faire, parce que je n'ai pas trouvé le moyen de me tailler six mois de liberté pour un véritable voyage d'étude. Mais ces gens aigris, dont le témoignage me paraît sérieux, sont restés là-bas non pas huit jours, mais dix ans ; ils y ont vécu non pas en touristes mais en y travaillant ; pas dans l'appareil, mais à l'usine, au chantier, à côté des ouvriers russes et vivant leur vie. Aigris, ils le sont peut-être ; c'est que jamais déception n'a pu être plus complète ni plus terrible que celle qu'ils ont subie.

Si Frachon était allé en Russie, non comme grand seigneur de l'appareil, mais comme ouvrier métallurgiste, et s'il avait travaillé dix ans dans les boîtes de là-bas, son témoignage aurait sans doute la même valeur. Encore dois-je faire une réserve : tant vaut le témoin, tant vaut le témoignage. A son retour, Frachon n'aurait probablement pas parlé de la Russie comme du pays du socialisme.

Les syndicats de métallurgistes anglais, invités par les syndicats russes de métallurgistes, ont envoyé en Russie une délégation en juillet-août 1945. Au retour, cette délégation a fourni un rapport qui a été dernièrement publié en français. Naturellement, le *Peuple*, l'organe confédéral, n'en a pas plus parlé que l'*Humanité* ou le *Populaire*. Pourtant, l'intérêt ni la bonne foi de ce rapport ne sont niables ni discutables. Voici quelques-unes des constatations faites :

> « Le standard de vie des ouvriers russes du fer et de l'acier — à part les exceptions de guerre — est, sans aucun doute, considérablement plus bas que celui des nôtres. »

La délégation a été frappée par l'emploi des femmes à des travaux très durs :

> « Ici les femmes maçons étaient encore en nombre... Dans les laminoirs... les femmes sont employées à l'accrochage. Dans la tréfilerie, plus de 50 pour cent de femmes. » Dans une fabrique de boulons : « Les presses sont toutes conduites par des femmes et au chauffage sont des jeunes filles. » Dans une ferme dépendant d'une usine : « Nous vîmes un autre de ces contrastes typiques en Russie, les femmes dans les champs nu-pieds et le directeur (femme) nous escortant sur de très hauts talons. » « Nous avons vu des femmes exécutant beaucoup de travaux que nous ne croyons pas leur convenir. Nous avons trouvé que les femmes dans les organisations étaient d'ardentes avocates de l'égalité des sexes, mais nous doutons cependant, ayant vu des femmes à l'œuvre, que leurs sœurs dans les métiers rudes et sales aient les mêmes et fortes convictions. »

Sur les soins aux machines et sur le stakhanovisme :

> « ...Peu d'importance est attachée au soin de la machine. L'entretien naturel est quelque chose que non seulement les ouvriers, mais les cadres semblent regarder comme de peu de conséquence. L'idée paraît être qu'il est juste nécessaire de faire tourner les machines ; le reste importe peu. N'importe où qu'on aille, ceci peut être remarqué. Le proverbe qui dit : « Un point à temps en sauve cent » a très peu cours parmi les Russes. Quelques slogans de plus à propos du soin des machines et un peu moins à propos des vertus de leurs chefs ne feraient pas de mal au peuple des Soviets. Malgré toute la propagande, les histoires de production fabuleuse et les prétentions des records du stakhanovisme, nous croyons que la production horaire par homme est considérablement plus basse que chez nous. »

Sur les syndicats russes :

> « Il n'est pas question de la grève, qui est illégale... Nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir un doute sur l'activité locale des syndicats soviétiques, en ce qui concerne les sports et ce qu'ils appellent culture, bien-être et assurance sociale. L'effort semble se porter sur ces questions plutôt que sur les salaires et conditions. Nous ne voulons pas suggérer que les syndicats ont peu à faire avec les salaires, mais il n'y a pas, comme chez nous, l'effort dévoué à cette question... Nous pensons que les syndicats ont quelque indépendance pour soutenir les demandes de salaires et essaient légitimement de sauvegarder les intérêts de leurs membres, mais jamais au point de leur permettre de se laisser aller à un conflit ouvert avec la direction ou les autorités de l'Etat.
>
> « Il est reconnu que l'activité et les fonctions du syndicat peuvent varier d'un Etat socialiste à un Etat capitaliste, mais jamais, à notre point de vue, au point accepté par les syndicats russes. Que les principaux intérêts des travailleurs pussent être laissés sûrement au gouvernement travailliste qui, nécessairement et tout le temps, doit avoir à cœur les intérêts des ouvriers, notre foi dans la perfection humaine, et en particulier dans les gouvernements, cependant bien intentionnés, n'a pas encore atteint un si haut degré. »

Et pour conclure, cette impression générale :

> « Une forte impression, recueillie par tous les membres de la délégation, est que les travailleurs russes ont un long chemin à parcourir avant d'avoir rejoint quelque chose comme le standard de vie existant en Grande-Bretagne. Gardant en esprit les conditions qui existaient dans les jours du tsarisme, ceci n'aurait besoin d'être établi que pour la peinture inégale que nous avons donnée et les extravagantes prétentions faites pour les œuvres des Soviets, pendant les quinze dernières années, principalement par ceux qui allèrent moins voir ce qui avait été fait que pour prouver au monde que le système en Russie était un succès. »

Difficile de croire que la Russie est le pays du socialisme. Je pense même qu'elle lui a tourné le dos depuis nombre d'années. Je ne chicanerai pas Frachon sur certaine image qu'il a faite ; la ligne droite, en effet, n'est pas toujours la plus courte pour se rendre à un point donné. Les zigzags sont parfois imposés par la nature du terrain. Mais il faut faire attention qu'à force de zigzags, de tournants, d'altérations de ses idées on n'aille pas se perdre dans les positions de l'ennemi, en prendre la place, les méthodes et même les idées. La Russie n'est pas plus le pays du socialisme que la France de Napoléon n'était encore le pays de la Révolution. Tout en prétendant pourchasser le fascisme, la Russie a fini par en incarner une autre variété : le fascisme rouge. Qu'était le fascisme blanc ? Un composé de nationalisme exaspéré et d'étatisme. Ces deux éléments se retrouvent au même degré dans le fascisme rouge de Staline.

1949

DESTIN DU SYNDICALISME

Destin du syndicalisme (1). De bien grands mots, dira-t-on. Je ne fais que les reprendre à Georges Lefranc, qui les a donnés pour titre à une série d'articles de la « Revue Syndicaliste » (2). Il en a redistribué d'ailleurs les idées essentielles dans un petit volume plus récent, qui mérite son titre : « Le Syndicalisme dans le monde » (3). Ne fuyons pas la discussion. Mais plutôt qu'une chicane historique ou théorique, qui entraînerait trop loin et dans trop de directions, procédons à un examen des deux problèmes qui se posent présentement devant les militants du mouvement syndical français. Devant ceux aussi du mouvement international. On verra ensuite si le syndicalisme révolutionnaire n'est vraiment plus, comme le dit Lefranc, qu'un amas de décombres idéologiques.

Le premier de ces problèmes ? Arrivera-t-on en France à édifier une centrale syndicale qui tienne le coup devant la C.G.T. stalinisée et, plus encore, devant les événements ?

Le même problème se pose, guère différent, en Italie. Il se pose aussi, sous d'autres formes, avec moins de gravité, dans de nombreux pays, qui se croyaient pourtant à l'abri, mais où le stalinisme a réussi à se brancher sur les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière.

Le second problème ? La nouvelle Internationale syndicale, si lente à se construire, sera-t-elle une réalité vivante, dégageant la force du prolétariat international et portant ses espérances, ou seulement une grande machine en toc accrochée en remorque derrière l'Organisation des Nations Unies et le Bureau International du Travail ?

Dans les deux cas, sur les deux chantiers, s'imagine-t-on pouvoir construire efficacement sans s'inspirer de la structure de la C.G.T. de 1906, en faisant fi du syndicalisme révolutionnaire, qui ne faisait lui-même que reprendre et incarner la pensée maîtresse de la première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour d'aucuns — c'est même dit dans des manuels scolaires — Merrheim et Jouhaux auraient sauvé en 1919 le mouvement ouvrier français du totalitarisme russe. C'est confondre les dates et les situations historiques.

En 1919, le totalitarisme russe n'existait pas. Ce qui existait, c'était la Révolution russe, qui pouvait connaître un autre sort si la Révolution allemande avait réussi son deuxième bond, si la Révolution italienne avait pu faire son premier. La France entourée par deux brasiers aurait pris feu à son tour. C'était alors la Révolution européenne. Ne l'avoir pas eue, ne l'avoir pas faite, l'avoir empêchée a coûté cher : le fascisme en Italie, l'hitlérisme en Allemagne, le stalinisme en Russie, le totalitarisme prenant le masque du socialisme, la deuxième guerre mondiale, en attendant la troisième. 1919 ne nous a pas sauvés du totalitarisme russe; il nous y a conduits. Dans quel marécage a pataugé depuis le mouvement syndical français ! Et tout le mouvement ouvrier international.

Comment en sortira-t-on tant qu'il n'apparaîtra pas clairement aux yeux de la classe ouvrière que sa confiance est escroquée par ceux qui lui font prendre la Russie de 1949 pour le pays du socialisme ? Tant qu'elle ne comprendra pas non plus qu'il y a deux manières différentes de prétendre barrer ce danger n° 1 que représente le fascisme stalinien, l'une qui veut combattre en lui le socialisme, le communisme, la révolution prolétarienne, l'autre qui le combat au contraire parce qu'il les a piétinés et reniés et qu'elle entend les redresser et leur rendre toute leur force.

C'est pourquoi la tâche de refaire une Centrale syndicale puissante face à la C.G.T. stalinisée est si difficile. Les résultats obtenus par Force Ouvrière ne sont pas brillants. Faut-il s'en étonner ? Ses dirigeants n'ont pas su exploiter les circonstances de 1947 et démarrer avec vigueur. Ils ont minimisé les causes de la scission ; d'où un manque d'élan au départ. Ils se sont plus préoccupés de mettre des hommes sûrs à la tête des nouvelles organisations que d'appeler et d'entraîner dans l'effort commun tous les militants conscients du danger. Ils s'imaginaient sans doute qu'il leur suffisait de mettre la vieille enseigne réformiste et de se camper sur le seuil de la porte pour voir accourir la foule des syndiqués. La foule n'est pas accourue. Alors, résignés, ils se sont dit qu'il en serait de même qu'après la scission de 1922. Les syndiqués ne tarderaient pas à leur revenir, renvoyés dans leurs bras par les fautes que ne manqueraient pas de commettre les staliniens. Nouvelle erreur. Les circonstances sont si différentes que jusqu'ici les fautes commises — et il y en a eu en 1948 ! — n'ont pas renvoyé grand monde. Au fond de leur pensée les dirigeants de F.O. confondent stalinisme et communisme; ils combattent ce dernier, avec comme un regret de toucher au premier.

Le temps presse cependant. Les grands stratèges qui vers 45 ou 46 comptaient sur leurs doigts les forces réformistes capables d'être additionnées et opposées aux staliniens, aile droite de la C.G.T., C.G.T. chrétienne, C.G. des Cadres, morceau de la C.G.A. vont-ils s'offrir demain le luxe d'une tentative de fusion ? Tentative rajeunie, qui tiendrait compte de la C.N.T., des syndicats autonomes, des syndicats indépendants et qui aurait maintenant, pensent-ils, la bénédiction américaine. Avec ou sans cette bénédiction, la tentative est fort risquée. Il ne suffit pas d'additionner tels et tels éléments pour réaliser une force. Ces éléments sont-ils prêts à s'agglomérer ? Rien ne l'indique. Et s'ils étaient prêts, s'ils essayaient sous la bannière réformiste de former une grande Société protectrice des ouvriers français auraient-ils résolu le problème qui se pose ? Nullement. La classe ouvrière de ce pays serait coincée entre le totalitarisme russe

(1) Article publié par « Confrontation Internationale » de septembre-octobre 1949.
(2) Numéros d'octobre 48 à février 49.
(3) Presses Universitaires de France.

et un réformisme à l'américaine. Pour une période peut-être, les véritables ouvriers révolutionnaires seraient refoulés et dispersés. Mais il est bien certain que ce n'est pas une telle organisation qui tiendrait le coup devant la C.G.T. stalinienne. Encore moins devant les événements. Les amis de Lefranc qui s'imaginent que le syndicalisme de 1949 n'a pas beaucoup de points de rencontre avec celui de 1906 et qu'il doit prendre aujourd'hui place dans la complexe machinerie de l'Etat moderne se mettent le doigt dans l'œil. Ils risquent fort d'être jetés à la vieille ferraille avec toute la fameuse machinerie.

Lefranc se demandait récemment si, pour la transformation sociale, l'homme était prêt comme le sont les choses. Le facteur humain ne ferait-il pas défaut au dernier moment ?

Comment le facteur humain ne ferait-il pas défaut ? On s'acharne à agir comme s'il était question simplement de s'intégrer dans le vieux régime. Des individus peuvent s'y intégrer. Une classe, non.

Un ancien adjoint de Jouhaux au secrétariat de la C.G.T. disait en 1946 : « Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plate-forme. Désormais on peut travailleur en plein accord. »

Ce brillant espoir du réformisme syndical français, si fier de sa plate-forme, n'avait pas l'air de se douter qu'un secrétaire de la C.G.T., venu, lui, de la C.G.T.U., avait déjà dit en décembre 1944 : « ...Quand l'Allemagne sera soviétisée, ce sera le moment. La soviétisation sera possible partout. Et les Anglo-Américains seront chassés d'Europe. »

Ces deux déclarations éclairent tout le drame intérieur de la Fédération Syndicale Mondiale. D'un côté le jobardisme réformiste, lot non pas de ce seul adjoint de Jouhaux mais partagé par la plupart des grandes têtes du réformisme syndical européen et du trade-unionisme anglo-américain, de Citrine à Carey, en passant par Schevenels, qui paye aujourd'hui cet aveuglement qu'il partagea et encouragea. De l'autre côté, la duplicité et le machiavélisme d'une politique impérialiste vouée aux grandes aventures. Embrassons-nous, mes frères, en attendant que vienne l'heure de vous jeter à la mer.

Faut-il s'étonner que la Fédération Syndicale Mondiale ait eu une vie aussi brève ? On s'étonnerait plutôt qu'elle soit venue au monde.

Cette cuisante expérience pèse sur l'enfantement de la nouvelle Internationale syndicale. L'American Federation of Labor, qui n'avait pas coupé dans le jobardisme de l'époque, a quelques motifs de triompher. Elle garde de petits souvenirs amers. Elle se souvient notamment qu'en fin 1946 la C.G.T. française envoyait une délégation au Quai d'Orsay, auprès du ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Georges Bidault, pour lui demander de ne pas tolérer l'installation à Paris d'un bureau européen de l'American Federation of Labor. Elle obtint satisfaction. Irving Brown alla installer ce bureau à Bruxelles.

Vous ne vous souvenez pas ? Je vois, vous ne lisez pas l'organe de la C.G.T. Dans un éditorial d'une violence inaccoutumée, le « Peuple », du 16 octobre 1946, dénonça cette « officine de renseignements, d'espionnage et de délation ». « La C.G.T. espère que le gouvernement saura prendre toutes dispositions utiles pour ne pas permettre à une organisation étrangère de poursuivre chez nous un rôle néfaste dont la rupture de l'unité syndicaliste est le véritable but. »

Ceux qui écrivaient cela auraient pu se rappeler que les syndicats russes avaient longtemps entretenu à Paris un bureau identique, désigné sous le nom de Bureau latin de l'I.S.R., et que la C.G.T. d'alors n'avait jamais demandé au gouvernement de l'interdire. Mais cela, c'est une autre histoire.

Quand l'Allemagne sera soviétisée... Comme si les soviets existaient encore en Russie et s'ils avaient la moindre valeur pour les staliniens, même à l'usage externe. Il serait plus exact de dire : quand l'Allemagne sera stalinisée, quand le rideau de fer sera reporté jusqu'au Rhin.

Jusqu'en 1914, l'hégémonie dans le mouvement ouvrier, syndicats comme partis, appartint à la social-démocratie allemande. La faillite de la IIe Internationale fut la faillite du mouvement syndical selon la méthode allemande autant que du socialisme parlementaire.

Jusqu'en 1939, une double expérience se poursuivit. Le réformisme syndical, avec le trade-unionisme anglais et la C.G.T., s'engagea derrière le Bureau International du Travail et la Société des Nations. Nouvelle et piteuse faillite. Nouvelle et plus grave faillite, celle de la IIIe Internationale communiste.

En 1949, nous sommes devant l'avortement de la Fédération Syndicale Mondiale. Et devant la tentative d'une nouvelle Internationale syndicale dont le rôle, assurément difficile, pourrait être si grand. D'autant plus grand qu'elle sera à peu près seule, l'Internationale socialiste n'ayant pas réussi à se remettre debout et l'Internationale communiste étant ravalée au Kominform. L'Internationale syndicale nouvelle devrait s'assigner pour tâche d'incarner les espérances de la classe ouvrière du monde entier. Ses initiateurs, les trade-unionistes américains surtout, s'en rendent-ils compte ? Probablement pas.

Deux problèmes pratiques apparaissent difficiles à régler. Celui des secrétariats professionnels internationaux. Quelle place leur faire dans la nouvelle Internationale ? Les Russes, qui ne doutaient de rien, envisageaient froidement leur suppression et leur remplacement par quelques départements professionnels sans autonomie, dont la gestion serait assurée par un personnel désigné par la F.S.M. Les Secrétariats professionnels regimbèrent ; c'est assez naturel ; mais aujourd'hui ils attendent deux choses : 1° que les fédérations professionnelles américaines leur apportent leur adhésion ; 2° que dans la nouvelle maison en construction on leur fasse une place correspondant à leur rôle.

L'autre problème pratique, qui ne peut figurer ni dans les statuts ni dans le programme de l'organisation, est assez difficile à préciser. Le mouvement syndical vient à peine d'échapper à la tyrannie russe. Il n'a pas perdu le souvenir plus ancien de l'hégémonie allemande. Il voudrait bien ne pas tomber sous l'hégémonie et la tyrannie américaines. Voilà l'autre problème pratique à résoudre.

Certes, l'American Federation a déclaré à plusieurs reprises, dans des déclarations officielles, qu'il fallait rompre avec la politique des grandes puissances syndicales et que les petites doivent être traitées sur une base d'égalité. Belles paroles assurément, mais on sort d'être échaudé. On veut voit. On attend des actes.

Reste l'action à faire, le programme à dresser et à réaliser. La nouvelle Internationale syndicale ne vas pas se contenter de celui qu'exprimait Deakin il y a quelques mois lorsqu'il déclarait dans le « Daily Herald » du 7 février : « Il existe un vaste champ d'action pour les syndicats qui estiment que le mouvement syndical peut largement contribuer au relèvement des niveaux de vie des ouvriers dans le monde en travaillant par

l'intermédiaire du B.I.T. et du Conseil économique et social de l'O.N.U. »

S'il est un vaste champ où rien n'ait poussé et dont il ne faille pas espérer récolter grand-chose c'est bien celui-là. C'est probablement trop demander aux dirigeants syndicaux d'aujourd'hui que d'abandonner cette variété de tourisme qui les conduisait tantôt à Genève, tantôt à Washington ou à Moscou. Mais on peut les prier de ne pas confondre cela avec le travail d'une Internationale syndicale décidée à prendre en main sérieusement les affaires des travailleurs.

La Fédération Syndicale Mondiale, malgré son nombreux personnel et ses grandes ressources, a été incapable de se donner une presse acceptable. On racontera longtemps l'histoire du numéro de sa revue fourré au galetas de son somptueux hôtel des Champs-Elysées, parce qu'il contenait les résolutions d'une conférence du charbon qu'il valait mieux cacher tant elles soulevaient de protestations partout.

Cela me rappelle un jugement de Georges Sorel sur la I[re] Internationale : la publication d'un bon journal, assurait-il, lui aurait rendu les plus grands services.

Que la nouvelle Internationale syndicale se dépêche de donner un bon journal, qui aiderait les divers mouvements à se connaître entre eux, à échanger leurs expériences, à étudier en commun les grands problèmes qui se posent. Même s'il n'était que le « Journal des Voyages » de la foule de ses militants syndicaux qui circulent par le monde, il ne manquerait pas de copie, d'intérêt, d'utilité.

Lefranc — et il n'est pas seul — déplore la paresse intellectuelle, l'engourdissement cérébral, le divorce entre ce qu'on dit et ce qu'on fait qui caractérisent trop de vieux et de jeunes militants syndicaux. Jamais on n'a aussi peu réfléchi sur ce qu'on fait dans le mouvement syndical. Les leçons de l'expérience ne se dégagent pas. Tout au moins elles ne s'expriment pas, ni par la parole ni par l'écrit.

Signe de vieillissement, diront des anarchistes comme Joyeux. A ce compte, on pourrait dire la même chose de l'anarchisme. Aussi du socialisme et du communisme.

Notre génération aura vécu deux révolutions : la russe et l'espagnole. En a-t-elle tiré quelque lumière ? Sait-elle mieux que ses devancières comment faire une révolution et comment organiser la production au lendemain de la révolution ? Les Espagnols se taisent et les Russes mentent.

Gardons-nous d'enjoliver le passé et de noircir le présent. Efforçons-nous plutôt de les comprendre l'un et l'autre. Nous constaterons alors tout ce qui les relie.

Fini le syndicalisme révolutionnaire en tant que conception ?

Je me demande comment on mettra sur pied une véritable Internationale syndicale sans s'inspirer de la structure de la C.G.T. de 1906, avec ses deux sections des fédérations et des unions départementales. Les centrales nationales remplaçant à l'échelle internationale les unions départementales ; les secrétariats professionnels internationaux remplaçant les fédérations de métier ou d'industrie. Que l'Internationale ait aussi ses deux sections, travaillant côte à côte, se réunissant en commun, s'épaulant dans la lutte. Trop vaste la section des centrales nationales ? Pourquoi ne pas faire des sous-sections par continent : sous-sections d'Europe, d'Afrique, d'Asie d'Amérique ? représentées chacune d'elles au bureau central par des militants désignés par elles-mêmes ? Une telle structure, d'esprit fédéraliste, ferait tomber beaucoup d'appréhensions.

Je me demande en outre comment on bâtira une Internationale sans esprit internationaliste. Les réformismes à esprit nationaliste auront beau s'associer, ils ne formeront pas un bloc. On n'obtiendra quelque chose de solide que dans la mesure où les mouvements seront pénétrés par l'esprit internationaliste, où l'esprit de classe prévaudra sur l'esprit de nation. Alors l'internationalisme fera office de ciment.

Lefranc a-t-il remarqué l'une des contradictions dans lesquelles il est tombé ? Il se réjouit qu'en 1914 le syndicalisme français ait retrouvé l'idée de nation. Mais il constate qu'en 1949 la nationalisme, c'est l'ennemi et qu'il n'est pas de problèmes solubles dans le cadre de la nation. Ce qui est vrai en 1949 l'était déjà en 1914. Pour l'avoir méconnu on s'est rendu impuissant. En premier lieu pour lutter contre la guerre et faire un monde viable.

Sur l'autre problème, celui de l'édification d'une C.G.T. française capable de tenir le coup devant la C.G.T. stalinisée, même impossibilité d'aboutir sans faire appel aux idées essentielles du syndicalisme révolutionnaire. La force du stalinisme, en France comme ailleurs, vient pour les trois quarts de ce qu'il apparaît comme le porteur de l'esprit révolutionnaire. C'est faux, archifaux. Mais c'est ainsi qu'il apparaît. C'est faciliter sa duperie que d'arborer en face la bannière réformiste ; à plus forte raison la bannière gouvernementale.

Alors pourquoi ne pas faire une C.G.T. à enseigne révolutionnaire ? Mais parce que le syndicalisme révolutionnaire veut un mouvement syndical rassemblant tous les ouvriers, en tant qu'ouvriers, et non les seuls ouvriers révolutionnaires. Il ne veut pas isoler ceux-ci de leurs camarades de travail. Il veut qu'ils soient le levain dans la pâte. Il compte sur eux dans les périodes difficiles pour parler quand les autres se taisent ; pour agir quand l'action est périlleuse ; et surtout, lorsque la révolution devient possible, pour qu'elle ne soit pas escamotée et ne se retourne pas contre les travailleurs.

Quelle place laisse-t-il aux partis dits révolutionnaires ? Avouez que le syndicalisme révolutionnaire n'a guère de raisons, après expérience, de modifier son point de vue. Il n'avait pas eu de chance avec les partis socialistes d'avant 1906 et d'après. Il a fait l'expérience du parti communiste de 1920 à 1924. Il a fait et il continue à faire celle des partis staliniens de 1924 à maintenant.

Le syndicat, par le fait même qu'il ne groupe que des ouvriers, devrait exprimer mieux qu'aucun mouvement, la pensée, la volonté, les espérances de la classe ouvrière. Il devrait. Le fait-il ? Evidemment non, dans le moment présent. Mais, c'est à cela que le syndicalisme révolutionnaire veut le conduire, parce qu'il pense que les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes. Il transpose l'aide-toi toi-même et Dieu t'aidera ; il dit à la classe ouvrière : Sauve-toi toi-même et l'Histoire te sauvera.

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Les Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris-12e



UN GROUPE DE DELEGUES MINORITAIRES AU CONGRES DE LA C.G.T. A LYON DU 15 AU 21 SEPTEMBRE 1919.

De gauche à droite :

Au premier rang : LEPETIT, DEJONKERE, SIROLLE, MONATTE, LORIOT, MONMOUSSEAU, SERGENT

Au deuxième rang : BOUET, Mme LEPETIT, RAMBAUD, OLIVIER, DELSOL (de Périgueux), RAGOT, DELAGRANGE, X..., Jean CHANEAUX, (en soldat), TOURETTE.

Au troisième rang : X..., BAZOT, CHANEAUX, MIDOL, Marie GUILLOT, X..., Julie RENE, Lucie COLLIARD, SEMARD, X..., X..., X..., X...

Au quatrième rang : X..., X..., CHAVEROT, X..., VACHER (Alger), X...

(Nous n'avons pu reconnaitre tous les délégués et nous serions obligés aux lecteurs capables de compléter notre liste de vouloir bien nous écrire les noms devant se substituer aux X...)

LES SUIVEURS

ne lisent pas

La

Révolution Prolétarienne

mais

LES VÉRITABLES

RÉVOLUTIONNAIRES

s'y abonnent et la propagent

Couverture de notre premier numéro (janvier 1925)